

LES CHAMBRES
DE
DISCIPLINE DES AVOUÉS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 19 Juin 1914, à 4 h. 1/2

PAR

HENRI DÉPREZ

Président : M. TISSIER, professeur.

Suffragants { MM. LE POITTEVIN, professeur.
CARPENTIER, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1914

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES CHAMBRES DE DISCIPLINE DES AVOUÉS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 19 Juin 1914, à 4 h. 1/2



PAR

HENRI DÉPREZ

Président : M. TISSIER, professeur.

Suffragants { *MM. LE POITTEVIN, professeur.*
CARPENTIER, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1914



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Principes généraux du droit disciplinaire.

Nature

et caractère de l'action disciplinaire.

Tout groupement, qu'il ait un caractère politique, comme un Etat ou un caractère privé, comme une association professionnelle ou une corporation, a pour but la défense de ses intérêts.

Pour assurer sa vie et son fonctionnement, une coopération de tous les membres est nécessaire ; aussi, un des premiers actes de ce groupement, a-t-il été de formuler des règles de droit pour établir les devoirs de chacun et réprimer les actes qui pouvaient porter atteinte à la vie du groupe, à la régularité de ses fonctions, et aux intérêts dont la protection sont sa raison d'être.

Ces règles de droit, dans les groupements politiques, constituent le droit pénal, et dans les groupements ayant un caractère privé, dans la corporation, la discipline et le droit disciplinaire.

D'une manière générale, la discipline peut être définie, l'ensemble des règlements qui obligent les membres d'un groupe, d'un corps, d'une association, d'une corporation à l'observation de règles spéciales, distinctes des obligations politiques et propres à ce groupe, afin d'en maintenir la considération et lui imposer l'exécution de règles professionnelles, et ainsi lui faire obtenir, dans son propre intérêt, la confiance publique.

Les actes faits en contravention de ces règlements, de ces lois du groupe et qui lèsent l'intérêt corporatif, sont des fautes disciplinaires ; ceux faits en contravention des lois du groupe politique constituent des délits.

Un même fait peut léser à la fois, l'intérêt public, l'intérêt privé et l'intérêt disciplinaire, et donner naissance à une action publique dans l'intérêt de la société, à une action civile dans l'intérêt de la personne qui a été lésée, et à une action disciplinaire dans l'intérêt du corps dont fait partie l'auteur du fait incriminé.

L'ensemble des règles qui organisent la répression des fautes de cette troisième nature, constitue le droit disciplinaire. Créer ainsi une sorte de pouvoir répressif secondaire, dont l'exercice appartient au groupement, peut, a-t-on dit, constituer un danger social.

Et d'abord ce pouvoir entre les mains du groupe, peut contribuer à resserrer l'esprit de corps, qui souvent arrive à paralyser le pouvoir politique, et que la Révolution s'est efforcée de détruire en abolissant toutes les anciennes corporations.

La répression pénale peut en souffrir, ajoute-t-on ; souvent on négligera de frapper les fautes professionnelles parce que la faute recevra une sanction suffisante dans une peine disciplinaire interne, ce qui n'a pas toujours lieu. Et puis le droit disciplinaire est loin d'avoir les avantages de clarté et de précision du droit pénal. Le juge disciplinaire a toute liberté pour l'incrimination et la marche de la procédure. Cette trop grande liberté, ouvre la porte aux rivalités des membres de la corporation désireux de frapper un confrère plus heureux, et permet ainsi aux rivalités de se donner cours et de porter arbitrairement atteinte à la liberté de la profession.

Ces dangers, à la vérité existent, et il serait léger de les méconnaître ; mais il est facile de se rendre compte qu'ils peuvent être très facilement atténués dans leurs effets par une réglementation plus rigoureuse, et que, si l'on compare les inconvénients que l'on vient d'énoncer avec les services que le pouvoir disciplinaire rend à la société, ces derniers l'emportent encore sur les inconvénients. En effet loin de développer, l'esprit de corps, l'exercice du pouvoir disciplinaire par le groupe, affermit la liberté individuelle, en limitant l'action de l'état.

La répression disciplinaire, au lieu de nuire à la répression pénale, la complète au contraire dans la plupart des cas. La législation pénale en effet ne pouvant prévoir toutes les infractions, n'a statué que sur les plus graves et surtout sur celles que tout citoyen peut être amené à commettre. Mais le pouvoir disciplinaire, va plus loin ; il y a

des citoyens dont les fonctions ont dans la société une telle importance, que vis-à-vis d'eux les dispositions du Code pénal sont insuffisantes, et qu'il est nécessaire dans l'intérêt général de leur donner des règles plus étroites embrassant non seulement leur vie publique, mais encore les actes de leur profession et même leur vie privée.

Il est des actes qui peuvent être indifférents à la société et cependant justifier les peines prononcées contre un officier ministériel, dont les clients, n'ayant pas souvent les connaissances nécessaires, ne peuvent juger de la régularité de sa gestion.

Il est donc nécessaire d'établir pour les cas de cette nature, une législation spéciale plus étroite et mieux adaptée aux besoins de la répression qu'elle se propose, qui vienne s'ajouter au droit commun du Code pénal, lequel n'a été fait qu'en vue des besoins généraux. Et la confiance du public sera d'autant plus grande qu'il saura qu'aucune faute de la part de ceux qui sont soumis à ce droit, ne pourra demeurer impunie.

Les règles du droit disciplinaire n'ayant été énoncées dans aucun code, certains auteurs ont voulu voir en lui, les uns une branche du droit privé, les autres une branche du droit public. Pour Morin (1), il tiendrait de l'un et de l'autre ; son action aurait un caractère mixte « parce qu'elle participe à la fois de l'action pénale et de l'action

(1) *De la discipline des Cours et Tribunaux, du barreau et des corporations d'officiers publics*, 1868, 3^e éd., t. II, n^o 645, p. 187,

civile ; qu'elle emprunte à l'une et à l'autre quelques unes de leurs règles différentes ainsi que de leurs formes différemment réglées, qu'enfin les condamnations par elle provoquées sont jusqu'à un certain point répressives dans leurs formes et leurs effets tout en conservant des formes et des effets qui tiennent plus au droit civil qu'au droit criminel. »

La controverse n'est pas sans intérêt. Est-ce d'après la loi pénale que l'on appréciera les éléments de l'infraction disciplinaire et que l'on déterminera les faits et les personnes punissables ? Les pénalités établies seront-elles arbitraires ou déterminées ; s'éteindront-elles conformément aux modes d'extinction du droit pénal commun ? L'exercice de l'action disciplinaire sera-t-il régi par le Code de procédure civile ou devra-t-on suivre les règles du Code d'instruction criminelle pour la poursuite, l'ins-tunction et la décision ?

Selon que l'on s'inspirerait des principes de droit privé, ou des règles du droit public, la solution serait différente. Mais nous ne nous arrêtons pas à exposer ici les arguments qui tendent à faire dériver le droit disciplinaire du droit public, et ceux qui tendent à le faire dériver du droit privé ainsi que la réfutation de ces deux théories (1). Cela dépasserait le cadre de notre étude, et l'intérêt du reste en est tout théorique.

(1) Henri Nézard, *Les principes généraux du droit disciplinaire*. Thèse, 1903.

Vouloir en effet assimiler le droit disciplinaire à une des autres branches du droit c'est se heurter à l'impossibilité absolue d'expliquer certaines règles propres et nécessaires à la répression disciplinaire. Le propre du droit disciplinaire est d'avoir la liberté la plus grande pour incriminer et punir des fautes « qui ne sont ni qualifiées ni prévues par des lois spéciales » et son action ne peut être restreinte par des règles qui lui sont étrangères (1). Ce serait en effet méconnaître et sa nature et son but.

Ce qui justifie le droit disciplinaire, c'est qu'il peut s'exercer là où la loi commune est inapplicable. Pour arriver à son but il est nécessaire qu'il échappe au droit commun et qu'il jouisse de la plus grande liberté, sans que l'on puisse l'arrêter par des déchéances des prescriptions incompatibles avec l'honneur et la considération qu'il est chargé de maintenir.

Nous verrons que les dispositions fondamentales d'une organisation juridique normale, soit civile, soit pénale, ne peuvent lui être opposées. Ainsi le principe de la non rétroactivité des lois (2), n'est pas admis en droit disciplinaire. Il en est de même pour le désistement, l'abandon de la poursuite et la prescription.

Puisque l'on ne peut rattacher le droit disciplinaire à aucune des branches du droit, on est naturellement

(1) Cass., Ch. réunies, 9 novembre 1852, D. J. G. Supplément. Voir discipline judiciaire.

(2) Cass., 5 juillet 1858, D. 58. 1. 271.

amené à penser que des règles « qui reposent sur un intérêt spécial qui sont la sanction de devoirs propres et incriminent des faits particuliers, qui les punissent de peines différentes à la fois des réparations civiles et de peines du droit pénal, qui les poursuivent par une action spéciale, devant des tribunaux constitués seulement dans ce but et suivant une procédure propre, sont des règles spéciales, et que le droit disciplinaire est un droit spécial (1). »

Et le Procureur général Dupin disait en parlant de l'action disciplinaire : « Elle échappe aux règles de l'action civile et de l'action criminelle, elle diffère essentiellement de l'une et de l'autre, c'est une action plus large, plus délicate, qui repose sur une infinité de nuances que le législateur n'a pu définir. Elle n'est ni civile, ni criminelle, elle est *suis generis* (2). »

Dans la pratique la jurisprudence a sanctionné cette manière de voir, écartant tout ce qui pouvait empêcher l'exercice du pouvoir disciplinaire en ne conservant que les grands principes supérieurs de notre droit public qui édictent que, « nul ne peut être jugé et puni qu'après avoir été entendu ou légalement appelé. » C'est là un principe essentiel dans le droit disciplinaire, ou la liberté de l'incrimination n'est contrebalancée que par l'observation d'un autre principe supérieur du droit public, à savoir

(1) H. Nézard, *op. cit.*, p. 405.

(2) Cass., 5 juillet 1858, D. 58. 4. 271.

le respect des droits de la défense. De l'observation de ces deux principes découle presque toutes les règles du droit disciplinaire.

Nous venons de voir que le droit disciplinaire ne peut être rattaché ni au droit privé ni au droit public ; et qu'il a nettement un caractère spécial. Il est donc tout naturel de penser que l'action disciplinaire diffère essentiellement de l'action publique et de l'action civile et qu'elle aussi en raison du but qu'elle poursuit possède un caractère propre.

Et d'abord, elle n'est pas subordonnée à la constatation du préjudice causé à quelqu'un. Son objet est en effet de maintenir strictement l'observation des devoirs et des règles de la profession, de conserver l'honneur et la considération du groupe auquel appartient l'auteur du fait incriminé. Pour que l'action disciplinaire puisse s'exercer, il suffit donc que les règles aient été enfreintes, l'honneur collectif compromis. Il importe peu que le fait incriminé ait causé ou non un préjudice, cette circonstance reste étrangère à l'action disciplinaire. Par leurs natures, l'action publique et l'action disciplinaire se séparent profondément l'une de l'autre.

C'est dans l'intérêt public et pour donner réparation, à la société, des atteintes qui lui ont été faites, que l'action publique est exercée.

L'action disciplinaire l'est surtout dans l'intérêt du groupe auquel se rattache l'inculpé, et elle tend essentiellement à maintenir et conserver l'honneur collectif de

ce groupe, au moyen d'une correction domestique (*castigatio domestica*) infligée aux membres qui s'égarent.

Ce sont sur des faits positivement caractérisés par la loi, crimes, délits ou contraventions, que peut porter l'action publique.

Au contraire, l'action disciplinaire peut s'étendre à tout acte non caractérisé, s'il est de nature à atteindre et diminuer la considération du groupe dont fait partie leur auteur. Que cet acte soit antérieur à l'entrée en fonctions de l'inculpé, ou postérieur à sa démission non encore acceptée, qu'il soit un acte de sa vie privée, ou un acte concernant ses fonctions.

L'action publique est toujours portée devant les cours d'assises, tribunaux correctionnels ou tribunaux de simple police selon les cas : l'action disciplinaire est de la compétence du tribunal civil et des chambres ou conseils de disciplines institués près de chaque groupe.

La publicité est la règle de l'action publique, le huis clos celle de l'action disciplinaire.

Nous verrons que l'action disciplinaire peut frapper les fautes contre l'honneur même commises à l'étranger, tandis que l'action publique a une compétence exclusivement territoriale.

Un même fait, avons-nous dit, peut donner naissance à trois actions à la fois : à une action publique dans l'intérêt de la société ; à une action disciplinaire dans l'intérêt du groupe dont fait partie l'inculpé ; et à une action civile au profit du particulier qui a subi un préjudice.

Bien que née d'un même fait, l'action disciplinaire est indépendante des deux autres ; et l'exercice ou l'extinction de celles-ci ne l'arrête pas et ne produit pas son extinction.

Le désistement de la partie civile n'arrête pas plus l'exercice de l'action disciplinaire que l'exercice de l'action publique (1) et des décisions peuvent intervenir sur ces trois chefs de poursuite sans qu'il y ait lieu d'appliquer la maxime : *Non bis in idem*. Il a été jugé que les poursuites criminelles dont un notaire avait été précédemment l'objet comme simple particulier lors même qu'elles ont été suivies d'acquiescement ne font pas obstacle à l'exercice de l'action disciplinaire.

De même en matière de discipline on ne fait pas non plus état de l'article 3 du Code d'instruction criminelle qui dispose que, dans le cas où l'action civile est poursuivie séparément de l'action publique, l'exercice en est suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique intentée avant ou pendant la poursuite de l'action civile.

Et il a aussi été décidé que l'action disciplinaire en destitution d'un notaire, accusé de faux est indépendante de l'action criminelle elle-même et peut être exercée simultanément avec cette dernière (2).

Devant les tribunaux l'exercice de l'action disciplinaire

(1) Morin, *op. cit.*, t. II, n° 675.

(2) Décision ministérielle de justice, 11 juillet 1835.

appartient au ministère public, lui seul en effet peut requérir l'application d'une peine. La loi, devant les conseils de discipline des officiers ministériels a donné l'exercice de cette action à un membre appelé syndic, sorte de ministère public.

On s'est souvent demandé si les tiers pouvaient avoir l'exercice de cette action ? On s'est toujours refusé à la leur donner, car elle n'a pas été instituée en leur faveur et dans leur intérêt. Cela est en effet contraire au but disciplinaire. Un arrêt de la Cour de cassation du 8 octobre 1829 a déclaré que « l'action disciplinaire ne peut jamais être exercée que par ceux que la loi a désignés à cet effet. »

Le tiers lésé ne peut qu'adresser une plainte, dénoncer à ceux qui ont qualité pour agir, les faits dont il aurait à se plaindre. Il ne peut jamais citer directement devant la juridiction disciplinaire (1). Sur cette plainte, des poursuites sont exercées s'il y a lieu.

L'exercice de l'action est partagé exclusivement entre le ministère public et le syndic des Chambres de discipline et ils l'exercent quand ils estiment devoir le faire.

L'injonction de poursuivre un fait disciplinairement, faite au ministère public par une Chambre de mise en accusation, contient un excès de pouvoir, en ce qu'elle n'est pas compétente pour faire cette injonction (2).

(1) Cass., 14 janvier 1867, S. 67. 1. 160.

(2) Cass. crim., 8 octobre 1829. D. J. G. V^o Discipline.

La Chambre syndicale est la mieux placée pour se constituer gardienne de l'honneur collectif de la corporation; on peut être sûr qu'elle n'agira qu'avec prudence, mais que la répression sera d'autant plus sévère que les juges se sentiront eux-mêmes atteints dans leur dignité et leur honneur par la faute à punir. Nous verrons qu'elle possède la plus grande liberté pour agir et qu'elle peut être saisie sur une plainte du ministère public ou d'une tierce partie lésée, d'un confrère et enfin d'office.

L'action disciplinaire peut être exercée indéfiniment, elle ne s'éteint pas par la prescription. Les dispositions des articles 637 et 638 du Code d'instruction criminelle qui établissent la prescription pour l'action publique, ne peuvent lui être appliquées. Et cette différence s'explique facilement par le caractère même de l'action disciplinaire. Elle a été en effet instituée, d'une part, dans l'intérêt du corps afin de maintenir sa considération et sa dignité; d'autre part, dans l'intérêt des tiers auxquels il importe que les officiers ministériels, ou publics, dans lesquels ils peuvent être obligés de mettre toute leur confiance, en soient dignes. Or dans cet ordre d'idées les limites plus ou moins étendues de la prescription n'ont aucune application. On ne prescrit jamais contre les règles de l'honneur (1). La jurisprudence est dans ce sens (Limoges, 21 juin 1838; Req., 30 décembre 1824; Req., 23 avril 1839), D. 1825. 1. 129; 1839. 1. 53.

(1) Morin, *op. cit.*, t. II, n° 655.

A la vérité, ce principe est rigoureux et doit être tempéré par un juste sentiment de l'opportunité. Il vaudrait mieux laisser dans l'oubli des faits qui ne seraient pas d'une nature grave, qui n'auraient pas dégénéré en habitude et auraient peut-être été effacés par une vie exempte de tous reproches, que d'en raviver le souvenir par des poursuites intempestives. Il faudrait, pour exercer l'action longtemps après le fait reprochable, des motifs sérieux et que l'intérêt du corps parût l'exiger d'une manière impérieuse. Un arrêt de la Chambre des requêtes a décidé en ce sens que l'ancienneté des faits incriminés disciplinairement peut être, suivant les cas, une considération que les juges du fait sont maîtres d'apprécier souverainement (1).

L'action disciplinaire, une fois mise en mouvement, ne peut s'éteindre par l'effet d'un désistement. Elle est à cet égard régie par les mêmes principes que l'action publique. Le plaignant n'est pas partie à l'action, il ne peut être entendu qu'à titre de témoin, et il ne s'agit pas comme dans l'action civile de donner satisfaction à un intérêt privé de réparer le préjudice causé à un particulier par le fait incriminé. Il s'agit de la considération d'un corps dont les membres sont investis d'attributions publiques. Il importe au public dont la méfiance a été éveillée, de lui rendre confiance, et il est nécessaire qu'une décision intervienne pour punir l'inculpé s'il a manqué à ses devoirs ou pour le justifier aux yeux de tous s'il est innocent. Et il ne doit

(1) Req., 23 avril 1839. D. J. G. V^o Discipline.

être au pouvoir de personne d'arrêter à son gré le cours de la justice dans une matière qui intéresse à un si haut degré l'ordre public (1).

En revanche nous verrons que la démission dûment acceptée arrête l'action disciplinaire. Elle rend en effet impossible l'application des peines. Cependant si le coupable donnait sa démission pour éviter la peine, le gouvernement pourrait ne pas accepter de suite sa démission et le laisser sous l'action de la justice. En matière disciplinaire, les peines étant personnelles, comme les fautes, le décès éteint forcément l'action disciplinaire et sur ce point cette action se rapproche encore de l'action publique pour s'éloigner de l'action civile.

Voici brièvement examinés les principes généraux du droit et de l'action disciplinaire. Cet examen était nécessaire, c'est en effet par l'application de ces principes que l'on arrivera à solutionner toutes les questions qui se présenteront dans notre matière et que la législation a intentionnellement laissées dans l'ombre.

(1) Morin, t. II, n° 698 en ce sens.

CHAPITRE I

HISTORIQUE DE LA DISCIPLINE DANS LES ANCIENNES CORPORATIONS JUDICIAIRES. — LA SURVIVANCE DANS L'ARRÊTÉ DU 13 FRIMAIRE AN IX

Quand le décret du 29 janvier 1791 supprima la vénalité et l'hérédité des anciens offices l'article 3 disposa qu'il y aurait près de chaque tribunal de district des officiers ministériels ou « avoué » dont les fonctions seraient exclusivement de représenter les parties ; d'être chargés et responsables des pièces et titres ; de faire les actes de forme nécessaires pour la procédure et de mettre l'affaire en état.

Après avoir été supprimés par le décret du 3 brumaire an II, et rétablis par la loi du 27 ventôse an VIII, un arrêté du 13 frimaire an IX suivi d'un autre du 2 thermidor an X, créa et organisa près les tribunaux les Chambres des avoués, auxquelles le gouvernement confia des attributions importantes.

Il est intéressant de se demander, si en cette matière comme en beaucoup d'autres, le législateur a véritablement créé un organisme nouveau, des règles nouvelles,

ou, si après avoir posé des principes nouveaux il ne s'est pas borné à réunir et coordonner en les précisant et les unifiant, les diverses règles qui régissaient autrefois les anciennes corporations judiciaires ; et de voir, en ce cas les améliorations apportées, et de les dégager des règles de l'ancien régime qui ont survécu.

Les corporations ou confréries judiciaires détruites par la Révolution remontent au ^{xiv}^e siècle.

C'est en effet en 1341 que fut créé, près le Parlement de Paris, la corporation des « Compagnons clercs et autres, procureurs et escrivains fréquentant le Palais et la Cour du Roy, à Paris et ailleurs » ; et quelques années plus tard celle des procureurs exerçant près le Châtelet.

Ces communautés sont une application judiciaire des maîtrises qui existaient à cette époque dans tous les corps de métiers. Leur but était d'assurer l'exécution des obligations, et le respect des droits professionnels. Trop souvent l'individu livré à lui-même, au milieu des luttes journalières de la vie, sacrifie ces obligations à la satisfaction personnelle de ses désirs ; l'oubli répété d'un devoir amène à la longue l'affaiblissement du sens moral de l'individu et la déconsidération du corps auquel il appartient. La corporation en maintenant pour tous ses membres l'observation des règles établies arrêtait les empiètements préjudiciables que n'aurait pas manqué de faire naître l'individualisme humain.

Aussi les communautés judiciaires se multiplièrent

rapidement dans les compagnies de quelque importance et elles furent des écoles d'honnêteté, de moralité et de science.

Au début elles eurent surtout un caractère religieux. La Confrérie près le Parlement de Paris était sous le patronage de Notre Dame Mère de Dieu, de saint Nicolas et de sainte Catherine. Les confrères s'imposaient des devoirs religieux, des aumônes, donnaient des secours à ceux d'entre eux que la mauvaise fortune avait fait déchoir de leur état. Elle se composait surtout de procureurs et d'avocats au Parlement et siégeait en la salle Saint-Louis, deux fois la semaine. Peu à peu les avocats s'en séparèrent, et la dissolution intervenue en 1783 supprima plutôt des liens nominaux que véritables et ne fit que reconnaître un fait accompli (1). Philippe de Valois homologua cette confrérie par des lettres patentes d'avril 1342 et elle fut définitivement instituée par arrêt du Parlement du 18 mars 1508.

A côté de la Confrérie du Palais, se trouvait celle du Châtelet uniquement composée de procureurs, et placée sous le patronage de saint Yves.

Ces deux communautés judiciaires étant de beaucoup les plus importantes et les mieux organisées, nous nous bornerons à leur examen; celles établies près les parlements de province étaient constituées sur les mêmes bases.

(1) Il existait une association d'avocats depuis le ^{xv}^e siècle, indépendamment de la confrérie dont nous parlons.

La composition de ces deux confréries avec des ressemblances, présentait de notables différences. Alors qu'à la tête de la Compagnie du Palais se trouvait, un président, un greffier, un trésorier et des receveurs des droits de la Chapelle, la Compagnie du Châtelet était présidée par trois procureurs de communauté, dont un sortait de charge chaque année, d'un greffier qui rédigeait les procès verbaux des séances, d'un receveur de la bourse commune, et enfin d'un syndic renouvelé tous les deux ans. Ce dernier recevait les plaintes, citait à la barre de la communauté les procureurs débiteurs à raison de droits impayés ou d'amendes encourues et poursuivait ou défendait, après avoir reçu des pouvoirs spéciaux, dans les instances intéressant la compagnie. Comme on le voit, cette fonction si utile au point de vue disciplinaire n'existait pas à la Compagnie du Palais et c'est à l'organisation de la Compagnie du Châtelet que l'arrêté du 13 frimaire an IX en a fait l'emprunt, en la complétant du rapporteur qui n'existait pas alors à titre permanent. Au Châtelet, pour la composition du bureau, aux membres déjà mentionnés s'adjoignaient les anciens procureurs de communauté sortis de charge et quinze conseillers pris parmi les procureurs de la communauté et renouvelés tous les deux mois en suivant l'ordre du tableau.

De même à la Compagnie du Palais, douze anciens procureurs s'ajoutent au bureau et jouent le rôle pondérateur; ils assistent aux distributions des taxes, des aumônes à la répartition des droits communs, aux *admit-*

tatur des récipiendaires, et surtout touchent des rétributions sous forme de jetons de présence, et des indemnités sous forme de bougies, confitures, jambons, etc... Dans les deux compagnies les fonctions étaient électives, mais tous les membres n'étaient pas électeurs; au Palais l'élection était faite à la pluralité des suffrages émis par les membres électeurs, c'est-à-dire par ceux qui avaient voix délibérative dans les Assemblées de la Compagnie après avoir passé les premières charges de receveur des droits de la Chapelle. Le suffrage universel réclamé en 1769 et en 1786 le fut sans succès.

Bien que ces confréries aient été créées tout d'abord dans un but religieux et bien que cet esprit ait toujours dominé, ainsi que le montre l'examen de leurs délibérations où les questions de messes, de bouquets, de cotisations pour subvenir aux frais de la chapelle, de secours aux procureurs malheureux, forment la plus grosse partie; leurs pouvoirs et leurs attributions disciplinaires au début presque nuls se développèrent de plus en plus grâce à leur initiative et aussi à l'aide des Parlements (1). Et cela à tel point qu'à leur dissolution ces compagnies possédaient un ensemble de règles bien établies qui homologuées par les Parlements formaient un véritable droit disciplinaire intérieur.

Quand dans l'ancien droit, un procureur tentait de

(1) Bataillard et Nusse, *Histoire des procureurs et avoués*, 2 vol., 1882.

« gripper » ou de s'écarter des devoirs de sa profession, le pouvoir disciplinaire le frappait.

Ce pouvoir, auquel les procureurs mis par l'élection à la tête de leur confrérie n'avaient à cette époque aucune part, appartenait tout entier aux corps judiciaires. Chaque juge réprimait les fautes de sa juridiction et le peu de réglementation de cette matière laissait la porte ouverte à beaucoup de controverses. Aussi les Parlements, qui possédaient la plénitude du pouvoir disciplinaire dans toute l'étendue de ce mot, rendirent pour fixer le droit disciplinaire des arrêts de règlements qui formèrent jurisprudence. Le pouvoir royal de son côté ne restait pas inactif. Une des premières ordonnances de discipline judiciaire remonte au 11 mars 1344. Elle charge les Présidents des Parlements de veiller à ce que les procureurs exercent leur ministère avec soin et probité, à ce qu'ils ne se chargent pas sciemment de causes injustes, ne concluent pas de pactes *de quota parte litis*, et exige d'eux pour exercer leur profession la nécessité d'être reçus au serment et inscrits sur les rôles des procureurs généraux. Dans les autres tribunaux, cette mission était confiée aux baillis et aux sénéchaux. Les peines de discipline édictées par cette ordonnance étaient à peu près arbitraires, on employait des termes vagues, tels que punition exemplaire. Les principales étaient, les amendes, les condamnations aux frais, la suspension pour un temps déterminé ou « jusqu'au bon plaisir de la Cour » ; et pour faute grave telle que la corruption de juge ils étaient déclarés inhabiles à tous offices et privés à toujours de patrociner, plaider, procurer,

postuler. L'ordonnance de 1453 et un arrêt du 10 mars 1495 (1) complétèrent la matière. La prison fut même réservée pour manque d'égard aux membres de la magistrature ou à leurs proches (arrêts des 30 juin 1459 et 7 mai 1367) (2). Les procureurs participèrent cependant un peu à la réglementation disciplinaire. Souvent les magistrats les consultèrent sur les questions ou matières à régler ; révision de tarif, moyen pratique d'expédier le rôle, etc.

Mais les procureurs ne se bornèrent point à ce rôle passif. Ils allèrent plus loin et ils n'hésitèrent pas à signaler aux tribunaux les déficiences professionnelles, et firent homologuer des délibérations ayant pour but de les corriger.

D'autre part les communautés de procureurs constituaient pour les magistrats un intermédiaire légal de publicité, qui suppléait à l'absence ou insuffisance de la presse. Les arrêts de règlement étaient en effet lus dans les communautés de procureurs du Parlement et du Châtelet. Là se révélait aussi tout ce qui pouvait avoir un intérêt professionnel.

Le pouvoir disciplinaire intérieur ne leur suffit bientôt plus, et, en cas de plainte d'un particulier contre l'un d'eux, les communautés de procureurs entendant se réserver la connaissance du litige prirent des délibérations qu'ils firent homologuer par les Parlements ou les Cours

(1) Tables de Lenain, f° 71,

(2) Tables de Lenain, f°s 68 et 66.

obligeant le plaignant à déposer une requête préalable à la Communauté avant de porter l'instance devant le Parlement. Ils allèrent même jusqu'à vouloir que, pour toutes les actions relatives à la fonction de procureur, une requête préalable à la Communauté fût nécessaire. Quelques parlements de province, notamment celui de Bordeaux, leur donnèrent satisfaction, et ce dernier renvoyait régulièrement les plaintes dont il était saisi, au banc des anciens procureurs.

Mais il ne faut pas voir là une juridiction propre de ces communautés. Le style même de la délibération laisse voir que ce n'était qu'une juridiction déléguée ; « arrêté sous le bon plaisir de la Cour ; de M. le Lieutenant civil », lit-on selon que l'on est au Parlement ou au Châtelet. A la vérité ce ne sont là que de simples avis, et il était nécessaire d'homologuer ces délibérations pour leur donner force exécutoire. Les communautés de procureurs essayaient cependant quelquefois de se passer de cette homologation. Ainsi, la communauté de Tours prétendait contraindre un confrère à une démarche humiliante, en se fondant sur un règlement de 1662, homologué, et portant que les procureurs seraient tenus d'exécuter ce qui serait arrêté en leur assemblée. Mais un arrêt du 14 août 1724, brisa net cette prétention, faisant défense d'exécuter à l'avenir aucun avis avant l'approbation du siège, à peine d'interdiction contre le syndic en charge.

Les pouvoirs disciplinaires des communautés étaient fort étendus, nous venons de voir qu'elles connaissaient

de toutes les actions, de toutes les plaintes dirigées contre un procureur. Elles connaissaient également des contestations relatives à la procédure, ou désaveu, elles tranchaient les différends entre confrères, les contestations d'ancienneté, à propos d'ordres, de partages, de frais. Elles réprimaient les vivacités de langage et de plume, donnaient des injonctions de se comporter plus honnêtement avec ses confrères, exigeaient des paroles de regrets, une réparation d'honneur. Elles statuaient sur les questions de détournement de clientèle, fait rare et grave, obligeaient au respect de la magistrature. Si cependant un magistrat commettait un abus de pouvoir à l'encontre d'un procureur, les communautés prenaient alors sa défense.

La sentence prononcée n'était pas elle-même définitive, elle n'était qu'un avis ; et l'inculpé pouvait refuser de l'accepter. La communauté en demandait alors l'homologation, et les magistrats très souvent se montraient plus sévères.

Saisi d'une plainte, le bureau désignait un rapporteur qui convoquait l'inculpé devant l'assemblée réunie en la sacristie. La règle était la componction personnelle, mais on autorisait la représentation en cas d'empêchement. Si le prévenu ne comparaisait pas, et ne se faisait pas représenter, il était frappé d'une amende. Le syndic déposait des conclusions et la décision prise était homologuée en cas de refus d'acceptation.

En cas de décision par défaut l'opposition était ouverte,

et l'inculpé pouvait alors porter directement l'affaire à l'audience. Peut-être ainsi espérait-il gagner du temps et traîner les choses en longueur; ses calculs pouvaient être déjoués par la suspension provisoire immédiate, obtenue au moyen d'un réquisitoire présenté par le procureur du roi au Châtelet, au lieutenant civil. Cette mesure rigoureuse n'était demandée par la communauté contre un confrère, qu'en cas de faute grave.

Les pénalités destinées à réprimer les écarts des membres des corporations étaient fort nombreuses, et laissées à l'arbitraire du juge. Les principales étaient l'amende pécuniaire, et honorable. Autrefois on privait l'avoué fautif, de son chaperon, ce qui le désignait à l'attention de tous. Cette peine disparut avec le nouveau costume. Ensuite venait l'inscription au tableau des réfractaires, la privation ou l'exclusion des honneurs de la Communauté, et enfin l'interdiction temporaire, perpétuelle ou indéterminée. Cette dernière ne cessait qu'après une sentence ordonnant la reprise des fonctions.

Le niveau des peines s'éleva avec la réformation des mœurs judiciaires. Les fautes graves, telle que l'extorsion de fonds, n'étaient au début punies que par l'amende, plus tard, aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, l'amende n'est plus appliquée que pour les fautes légères, et toute infidélité dans le maniement des deniers confiés, était punie de l'interdiction.

Les procureurs généraux près le Parlement, et les procureurs du roi près le Châtelet, exigèrent la remise des

listes contenant les noms des procureurs punis, et celle des amendes infligées, pour surveiller et punir plus sévèrement ceux qui par leur conduite habituelle et la fréquence de pénalités encourues jetaient la déconsidération sur la corporation. Le roi sur les rapports de ses procureurs pouvait prononcer la destitution (1), mais seulement pour forfaiture préalablement jugée et déclarée judiciairement. Le plus souvent le procureur qui avait mérité cette pénalité vendait son office, sur l'injonction de la communauté.

Celle-ci était également chargée de réprimer la postulation illicite, faite par les étrangers à la Compagnie, et très fréquente à cette époque. Aussi les pénalités étaient-elles fort graves, le procureur complice se voyait frappé d'une amende de 500 livres, et interdit.

Les parlements eux-mêmes sévissaient par des arrêts de règlement, établissant des pénalités très lourdes. Le règlement du 6 septembre 1670, alla jusqu'à créer la Chambre de postulation composée de six procureurs ayant pour mission de surveiller les procureurs et de dénoncer les coupables. Elle avait le pouvoir de saisir les dossiers, et de faire ouvrir les portes. Cette Chambre statuait elle-même au fond sur les poursuites et possédait ses minutes distinctes de celles de l'audience de la Communauté. Au Châtelet, semblable institution fut créée le 29 janvier 1679. Nous verrons que l'arrêt du 13 frimaire an IX a conservé,

(1) Déclaration de Louis XI du 21 octobre 1467.

à la Chambre des avoués, les mêmes prérogatives dans l'instruction et la poursuite de cette infraction. L'abus du prête nom était puni de l'amende, mais on le tolérait « dans le cas où cela se peut faire sans blesser l'intérêt public. »

Le Bureau des procureurs près le Parlement connaissait aussi des décisions du tribunal de la Basoche ou association des clercs et surveillait ceux-ci individuellement ; ils se livraient souvent en effet à la postulation. Une commission de quatre procureurs renouvelés tous les ans avait mission de relever le nom des clercs, de les interroger, de s'assurer de leur emploi réel dans les études et aussi de surveiller leurs mœurs.

La Bourse commune était alimentée par la moitié des droits de taxe ; celle de la Compagnie du Palais était très riche alors que celle du Châtelet, très pauvre, ne s'alimentait que des vacations de scellés et de quelques autres droits que les procureurs payaient difficilement. La Bourse était dans chaque Compagnie tenue par un trésorier. Les fonds servaient à l'entretien de la chapelle, à rémunérer les membres du bureau et à verser des secours aux procureurs dans le besoin, ou à leurs veuves.

Ces communautés étaient également un organe de représentation collective et défendaient leurs membres et leurs prérogatives, attaqués par des communautés voisines comme celle des huissiers.

L'importance de leur action disciplinaire fut considérable. Ces communautés ravivèrent l'honneur profes-

sionnel, et gagnèrent la considération des corps judiciaires. Selon une clause insérée dans les règlements de la Confrérie du Palais, l'admission était ouverte à « toute personne reconnue souffisans. » Cette clause leur permettait d'éliminer les indignes et d'attirer, sur un nombre limité de confrères, la Confiance des plaideurs et du parlement. D'ailleurs la confrérie n'hésitait pas à demander la destitution des mauvais procureurs qui s'étaient glissés parmi elle. Et d'Auguesseau pouvait dire : « Nous voyons avec plaisir l'application qu'ils ont donnée à la réformation des abus qui s'étaient glissés dans leurs corps » (1), et un peu plus tard « que les procureurs continuent à rétablir l'ordre et la discipline dans leur corps, et que, prévenant nos exhortations et surpassant nos espérances même, ils tâchent de mériter toujours l'approbation de la Cour sans exciter jamais la censure de notre ministère (2). »

Avant d'étudier en détail la nouvelle organisation disciplinaire créée par l'arrêté du 13 frimaire an IX, il est utile de constater que le législateur a accompli une œuvre des plus importantes et que s'il a repris une partie des dispositions des anciennes ordonnances, il a cependant véritablement créé un organisme nouveau, dont l'œuvre disciplinaire a été des plus fécondes.

L'expérience des quelques années précédentes avait démontré que sans corporation la discipline était incom-

(1) *Discours sur l'indépendance de l'avocat*, t. I, p. 12, éd. 1, 4, 1774, Paris.

(2) *Discours sur les causes de décadence de l'éloquence*, t. I, p. 43.

plète. On fit donc exception à la loi du 2 et 17 mars 1791 abolitive des corporations, mais le décret appela « Chambre » l'ancienne Communauté, pour une raison semblable à celle qui avait substitué la dénomination d'avoué à celle de procureur. Cette dénomination était en effet tombée dans un certain discrédit, car les masses jugent les institutions par leurs résultats, souvent même par les préjugés que la légèreté et l'esprit de critique ont élevés contre elles, sans rechercher si ce n'est pas aux vices de la législation qu'il faut s'en prendre des abus plutôt qu'aux hommes et aux fonctions dont ils sont investis.

Une des plus importantes innovations que l'on trouve dans l'arrêt de frimaire an IX, est l'attribution à la chambre des avoués d'un pouvoir disciplinaire propre qu'elle exerce elle-même, selon les règles établies, alors qu'autrefois les communautés ne rendaient que de simples avis toujours sujets à homologation par les parlements. Maintenant les Chambres prononceront de leur propre autorité et sans appel les simples peines disciplinaires qui n'atteignent pas l'état de l'avoué. L'avis n'a, en effet, subsisté que pour les peines de suspension et de destitution.

De plus, l'intervention de l'État généralisait, à la fois les corps chargés de faire observer la discipline, et les règles disciplinaires elles-mêmes.

Autrefois, les communautés judiciaires n'existaient que dans les grandes compagnies, dorénavant les avoués exerçant près de chaque tribunal d'arrondissement, ou

chaque cour, seront constitués en Chambre de discipline ; et toutes ces Chambres auront à appliquer les mêmes peines disciplinaires selon les mêmes règles.

A la variété des statuts se substitue l'unité ; les usages prêtant presque toujours à discussion et différents selon les compagnies sont remplacés par des principes clairs et fixes.

Les attributions données aux nouvelles Chambres sont calquées sur celles des communautés, mais avec d'utiles innovations.

Les taxes n'exigent plus la nécessité et la complication d'une Chambre des tiers, un membre de la Chambre remplace ce rouage. Les secours aux indigents, autrefois laissés dans le vague, sont réglementés, et l'on confie aux Chambres l'examen de la capacité des candidats.

Les peines disciplinaires, déterminées dans leur nombre, cessent d'être arbitraires, et l'amende, réparation pécuniaire qui répond peu aux principes du droit disciplinaire, disparaît.

L'unité de Président, au lieu de la pluralité des procureurs de communauté, la permanence du rapporteur, la concentration de ses fonctions en une seule personne, la généralisation de celle du syndic, vont imprimer à la surveillance, à l'instruction et à la poursuite disciplinaire la direction et l'énergie désirable.

Les membres de la Chambre ont seuls maintenant l'exercice des fonctions disciplinaires, sans avoir besoin d'assesseurs et il y a ainsi plus de discrétion, de fermeté,

dans la répression. Des règles établissent la majorité nécessaire pour la validité des délibérations.

La procédure est modifiée. La citation est seulement signée du Président. Les élections sont faites à la majorité des votes émis par tous les avoués en exercice, et le renouvellement des membres de la Chambre a lieu tous les trois ans.

En ce qui concerne la réglementation intérieure, le législateur donnait une grande liberté aux Chambres, leur laissant le soin d'établir les règles devant assurer entre les membres de la compagnie le respect des devoirs professionnels.

Telles sont les principales innovations apportées à la discipline des avoués par l'arrêt du 13 frimaire an IX. Ce bref exposé historique était nécessaire pour permettre de comprendre et d'expliquer beaucoup des dispositions anciennes qui ont subsisté dans la nouvelle réglementation disciplinaire que nous allons maintenant étudier.

CHAPITRE II

ORGANISATION DE LA CHAMBRE DES AVOUÉS

Le décret du 3 brumaire an II, par son article 12, avait supprimé les avoués créés par le décret des 29 janvier et 20 mars 1791, laissant aux parties le soin de se faire représenter par toute personne de leur choix, uniquement pourvu de certificat de civisme. L'usage n'avait pas tardé à montrer tous les inconvénients qui résultèrent de cette suppression et pour la justice et pour les justiciables qui ne trouvaient plus dans ces mandataires aucune garantie de capacité et même d'honorabilité. Aussi la loi du 27 ventôse an VIII non seulement les rétablit-elle, mais encore elle leur donna le monopole de leur fonction et les limita dans leur nombre. Pour faire cesser tous les abus qui s'étaient manifestés sous le régime du décret de brumaire, et pour rendre au public la confiance qu'il doit avoir dans les auxiliaires de la justice, il était nécessaire de réprimer toutes les nouvelles tentatives de désordre et d'abus pouvant amener la déconsidération de ces nouveaux officiers ministériels, et pour cela d'établir des règles de discipline entre les avoués.

Aussi l'arrêté du 13 frimaire an IX avait-il pour but de constituer les avoués en communauté de façon à établir entre eux une sorte de responsabilité mutuelle d'honneur et de réputation ; de les soumettre à la discipline de leurs pairs, pour les fautes légères échappant à la juridiction de droit commun, mais dont la répétition conduit souvent et insensiblement à des excès graves.

Laissés à eux-mêmes sans liens entre eux, sans discipline, les avoués auraient donné aux justiciables beaucoup moins de garanties. Nous avons vu que sous l'ancien régime, pour les procureurs, la nécessité des communautés judiciaires s'était fait sentir dès que le pouvoir judiciaire avait été organisé.

La constitution de la Chambre est fixée par l'article 4 de l'arrêté du 13 frimaire an IX, proportionnellement au nombre des avoués formant la Compagnie. Elle sera de quinze membres dans les tribunaux où le nombre des avoués est de deux cents et au-dessus.

Ce chiffre était atteint sous le régime de la loi de ventôse an VIII par la compagnie des avoués près le Tribunal civil de la Seine ; mais, s'appuyant sur ce que ce nombre était hors de toutes proportions avec les affaires existantes, et qu'il en résultait des abus et des désordres préjudiciables également et au public et à ceux des avoués qui exerçaient leur profession avec honneur, un décret du 19 mars 1808 a fixé le nombre des avoués près le Tribunal civil de la Seine à cent cinquante. Ce paragraphe est donc maintenant sans application.

Le nombre des avoués près la Cour de Paris fut lui aussi modifié et finalement fixé à soixante par ordonnance des 16-19 juillet 1823. Une série d'ordonnances fixèrent définitivement le nombre des avoués pouvant exercer près de certaines cours et de certains tribunaux (1).

Dans les juridictions où le nombre des avoués est inférieur à vingt, la Chambre de discipline se compose de quatre membres.

Elle est de cinq si le nombre des avoués est supérieur à dix-neuf et inférieure à trente. De sept pour plus de vingt-neuf et moins de cinquante. De neuf pour plus de quarante-neuf et moins de cent. Et de onze pour plus de quatre-vingt dix neuf et moins de deux cents.

Les anciennes communautés judiciaires avaient réclamé plusieurs fois sans succès le suffrage universel pour la nomination des membres composant le bureau de la Communauté. L'arrêté de frimaire an IX accorda ce droit aux nouvelles Chambres d'avoués.

Le paragraphe 3 de l'article 14 déclare en effet que la majorité absolue des voix de l'assemblée générale est nécessaire pour la nomination.

On avait pensé que le meilleur moyen d'assurer l'indépendance des juges disciplinaires vis-à-vis du pouvoir politique était de les faire élire par les justiciables eux-mêmes. Le juge élu est en effet mieux placé pour appré-

(1) 11 février 1820, 23 février 1820, 24 mars 1820, 14 avril 1820, 12 mai 1820, 2 août 1820, 13 septembre 1820.

cier la gravité de la faute et pour se constituer gardien de l'honneur de la dignité et de la considération de la Compagnie. Cependant on a objecté qu'il pouvait être partial ou indulgent envers des collègues dont les intérêts sont les mêmes que les siens. C'est cette considération qui a fait établir, au dessus du pouvoir disciplinaire de la Chambre, le pouvoir disciplinaire des tribunaux que nous aurons à voir plus loin, mais seulement en ce qui concerne ses rapports avec la Chambre.

« Les membres de la Chambre sont nommés par l'assemblée générale des avoués qui se réunissent à cet effet, dans le lieu où siège le tribunal » ; c'est-à-dire dans le local du palais de justice qui lui est affecté.

« La nomination se fait au scrutin secret, par bulletin de liste contenant un nombre de noms qui ne peut excéder celui des membres à nommer. La nomination a lieu à la majorité absolue des voix de l'assemblée générale des avoués. »

Si cette assemblée comprend plus de cent membres, elle doit se diviser par bureaux comprenant au moins trente électeurs et pas plus de cinquante ; chaque bureau est présidé par le doyen d'âge des avoués présent ; les fonctions de scrutateurs sont remplies par les membres les plus âgés après lui et celle de secrétaire par le plus jeune.

Lorsque le nombre des avoués composant l'assemblée générale est inférieur à cent, les fonctions de président,

de scrutateurs et de secrétaire sont remplies par les membres de la Chambre.

Ces dispositions ont pour but d'assurer plus de facilité et de régularité aux élections.

L'article 17 de l'arrêté du 13 frimaire an IX fixait la date des élections au 15 fructidor de chaque année ; et les membres entraient en fonction le 1^{er} vendémiaire suivant. Ces dates ont été modifiées ; le décret du 17 juillet 1806 disposa que la Chambre des avoués serait renouvelée le 1^{er} septembre de chaque année et que les membres élus entreraient en fonction le 15 du même mois. Il en fut ainsi jusqu'en 1893 où le décret du 16 janvier reporta après les vacances judiciaires, du 15 octobre au 1^{er} novembre, la date de renouvellement de la Chambre. Les membres nouvellement élus entrent en fonction le 1^{er} novembre de chaque année. Si au cours de l'année il y a lieu de remplacer un ou plusieurs membres, le président convoque à cet effet l'assemblée générale.

Qu'arriverait-il si les élections n'avaient pas lieu à la date fixée ? Les membres de la Chambre continueraient-ils à exercer valablement leurs fonctions bien que leur mandat soit expiré ? La question a été tranchée par un arrêt de la Cour de cassation qui a décidé que la disposition du décret du 17 juillet 1806 fixant la date des élections « ne peut avoir pour effet d'interrompre le cours de la justice disciplinaire » et que « les membres de la chambre doivent dans cette hypothèse, conserver et rem-

plir leurs fonctions jusqu'au jour de l'installation de leurs successeurs (1). »

Sous le régime de l'arrêté de frimaire an IX, tous les membres composant l'assemblée générale c'est-à-dire tous les avoués en exercice près le Tribunal, pouvaient être élus membres de la Chambre. Le chapitre concernant la nomination de ces membres est en effet muet sur les conditions d'éligibilité.

Cette situation qui permettait à un avoué nouvellement nommé, et peu au courant des règles professionnelles d'être juge d'un confrère beaucoup plus ancien, et par conséquent presque certainement plus capable, était anormale, du moins dans les grandes compagnies, et elle se prêtait à des collusions qui amenaient de sérieux abus. Aussi voit-on d'abord des ordonnances régler les conditions de l'éligibilité aux Chambres des avoués exerçant près les tribunaux des grandes villes. A Paris, au Tribunal civil, il fallait, aux termes de l'ordonnance du 21 août 1816, plus de dix ans d'exercices pour être éligible; même disposition pour les avoués à la Cour, les 23 avril-5 mai 1818. On estimait que pour maintenir une exacte discipline parmi les avoués, un des moyens les plus sûrs, était de ne laisser admettre dans la Chambre qui surveille la Compagnie que des hommes qu'une longue expérience avait rendus propres à diriger leurs jeunes confrères.

En province une ordonnance du 17 juin-11 juillet 1820

(1) Cass., 2 mars 1881, D. 81. 4. 301.

fixe à 8 ans d'exercice les conditions d'éligibilité pour les avoués près le Tribunal civil de Toulouse. A Aix, ce ne fut que 6 ans (1).

Ce n'était là que des remèdes partiels aux inconvénients et aux abus que nous venons de signaler, et qui continuaient à se produire. D'autre part cette condition d'éligibilité avait pour résultat de limiter à quelques personnes le choix des membres à élire.

Le véritable remède était de rendre uniformes pour toutes les Chambres d'avoués, les conditions d'éligibilité. Ce fut l'œuvre de l'ordonnance du 12 août 1832 qui avait pour but de répondre à ces deux critiques.

« Considérant qu'il est utile de fixer d'après un mode uniforme les conditions d'éligibilité aux Chambres des avoués, et de les soumettre à une règle qui laisse une même latitude aux choix, quel que soit le plus ou moins de fréquence de mutation d'office. Article 1 : « Lorsque le nombre des avoués près les Cours royales et les Tribunaux de première instance sera de vingt et au-dessus, les membres de la Chambre de discipline ne pourront être élus que parmi les avoués les plus anciens en exercice formant la moitié du nombre total. » On conciliait ainsi la nécessité d'avoir des juges expérimentés avec la liberté du choix des membres éligibles.

« Lorsque le nombre sera au-dessous de vingt, tout avoué sera éligible à la Chambre disciplinaire. » La dispo-

(1) Ordonnance du 21 juin 1821.

sition ci-dessus aurait été en effet inapplicable dans ce cas.

L'ancienneté dépend, non de la nomination, mais de l'exercice ; c'est-à-dire de la prestation de serment. Et il est logique de penser que l'on ne peut compter pour l'ancienneté les années où l'on aurait exercé près d'un autre siège.

Mais comment établir la moitié du nombre des avoués quand ce nombre sera un nombre impair ? Et s'il se trouve au milieu du tableau deux avoués qui ont prêté serment le même jour ? Il semble que l'on doive dans ce cas préférer l'interprétation qui donne plus de latitude au choix, et dans les exemples proposés, le nombre des avoués éligibles, en supposant une Compagnie de vingt-et-un membres serait de onze. La jurisprudence n'a pas été appelée à trancher cette question.

Il peut se présenter une autre difficulté. Parmi les avoués les plus anciens il peut y en avoir un ou plusieurs frappés de la peine de l'interdiction de l'entrée de la Chambre. Nous pensons qu'il y aurait lieu dans ce cas de compléter le nombre des avoués éligibles, en suivant l'ordre du tableau ?

Si le nombre des avoués, n'excède pas celui nécessaire pour la composition de la Chambre, il n'y a pas lieu à élection, tous en étant membres de droit (1).

La qualité de membre de la Chambre de discipline

(1) Article 15, arrêté 13 frimaire an IX, § 4.

étant non seulement un titre honorifique, mais une charge professionnelle, l'élu ne peut refuser de l'accepter et elle lui est imposée avant toute acceptation de sa part ; s'il en était autrement le vœu de la loi pourrait être paralysé. Par sa démission un avoué pourrait en effet empêcher la Chambre de se constituer valablement. La jurisprudence et les auteurs sont en ce sens (1).

On peut admettre que la démission quand elle n'empêche pas la constitution de la Chambre peut être acceptée pour motifs graves. En ce cas la décision appartient à l'assemblée générale et non à la Chambre des avoués (2).

L'article 15 indique de quelle manière il y a lieu de procéder au renouvellement des membres de la Chambre ; mais des difficultés se sont présentées dans certains cas, qui rendent les dispositions de cet article inexécutables. Dans les Chambres composées de sept et de cinq membres il est impossible de respecter le vœu de la loi qui demande que les membres « soient renouvelés tous les ans par tiers, pour les nombres qui comportent cette division

(1) Caen, 23 janvier 1882, D. 82. 2. 156. Rousseau et Laiméy, *Dictionnaire de procédure*, Avoué, n° 499.

(2) Décision ministérielle, 13 juillet 1870. « Attendu que les membres de la Chambre étant nommés par l'Assemblée générale, il paraît logique d'en conclure qu'il n'appartient qu'à elle d'accepter ou de refuser la démission d'un de ses membres élu par elle pour faire partie de cette Chambre. Attendu que cette solution a été formellement consacrée en ce qui touche les membres des Chambres de notaires par l'article 25 de l'ordonnance de janvier 1843. »

et par fractions les plus approximatives des tiers pour les autres nombres, en faisant alterner chaque année les fractions inférieures et supérieures au tiers, à commencer par les inférieures de manière que, dans tous les cas aucun membre ne puisse rester en fonction plus de trois ans consécutifs. »

Les membres sortants ne peuvent être réélus qu'après une année d'intervalle. A ces dispositions l'article 15 apporte des exceptions. C'est d'abord le cas où le nombre total des avoués n'est pas suffisant pour le renouvellement, qui alors n'a lieu que jusqu'à concurrence du nombre existant. Est-ce bien là une véritable exception aux dispositions précédentes ? Ainsi quand il n'y a que cinq avoués près un tribunal, la Chambre étant composée de quatre membres, le renouvellement ne peut se faire que par quart. Mais comment procéder à ce renouvellement ? Le cinquième avoué qui n'était pas membre de la Chambre devra-t-il être forcément élu ou en fait-il, de droit, partie ? S'il n'est pas élu, le renouvellement n'ayant pas eu lieu, la Chambre ne sera pas valablement constituée. Si on est forcé de l'élire, ne peut-on pas dire qu'il est membre de droit ?

Ce ne serait pas alors une exception à l'article 15, mais à l'article 14 qui prescrit l'élection.

La seconde exception indiquée a lieu par la force des choses. Elle se produit quand le nombre des avoués n'excède pas celui qui est nécessaire pour composer la Chambre. Ils sont tous en effet membres de droit.

L'avoué appelé à faire partie de la Chambre en remplacement d'un membre dont la démission est acceptée, ne peut être nommé que pour ce qui reste à courir du temps pendant lequel le membre démissionnaire devait exercer les fonctions de membre de la Chambre. Il ne peut dépendre, en effet d'un membre de la Chambre, de faire, en donnant sa démission, que le renouvellement de la Chambre s'opère dans des conditions autres que celles imposées par le législateur. Il en est de même pour le renouvellement des membres décédés.

Lorsque les formes prescrites pour le renouvellement n'ont point été observées, il est évident que l'élection peut être attaquée ; soit par la partie intéressée, membre de la Chambre, soit par le ministère public, agissant en vertu des articles 45 et suivants de la loi du 20 avril 1810.

Devant quelle autorité compétente cette demande en nullité d'élection sera-t-elle portée ? Devant le Tribunal civil ?

Mais la loi a pris soin de déterminer d'une manière précise les divers cas dans lesquels le Tribunal civil est appelé à intervenir au sujet des décisions prises par les Chambres d'avoués et nous verrons qu'elle ne lui a accordé le droit d'intervention que pour l'homologation des décisions rendues sous forme d'avis, dans les cas prévus par l'article 9 de l'arrêté du 13 frimaire an IX, et par les articles 94, 102, 103 du décret du 30 mars 1808, se rapportant uniquement à des poursuites disciplinaires. Or une difficulté concernant les élections n'a aucun caractère

disciplinaire elle se rattache au contraire exclusivement à l'organisation intérieure du corps des avoués et rentre par conséquent dans le domaine des questions purement administratives, et ainsi est du ressort du pouvoir administratif judiciaire supérieur. De plus, l'ordonnance du 4 janvier 1843, relative à l'organisation de la Chambre des notaires ayant réservé à M. le Ministre de la justice le contrôle de toutes les délibérations prises par les assemblées générales des notaires (art. 28), il en doit être de même pour les délibérations prises dans les assemblées générales des avoués et spécialement pour celles qui concernent l'élection des membres de la Chambre de discipline. Au surplus une décision ministérielle du 13 avril 1870 a décidé qu'il appartenait au Ministre de la justice de prononcer l'annulation pour incompétence ou excès de pouvoir des délibérations prises par les Chambres de discipline des officiers ministériels. Cette décision a été confirmée expressément par la lettre de M. le Garde des sceaux, en date du 20 juillet 1900.

Les Tribunaux civils ne peuvent donc pas statuer sur la validité ou la nullité des délibérations prises en assemblée générale ayant trait à des matières autres que les poursuites disciplinaires, et notamment à des délibérations relatives à l'élection des membres de la Chambre.

C'est au ministère de la justice qu'il faut porter les contestations de nullité des élections (1).

(1) Tribunal civil de Pau, 31 décembre 1869 ; Montauban, 1^{er} août 1901 ; *Pandectes*, 1902. 2. 288.

Les avoués élus membres de la Chambre, ou qui la composent de droit, nomment entre eux, au scrutin secret, bien que l'article 16 ne le dise pas d'une façon expresse, et à la majorité absolue, le président, le syndic, le rapporteur, le secrétaire et le trésorier. Cette nomination se renouvelle tous les ans et ils peuvent être continués dans les mêmes fonctions. En cas de partage de voix le scrutin est recommencé et si le résultat est le même, le plus âgé des deux membres qui sont l'objet de ce partage, est nommé de droit ; à moins qu'il n'ait rempli pendant les deux années précédentes la place à laquelle il s'agit de nommer, auquel cas la nomination de droit s'opère en faveur de son concurrent.

Lorsque les votants sont en nombre pair, et qu'au premier tour de scrutin un seul ait obtenu la moitié des voix nécessaires pour être officier de la Chambre et que les autres voix se sont réparties entre plusieurs candidats, il y a lieu de procéder à un nouveau tour de scrutin. S'il ne se produit pas encore de majorité, le plus âgé n'est préféré qu'à égalité de suffrages, si non celui qui a obtenu la moitié des voix doit être élu à la place de celui plus âgé qui en a eu moins.

L'élection des membres se fait par le scrutin individuel, suivant l'ordre indiqué par l'article 16 ; c'est-à-dire en commençant par le président et en finissant par le trésorier.

Le décret du 16 janvier 1896 a reporté du 15 septembre (décret du 17 juillet 1806) au 1^{er} novembre la date d'en-

trée en fonction des membres de la Chambre qui avait été primitivement fixée au jour même des élections par l'arrêté du 13 frimaire an IX, article 17.

Le *président* a voix prépondérante en cas de partage d'opinions, il convoque extraordinairement la Chambre quand il le juge à propos, ou sur la réquisition motivée de deux autres membres ; il a la police d'ordre dans la Chambre (art. 5, n° 1). Il désigne les avoués qui devront prêter leur ministère aux indigents, les avoués d'office, et distribue les taxes de frais. Il représente la Chambre lorsqu'il y a un litige intéressant les attributions ou les responsabilités des avoués (Riom, 18 août 1853, *Journal des avoués*, 1854, p. 72). En conséquence, l'arrêt d'admission d'un pourvoi formé contre une décision rendue au profit de la Compagnie est valablement signifié au président, il n'est pas nécessaire qu'il soit signifié au syndic (1).

Toutefois il a été jugé que la signification de l'arrêt d'admission faite à la seule personne du syndic chargé par la loi de l'action disciplinaire est régulière (2). Et

(1) Cass., 17 novembre 1862, S. 63. 1. 400, D. 62. 1. 530. « Attendu qu'aucun texte de la loi ne donne au syndic, une attribution générale et exclusive pour recevoir les notifications adressées à la Chambre ; qu'il est seulement chargé de poursuivre l'exécution de ses délibérations et d'agir conformément à ce qu'elle a décidé, qu'en adressant la notification de l'arrêt au Président de la Chambre des avoués du Havre, chargé par la loi de convoquer cette Chambre et de provoquer ses délibérations sur les actions intentées contre elle, le demandeur a donc donné assignation à personne capable de recevoir. »

(2) Cass., 19 novembre 1890, D. 91. 1. 62 ; *La loi*, 1890, p. 1129.

cela paraît plus conforme, le syndic, en raison de ses fonctions, est le défendeur nécessaire au pourvoi, il peut être pris et agir en cette qualité de défendeur et par conséquent jouer le rôle de partie devant la Cour de cassation, alors même qu'il a précédemment participé comme juge à la décision attaquée. Et le même arrêt décide que le président ne peut défendre devant la Cour de cassation une décision disciplinaire à laquelle il a concouru comme juge et qui fait l'objet du pourvoi. Le président a qualité pour demander réparation de la diffamation et des injures adressées à la Compagnie (1).

Il porte la parole au nom de la Chambre ou de la corporation quand il y a lieu, et aussi c'est lui qui prononce, devant la Chambre assemblée, la censure avec réprimande.

Le *syndic* est partie poursuivante contre les avoués inculpés, il est entendu préalablement à toutes délibérations de la Chambre qui est tenue de délibérer sur tous ses réquisitoires. Il a, comme le président, le droit de la convoquer, il poursuit l'exécution de ses délibérations, il agit pour la Chambre dans tous les cas et conformément à ce qu'elle a délibéré (art. 5, n° 2).

Le *rapporteur* recueille les renseignements sur les affaires contre les avoués inculpés et en fait le rapport à la Chambre (art. 5, n° 3).

Nous verrons plus en détail le rôle important de ces

(1) Chambéry, 20 juillet 1872, *Journal des Cours de Grenoble et de Chambéry*, 1872, p. 265.

deux membres dans le chapitre concernant la poursuite disciplinaire.

Le *secrétaire* rédige les délibérations de la Chambre, il est gardien des archives et délivre toutes expéditions (art. 5, n° 4). Il envoie la citation aux avoués inculpés et en tient un registre. Il signe avec le président les expéditions des délibérations ; il certifie l'insertion dans le tableau de la Chambre des extraits de demandes de séparations de biens (art. 867 C. proc. civ.), des jugements qui les prononcent (art. 872 C. proc. civ.) et des contrats de mariage entre époux dont l'un est commerçant (art. 67 C. com.).

Le *trésorier* tient la bourse commune, fait les recettes et les dépenses autorisées par la Chambre et en rend compte à la fin de chaque trimestre à la Chambre assemblée qui les arrête ainsi que de droit et lui en donne décharge (art. 5, n° 5). Le compte qu'un avoué est ainsi condamné à rendre à la Communauté à raison des sommes qu'il a reçues n'a pas un caractère judiciaire dans le sens de l'article 530 Code de procédure ; et le jugement qui condamne un ancien avoué à le rendre peut ne pas fixer de délai et ne pas nommer de juge commissaire pour le recevoir (Req., 11 novembre 1828, S. 1828. 1. 38, D. 29. 1. 5 ; Cass., 19 mai 1830, D. 31. 1. 116).

Le cumul des fonctions spéciales attribuées à ces cinq membres peut être autorisé dans certains cas :

1° Lorsque le nombre des membres est au-dessous de cinq ;

2° En cas d'absence ou d'empêchement momentané de l'un d'entre eux.

Lorsqu'une Chambre d'avoués statue sur une poursuite disciplinaire, il a été jugé que le rapporteur peut remplir les fonctions de président en cas d'empêchement ou d'absence, et notamment lorsque le président est empêché de siéger par un moyen de récusation (1).

Néanmoins les fonctions de président, de syndic et de rapporteur, doivent toujours être exercées par trois personnes différentes. Les suppléants momentanés sont nommés par le président de la Chambre ou, s'il est absent, par la majorité des membres présents en nombre suffisant pour délibérer.

Les cinq officiers de la Chambre, que nous venons de désigner, se suppléent d'abord entre eux, puis en cas d'impossibilité peuvent être suppléés par tel autre membre que ce soit de la Chambre.

Quand la Chambre n'est composée que de quatre membres, les fonctions de secrétaire et de trésorier sont ordinairement réunies.

Indépendamment des attributions particulières que nous venons de voir, tous les officiers de la Chambre ont voix

(1) « Attendu que... le paragraphe de l'article 6 de l'arrêté de frimaire an IX, prévoyant un cas spécial qui peut se produire dans toutes les Chambres d'avoués quel que soit le nombre des membres qui la composent, dispose, sans faire aucune distinction, que le cumul peut avoir lieu momentanément en cas d'absence ou d'empêchement d'aucun des membres de la Chambre désignés en l'article précédent. » Cass. civ., 19 décembre 1888, D. 89. 1. 164.

délibérative ainsi que les autres membres, dans toutes les assemblées de la Chambre, à l'exception du syndic qui, lorsqu'il s'agit d'affaires où il est partie contre un avoué inculpé, n'a que voix consultative, il n'est point compté parmi les votants à moins que son opinion soit à décharge (art. 5, p. 2).

De plus, chacun des membres de la Chambre peut être sous-délégué :

1° Pour faire la taxe des frais qui lui sont répartis par le président ;

2° Pour l'examen et consultation des affaires des indigents qui lui sont aussi réparties par le président de la Chambre à laquelle il les renvoie avec son avis pour, s'il y a lieu de les suivre, être par le président distribuées aux divers avoués ;

3° Pour se trouver à la Chambre des avoués chaque jour des audiences du tribunal à l'effet de faciliter l'exercice des fonctions attribuées à la dite Chambre (art. 7).

Les attributions données aux Chambres d'avoués ainsi constituées, sont contenues principalement dans l'article 2 de l'arrêté de frimaire an IX qui contient sept paragraphes. Ces attributions étant des plus diverses et de natures différentes, nous les avons divisées pour en faciliter l'étude en trois chapitres. Nous verrons d'abord celles qui ont un caractère administratif et dans lesquelles nous avons fait rentrer la bourse commune, puis nous examinerons le rôle de conseil et de conciliatrice de la Chambre et enfin son pouvoir disciplinaire.

CHAPITRE III

ATTRIBUTIONS ADMINISTRATIVES DE LA CHAMBRE

(RÈGLEMENT INTÉRIEUR. — CONSULTATIONS GRATUITES.

CERTIFICATS. — REPRÉSENTATION COLLECTIVE. — HONORARIAT.

BOURSE COMMUNE).

L'article 2, § 2, donne mission aux Chambres d'avoués de « *prévenir* ou concilier tous différends entre avoués sur toutes les contestations qui peuvent s'élever à l'occasion des communications, remises ou retentions de pièces, sur des questions de préférence ou concurrence dans les poursuites ou dans l'assistance aux levées des scellés ou inventaires. »

Le législateur ne pouvait en effet prévoir et régler ces question d'ordre purement professionnel et il s'en est remis avec raison à la compétence et à l'expérience des intéressés qui mieux que personne sont à même de régler cette matière. Il a sur ce point consacré et reconnu aux Chambres d'avoués l'usage qui existait auparavant dans les anciennes communautés judiciaires, mais avec cette innovation à savoir qu'il a laissé aux Chambres

d'avoués un pouvoir propre là où auparavant elles n'avaient que voix consultative. Nous avons vu en effet que pour devenir exécutoires les règlements de ces communautés devaient être homologués par les Parlements et les Cours. A la vérité ce pouvoir n'est reconnu qu'implicitement aux Chambres. Le décret ne parle pas en effet du règlement intérieur. Mais aucune disposition légale ne le défend et l'article 2 en investissant la Chambre du droit de statuer sur les questions entre avoués, suppose par cela même la nécessité d'avoir un règlement. Aussi la jurisprudence qui a eu souvent à s'occuper du règlement intérieur n'en a-t-elle jamais déclaré l'illégalité; elle a même sanctionné son existence en limitant ses dispositions (1).

Prévenir les nombreuses contestations qui à chaque instant peuvent s'élever entre avoués dans l'exercice de leur profession, et éviter les dissentiments et la discorde préjudiciable à la dignité et à la bonne considération de la corporation, en réglementant à l'avance et d'une manière aussi précise que possible les questions où des litiges s'élèvent habituellement tel est le but du règlement intérieur.

Ce règlement qui par ses dispositions doit déterminer les rapports des avoués entre eux afin de faire régner une bonne harmonie professionnelle, n'est pas l'œuvre de la Chambre seule. Cette dernière l'étudie, le prépare, et en

(1) Cass., 15 novembre 1904, D. 1905. 4. 40.

propose l'adoption à l'Assemblée générale de la compagnie. Ce n'est qu'après un vote d'approbations qu'il devient exécutoire à l'égard de tous. Il n'est pas pour cela définitif, et il peut, suivant les nécessités professionnelles être modifié. Mais en ce cas l'assemblée générale doit être appelée à approuver cette modification. Une fois adopté, son inobservation peut donner lieu à l'application de peines judiciaires qui en sont la sanction nécessaire.

Mais ce règlement doit se restreindre à établir des règles uniquement d'ordre professionnel, et ne peut étendre au delà des limites légales les attributions de la Chambre de discipline. Ainsi il a été jugé qu'un règlement d'une Chambre d'avoués n'a pas pour but d'assurer la sauvegarde d'intérêts pécuniaires de la corporation et ne peut consacrer au profit des membres de la Compagnie un droit qu'aucune loi ne lui accorde (1).

Il a été également jugé que le règlement ne peut consacrer au profit d'un avoué déterminé un droit que la loi n'a pas spécifié en sa faveur et établir des prescriptions contraires à la fois à l'article 2, § 2 de l'arrêté du 13 frimaire an IX et aux dispositions de l'article 967 Code de procédure civile (2).

Ce dernier règlement avait réglé la priorité des pour-

(1) Civ., 15 novembre 1904, D. 1905. 4. 40. Le règlement de la Chambre des avoués de R... édictait qu'en matière de licitation, s'il y avait lieu à nomination d'administrateurs *ad hoc*, il fallait présenter et demander la nomination d'un avoué.

(2) D. 82. 4. 422 ; C. 12 décembre 1881.

suites en matière de compte, liquidation et partage ; en attribuant la poursuite à l'avoué conseil du *de cujus*, bien qu'il ait signifié et fait viser son assignation postérieurement à des confrères agissant au nom d'héritiers. La Cour de cassation a déclaré qu'il y avait là une dérogation à l'article 967 Code de procédure civile, et une sorte d'usurpation du pouvoir législatif en ce que le règlement statuait sur une question déjà réglementée par la loi au point de vue de l'intérêt général.

Pour compléter les dispositions du règlement intérieur en ce qui concerne les incidents de procédure, les Chambres instituent des conférences qui se tiennent chez chacun de ses membres. Tous les avoués y prennent part ; soumettant les questions douteuses, et se conformant à l'avis adopté, ce qui a pour avantage de rendre la procédure homogène et rationnelle.

La seconde attribution administrative de la Chambre, est de former dans son sein un bureau de consultation gratuite pour les citoyens indigents dont la Chambre distribue les affaires aux divers avoués pour les suivre quand il y a lieu (art. 2 ... 5°).

Les membres composant ce bureau sont désignés par le président de la Chambre. Ils reçoivent les demandes des indigents, les examinent et s'ils estiment que le demandeur est digne d'intérêt, que le procès pour lequel il demande assistance, est fondé, ils rendent un avis favorable qu'ils transmettent à la Chambre. Le président sur cet avis conforme nomme un avoué d'office, et le charge de soutenir

le procès au frais de la bourse commune de la Chambre. Si au contraire l'indigent ne paraît pas digne de bienveillance et qu'au surplus ses prétentions paraissent mal fondées, le bureau rend un avis de rejet et la Chambre prend alors une délibération repoussant la demande de l'indigent.

On s'est demandé si à cet égard les Chambres d'avoués ont un pouvoir exclusif ou si ce pouvoir s'exerce concurremment avec celui que possède le président de la Cour ou du Tribunal qui lui aussi peut désigner des avoués d'office, sur la demande des plaideurs.

Le texte de l'arrêté consulaire de frimaire an IX n'indique pas que l'on ait entendu dépouiller les présidents du droit qu'ils ont en général de nommer les avoués d'office et ce n'est pas lorsqu'il s'agit des intérêts des indigents que l'on peut forcer le sens de la loi pour les priver d'un moyen de faire entendre leur réclamation.

Cependant on est obligé de reconnaître que si le président a le droit de nommer un avoué d'office, il ne peut obliger la Chambre à faire face aux frais de l'instance à l'aide des fonds de la bourse commune, puisque ces fonds sont la propriété particulière des avoués.

Il nous semble à notre avis que le champ d'application de ces deux pouvoirs est différent.

Les présidents en effet ont seuls le pouvoir de désigner un avoué d'office, aux plaideurs qui ne connaissent aucun avoué près du Tribunal où ils ont à soutenir ou défendre un procès, ou qui ne peuvent pas arriver par des raisons

particulières et personnelles à constituer un avoué, ceux-ci se recusant les uns après les autres. En ce cas l'avoué désigné d'office est tenu de suivre le procès et le plaideur qui a obtenu sa nomination doit faire face aux frais de l'instance. On peut dire que les présidents ont un pouvoir général en cette matière.

Tandis que l'arrêté de frimaire an IX n'a donné aux Chambres d'avoués le pouvoir de désigner d'office un des leurs pour défendre un procès, que s'il s'agit d'un indigent. Et dans ce cas il est normal que la Chambre accepte la conséquence de cette désignation qui est de soutenir le procès des deniers de la bourse commune. Elle n'est pas tenue en effet de désigner un avoué, elle ne le nomme que « quand il y a lieu ». C'est ainsi qu'il a été jugé que les Chambres d'avoués sont souveraines pour accueillir ou rejeter la demande fournie par un indigent afin d'obtenir la nomination d'un avoué d'office et de faire suivre son procès aux frais de la Chambre. En conséquence après une délibération de rejet le président du Tribunal ne peut par ordonnance commettre d'office un avoué et lui enjoindre de suivre l'affaire aux frais de la Chambre (1).

(1) Amiens, 31 mai 1842 : « Considérant que si l'article 2 de l'arrêté du 13 frimaire an IX place parmi les attributions des chambres d'avoués celle de former dans leur sein un bureau de consultations gratuites pour les citoyens indigents et de distribuer les affaires qui les concernent aux divers avoués pour les suivre, cette distribution ne doit se faire que, quand il a été reconnu par elles que les prétentions élevées par les indigents pouvaient être accueillies par la justice et que ceux-ci étaient dignes de leur intérêt; que cela résulte

Mais il convient d'observer que depuis la loi du 25 janvier 1851, sur l'assistance judiciaire, ces dispositions ont perdu la plus grande partie de leur utilité. Actuellement les Chambres d'avoués n'ont plus à intervenir pour un indigent qu'autant qu'elles veulent faire acte de charité ; par exemple en raison de ce que le bénéfice de l'assistance judiciaire serait impossible accidentellement ou qu'il y eut convenance à agir (1).

Aux termes de l'article 13 de la loi du 22 janvier 1851, le président de la Chambre de discipline sur l'initiative du président du Tribunal ou de la Cour, doit désigner l'avoué qui prêtera son concours à l'assisté.

D'après le n° 6 de l'article 2, de l'arrêté précité, la Chambre « délivre, s'il y a lieu, tous certificats de moralité et de capacité aux candidats, lorsqu'elle en sera requise, soit par le Tribunal, soit par les candidats que le Tribunal présente à la nomination du Premier Consul, en remplacement des avoués morts ou démissionnaires. » Pour accomplir cette mission elle ne doit attester que des faits à sa parfaite connaissance, et il est de son droit et de son

des expressions « s'il y a lieu » employées dans cet article 2 et dans l'article 7 de l'arrêté ; qu'à ces chambres seules appartient et doit appartenir cette appréciation puisque c'est d'après elles qu'elles ont à juger s'il convient de disposer dans l'intérêt des indigents des fonds de leur bourse commune et de faire par conséquent un acte de bienfaisance et de charité qui ne saurait leur être imposé par qui que ce soit. » Dans le même sens un arrêt de la Cour de cassation du 6 janvier 1840, D. J. G., V° avoué.

(1) Morin, *op. cit.*, t. I, p. 214.

devoir de prendre les moyens qui lui paraissent les plus sûrs pour recueillir les renseignements sur la conduite et sur le travail des clercs. Mais la Chambre peut refuser de délibérer sur ces certificats, ou, elle peut mettre à sa délibération des lenteurs telles, qu'elles équivaudront à un refus. Les auteurs sont divisés en ce qui concerne les moyens à employer pour vaincre son inertie.

Selon Rousseau et Laisney (1), elle manquerait à ses devoirs et par son refus absolu de délibérer, s'arrogerait indirectement le droit d'admettre ou de rejeter les candidats, droit qui ne peut appartenir qu'au gouvernement. Elle se rendrait ainsi passible de poursuites disciplinaires de la part du procureur de la République, de nombreuses circulaires ministérielles sont en ce sens (2).

Mais, dit-on (3), ce moyen ne lève pas la difficulté. L'action disciplinaire est un moyen extrême, auquel le procureur n'aura recours qu'à la dernière extrémité après une longue attente toujours nuisible au candidat. Et d'autre part en cas de poursuites disciplinaires, la Chambre pourrait répondre avec raison que l'arrêté de frimaire an IX, par l'emploi des termes « s'il y a lieu » la laisse libre de son appréciation, et que si elle estime qu'il n'y a pas lieu, elle ne saurait être critiquée, son appréciation étant souveraine, car elle n'est pas tenue de la motiver.

(1) *Dictionnaire de procédure*, V^e avoué, n^o 514.

(2) Circulaire ministérielle, 6 vendémiaire an III, 28 ventôse an XIII, 23 octobre 1823, 18 juillet 1825, 15 juillet 1829.

(3) Dalloz, R. J. G., V^e avoué.

Ce qui paraît le plus convenable de faire, c'est après avoir constaté le mauvais vouloir de la Chambre, de passer outre et de dispenser le candidat de produire l'expédition de la délibération. Le ministère public dispose de moyens d'investigation suffisants pour lui permettre de s'assurer, aussi bien que si la Chambre avait délibéré, que la moralité et la capacité du candidat sont suffisantes.

D'ailleurs ces difficultés se rencontrent très rarement. Au contraire un grand nombre de Chambres d'avoués ont organisé chez les membres de la Chambre des conférences entre les clercs; pour s'assurer de leurs connaissances juridiques, les compléter, et leur inculquer en même temps que la connaissance des responsabilités professionnelles, les principes de dignité et d'honorabilité qui doivent toujours présider à l'exercice de la fonction d'avoué. Et c'est ainsi en connaissance de cause que la Chambre peut délivrer les certificats exigés par la loi. En ce qui concerne le stage, les Chambres ont organisé des registres où les clercs ne sont inscrits que sur des attestations des avoués certifiant la présence effective du clerc à l'étude, et son grade. Pour contrôler cette présence, chaque année à une époque déterminée, les clercs doivent signer le registre d'inscription en produisant un certificat spécial délivré par l'avoué dans l'étude duquel ils travaillent.

Cette organisation permet aux Chambres de discipline de se conformer aux termes de la circulaire du 2 juin 1859 qui exige que les certificats ou extrait de registres tenus

au secrétariat de la Chambre, et qui prouvent l'accomplissement du temps de cléricature prescrit pour la nomination du titre d'avoué « mentionnent d'une manière précise l'époque de l'entrée et de la sortie pour chaque grade ».

Le n° 7 de l'article 2 de l'arrêté de frimaire an IX donne encore comme attribution à la Chambre de discipline, « de représenter tous les avoués du tribunal collectivement, sous le rapport de leurs droits et intérêts communs ». A première vue ce paragraphe à l'air d'énoncer une disposition générale et absolue. Il semble donc que toutes les fois que l'intérêt des avoués se trouve directement ou indirectement en jeu, la Chambre doit être recevable à intervenir à ses frais.

Cependant cette attribution, incontestable en principe, et qui ne donne lieu à aucune discussion, lorsque la Chambre agit directement pour faire valoir ou défendre les droits et intérêts de la Compagnie donne lieu à de grandes difficultés quand il s'agit de déterminer exactement les cas dans lesquels la Chambre a le droit d'intervenir en justice pour soutenir les intérêts collectifs de la Compagnie. La jurisprudence longtemps incertaine nous paraît maintenant avoir pris position.

Les principes généraux qui régissent cette matière peuvent se ramener aux deux règles suivantes :

a) Pour être admis à intervenir en justice la Chambre de discipline doit avoir en tant que corporation, un intérêt direct et actuel.

b) Les tribunaux ne peuvent statuer par voie de disposition réglementaire (art. 5, C. civ.)

Il est incontestable qu'on ne peut refuser aux Chambres de discipline, le droit d'intervenir dans une contestation où un avoué est partie, quand il s'agit d'une question touchant à l'un des droits du corps entier; c'est à dire où la corporation est directement intéressée. C'est ainsi qu'il a été jugé, qu'en cas de contestation par le ministère public de droit à un avoué de plaider dans certaines causes, la Chambre était recevable à intervenir pour faire juger à l'égard de tous (Metz, 28 janvier 1826, Pandectes françaises, V^o avoué).

La recevabilité de l'intervention se justifie par un intérêt corporatif.

Tandis que nous verrons que l'arrêt de la Cour d'Aix, du 2 Août 1825 (1), qui déclare irrecevable l'intervention de la Chambre de discipline des avoués, dans une affaire analogue, base l'irrecevabilité sur le caractère personnel de la poursuite intentée contre l'avoué partie au procès et sur le défaut d'intérêt corporatif.

Est recevable l'intervention du président de la Chambre des avoués, et du syndic des huissiers dans une contestation concernant la possession d'émoluments attachés à des copies de pièces où ils ont un intérêt direct en tant que représentant leurs corporations (2). La Cour d'Orléans

(1) *Journal des avoués*, 1829, t. XXIX, p. 129, D. 25. 2. 188.

(2) Coulommiers, 17 juillet 1832, confirmé par Cour de Paris, 5 août 1834.

par un arrêt du 21 novembre 1844 (1) a statué dans le même sens sur une espèce semblable. La même Cour, dans un arrêt du 24 janvier 1828 a infirmé un jugement du Tribunal de Montargis du 1^{er} juillet 1827 et reconnu le droit d'intervention du Président de la Chambre de discipline des avoués dans toutes les affaires où les droits des avoués sont mis en question (2).

Ce droit d'intervention pour les compagnies, dans les procès qui intéressent un de leurs membres, en ce qu'ils touchent à l'un des droits du corps entier, paraît avoir été reconnu au moins implicitement dans les nombreuses contestations qui ont divisé les notaires, commissaires-priseurs et huissiers. Il doit en être de même pour les avoués car les principes sont les mêmes. On doit admettre ainsi que lorsqu'un tribunal prend une délibération qui impose une procédure contraire à celle indiquée par la loi, la Chambre peut prendre une délibération à l'effet d'inviter le ministère public qui a seul qualité pour attaquer de tels arrêts ou règlements, à faire des réquisitions au sujet de leur illégalité. Cass., 26 janvier 1841; *Journal des avoués*, 1841, p. 281, S. 41. 1. 133.

Mais s'il s'agit de l'intervention de la Chambre de disci-

(1) Orléans, 21 novembre 1844, D. 45. 2. 1.

(2) « Considérant qu'il s'agissait de savoir si l'avoué Bourgeois pouvait plaider la cause dans laquelle il se présentait, que cette cause ne lui étant pas personnelle puisqu'il s'agissait des droits des avoués, le Président de la Chambre a pu intervenir dans l'intérêt du corps. »

pline dans une contestation soulevée par un de ses membres à l'effet de lui porter secours, et d'obtenir la reconnaissance d'un droit qu'on lui conteste, cette intervention doit être repoussée. Elle ne s'explique pas, en effet, lorsque l'objet de la contestation intéresse spécialement, exclusivement l'individu, elle ne peut être basée que sur un intérêt de confraternité et de profession. Or, les tribunaux ne disposant pas par voie réglementaire, la décision ne peut nuire aucunement à la corporation, qui n'a aucun intérêt direct dans le débat ; et malgré le jugement chacun des membres de la Compagnie sera recevable à réclamer ultérieurement le même droit si l'occasion se présente.

Dans ces conditions l'intervention n'offre aucun avantage, et en l'acceptant, on méconnaîtrait la maxime : point d'intérêt, point d'action. Donc, lorsque l'individu seul doit bénéficier ou pâtir, selon le résultat du jugement, l'intervention de la corporation pêche par sa base, l'intérêt. C'est en raison de ce principe qu'il a été statué que les Chambres de discipline ne sont pas recevables à intervenir dans les débats soulevant des intérêts pécuniaires et privés, (Aix, 2 août 1825). « Attendu que leur intervention ne saurait être accueillie, principalement à cause de son inutilité puisque les dispositions de l'arrêt à l'occasion duquel ils demandent à être reçus parties intervenantes ne pouvant pas leur être déclarées communes, ne seront jamais applicables qu'à l'affaire sur laquelle le litige s'est engagé, et ne peuvent, par conséquent,

concerner que l'avoué Massol d'André qui est la seule partie intéressée d'après les poursuites du ministère public. « L'irrecevabilité est ici basée sur le défaut d'intérêt de la corporation, le procès ne concernant que l'avoué défendeur (1).

La Cour de Paris a également décidé qu'une compagnie ne peut intervenir dans une instance entre deux parties et prendre des conclusions contre elles qu'autant qu'elle aurait, non un intérêt futur, mais un intérêt direct à l'objet spécial de la contestation (2).

Statuant dans le même sens, un arrêt de la Cour de Nancy du 25 juillet 1833 (3), et un arrêt de la Cour de Limoges du 7 décembre 1843 (4), déclarent que la Chambre n'a pas qualité pour intervenir sur l'opposition formée par l'un des membres de la Compagnie à la taxe des dépens faite par un juge taxateur ou un conseiller, parce que le litige est d'intérêt purement privé pour l'opposant. On ne trouve qu'une seule décision en sens contraire, du Tribunal de Versailles du 17 juillet 1832 (5).

La jurisprudence nous paraît donc établie en ce sens : recevabilité de l'intervention, lorsque la corporation a un intérêt direct et actuel au débat, rejet de l'intervention,

(1) *Journal des avoués*, 1825, C. 29, p. 129, D. 25. 2. 188.

(2) Paris, 9 février 1833, *Journal des avoués*, 1833, p. 80, S. 33. 2. 119.

(3) Nancy, 25 juillet 1833, S. 33. 2. 532, D. 34. 2. 11.

(4) Limoges, 7 décembre 1843, *Journal des avoués*, 1844, p. 211; S. 44. 2. 124, 10 avril 1895, Cour d'Alger, S. 97. 2. 57.

(5) *Journal des avoués*, 1834, p. 659.

quand elle ne peut se baser que sur un intérêt de confraternité et de profession que ne peut être un intérêt direct et actuel, et où en réalité l'individu mis en cause est seul et personnellement intéressé.

La Chambre de discipline représente aussi collectivement tous les avoués et peut agir et intervenir dans leur intérêt commun, en matière de postulation illicite. Ce droit lui a été donné par le décret du 19 juillet 1810. La postulation est l'exercice des fonctions d'avoués. L'immixtion des particuliers dans ces fonctions, a toujours été punie et même très sévèrement sous l'ancien droit (1). Ces particuliers pouvaient en effet compromettre les intérêts des parties, les pressurer impunément n'ayant pas les capacités et n'offrant pas les garanties des avoués. Aussi l'exercice illégal de la profession d'avoué a-t-il été qualifié de contravention, par le décret du 19 juillet 1810 qui a été rédigé dans le même esprit que les anciennes ordonnances.

L'initiative des poursuites appartient à la fois aux Chambres de discipline des avoués dont les intérêts se trouvent lésés par le délit; et aux procureurs généraux ou leurs substituts (2).

Quand la Chambre veut poursuivre les délinquants, elle doit présenter requête au premier président de la Cour d'appel s'il s'agit d'un fait de postulation devant une

(1) Ordonnance de Charles VII, 1445 ; de Louis XII, 1507.

(2) Articles 4 et 5, décret 9 juillet 1810.

Cour, ou du président du Tribunal civil de première instance, s'il s'agit d'un acte concernant les avoués établis dans cette juridiction, à l'effet d'être autorisé à faire les perquisitions convenables dans le domicile où elle croira trouver la preuve du délit. L'autorisation ne peut être accordée que sur les conclusions du ministère public et après que la gravité des faits et des circonstances allégués aura été examinée.

Le droit de perquisition contient celui de faire ouvrir les portes et d'examiner et d'emporter les dossiers.

Par qui est donnée l'autorisation nécessaire ? La doctrine a suivi sur ce point une évolution. Tout d'abord elle estimait que c'était au Tribunal tout entier, puisque l'article 7 du décret, attribuait la connaissance de cette contravention au Tribunal qui a autorisé la perquisition. D'autre part le ministère public devait être entendu. Cependant elle n'estimait pas que le jugement devait être rendu à l'audience publique. L'intérêt de la découverte de la vérité exigeait que les contrevenants ne soient pas prévenus afin qu'ils ne puissent pas faire disparaître les preuves que la perquisition a pour objet de mettre sous la main de la justice.

Contrairement à cette opinion, on décide généralement aujourd'hui que c'est au président du Tribunal, ou au premier président de la Cour, et non au Tribunal ou à la Cour elle-même qu'il appartient d'accorder cette autorisation, (de Belleyme, *Référé*, t. I, p. 133, *Journal des avoués*, t. XLIV, p. 344 ; Rousseau et Laisney, *Dictionnaire de procédure*, n° 134).

Mais la perquisition n'est pas le seul et unique moyen qu'il y a lieu d'employer pour la constatation du délit. Les parties intéressées ont la faculté d'administrer toutes autres natures de preuve, et il n'est pas nécessaire de commencer par un procès verbal de perquisition.

Dans l'exercice de cette représentation collective la Chambre peut demander des dommages et intérêts, pour la réparation du préjudice qui a pu être causé à la corporation (1).

Grâce aux peines sévères édictées par le décret du 19 juillet 1810, le délit de postulation devient de plus en plus rare, au moins en ce qui concerne les particuliers.

Le fonctionnement d'une organisation aussi importante que celle de la Chambre de discipline n'était pas sans comporter des dépenses, d'employés, de frais de bureaux, pour le moins. Et nous avons vu qu'elle avait aussi à faire face aux frais des instances d'indigents. Il était donc indispensable qu'elle disposât des ressources nécessaires. Dans les anciennes communautés judiciaires, il existait une bourse commune, alimentée surtout par les amendes et les droits perçus à l'occasion des taxes. L'arrêté de frimaire an IX conserva cette institution et l'organisa d'une manière assez précise. A première vue on peut s'étonner de voir le législateur se préoccuper de réglementer cette matière qui n'a rien de commun avec l'organisation disciplinaire qui fait l'objet de cet arrêté, et qui ne peut

(1) Cass. civ., 17 novembre 1862, D. 62. 1. 530.

toucher que très indirectement et de loin à l'honneur et la considération qu'il voulait assurer à la corporation des avoués en tant qu'auxiliaires de la justice. Pourtant cette préoccupation n'était pas sans cause. Il a voulu que la constitution d'une bourse commune ne puisse pas dégénérer en une sorte de main mise sur les bénéfices particuliers de chaque avoué, lesquels auraient été partagés ensuite entre les membres de la Compagnie. Ce qui aurait pu être un obstacle au développement de l'activité et de la capacité de certains membres, qui, plus travailleurs et plus versés aux affaires, auraient à eux seuls, par un prélèvement sur leurs bénéfices dû à leurs efforts personnels, non seulement couvert les charges de la Communauté, mais encore assurés dans la répartition, un certain bénéfice à des confrères moins soucieux de la bonne marche de leurs affaires.

C'aurait été au contraire cette sorte de prime à la paresse, qui aurait pu nuire au renom de la corporation.

Aussi, pour éviter cet abus, et pour assurer d'autre part le recouvrement des fonds nécessités par les dépenses, l'article 18 indique les droits que chaque membre est tenu de verser, sur certains actes, en spécifiant que, pour le surplus des fonds à fournir, chaque avoué même chacun des membres de la chambre contribue de ses deniers, suivant ses facultés et ainsi qu'il est réglé par elle (la chambre) sans qu'il puisse néanmoins être exigé d'aucun d'eux, pour chaque année au delà d'une somme égale à l'intérêt annuel de son cautionnement. Ainsi chaque avoué

contribue aux dépenses selon ses facultés, ce qui est légitime, et les prélèvements de cette nature ne peuvent être effectués qu'au cas seulement où la perception des droits établis ne suffit pas à couvrir les dépenses, ce qui empêche la constitution d'un fonds de répartition.

Enfin pour les cas où les recettes seront supérieures aux dépenses, l'emploi de ce surplus est prévu. Il est réservé et employé par la Chambre pour subvenir aux besoins des pauvres qu'elle croit avoir le plus de droits à la bienfaisance des avoués.

Avant le tarif de 1807, chaque membre de la Chambre devait verser dans cette bourse la moitié des droits de présence à la taxe, des droits de tiers qui lui étaient attribués par les ordonnances ; mais ces droits n'ont pas été maintenus par les décrets du 16 février 1807.

Néanmoins la Chambre des avoués perçoit 10 centimes par article des états taxés.

Actuellement la bourse est alimentée par les versements faits par chaque avoué suivant les règlements établis par la Chambre. Ces droits portent en général sur les placets mis au rôle, sur les adjudications à l'audience des criées, sur les purges légales, etc..... Il est d'usage qu'à son entrée en fonctions, chaque nouvel avoué verse dans la bourse commune une somme fixe pour droit de réception.

La bourse commune profite aussi de la confiscation du produit des postulations illicites, des amendes prononcées

entre les avoués qui ont été convaincus de s'en être rendus complices (1).

Enfin dans beaucoup de Chambres d'avoués de première instance, on a coutume de percevoir, pour la bourse commune, un droit sur les certificats délivrés par le secrétaire des extraits de publicité des demandes en séparation de biens, et des jugements qui les prononcent, des contrats de mariage entre époux dont l'un est commerçant, des jugements de divorce et de séparation de corps, qui doivent être affichés dans le tableau de la Chambre (C. pr. civ., 867, 872; C. com., art. 67; C. civ., 250).

La bourse commune peut encore s'alimenter des dous et legs qui peuvent être faits à la Compagnie. Les Chambres d'avoués ou plutôt les Compagnies jouissent en effet de la personnalité civile et elles peuvent dès lors être instituées légataires, et recevoir des donations.

Les fonds recueillis servent à payer les employés de la Chambre et tous les autres frais occasionnés par son fonctionnement. Ils servent aussi à verser des secours aux anciens confrères tombés dans le malheur, ou à leurs veuves; à faire face aux souscriptions d'intérêt général, etc.....

Les chambres d'avoués ne sont pas des établissements publics dans le sens des lois sur l'enregistrement. Les registres qu'elles tiennent n'intéressent point le public, ils n'ont trait qu'à des mesures de discipline intérieure qui

(1) Décret du 19 juillet 1810.

perdraient leur efficacité si elles étaient livrées à la publicité, ou se rapportent à une comptabilité privée dans laquelle les agents du fixe n'ont pas le droit de s'immiscer.

Quant aux autres livres que les chambres peuvent juger utiles, pour la régularité de leurs opérations, on ne peut en exiger la production, étant donné qu'ils n'ont pas été prescrits par la loi. Il a été décidé en ce sens que les Chambres d'avoués peuvent refuser communication de leurs actes et registres aux vérificateurs de l'enregistrement (loi du 22 frimaire an VII, art. 54, Trib. de Saint-Quentin, 17 avril 1833).

Par délibération du 17 juin même année, la Régie a accepté cette manière de voir.

Le décret du 7 novembre 1861 a donné aux Chambres de discipline une nouvelle attribution, en créant l'honorariat. Le titre d'avoué honoraire est donné par le Chef de l'Etat sur la proposition de la Chambre et sur le rapport du Garde des Sceaux, aux avoués qui ont exercé pendant vingt années consécutives. Les avoués honoraires ont le droit d'assister aux assemblées générales et ils ont voix consultative (art. 1 et 2 du décret).

Si sur toutes les questions pouvant intéresser les attributions administratives, que nous venons de voir, et sur les questions d'ordre disciplinaire que nous verrons dans un prochain chapitre la Chambre de discipline statue par voie de délibération ; il lui est interdit de délibérer à l'occasion de toutes autres matières. Les délibérations qui

seraient prises en dehors des pouvoirs qui lui ont été confiés par l'arrêté de frimaire an IX, devraient être annulées par le Tribunal ou la Cour sur les réquisitions du ministère public. Si elles avaient été homologuées, le procureur général près la Cour de cassation pourrait poursuivre pour excès de pouvoir la nullité de cette homologation (1).

Une circulaire du procureur général près la Cour d'appel de Paris du 12 juin 1862, classe dans cette catégorie la réclamation ou les vœux que peut exprimer une Chambre d'avoués.

Mais nous pensons que si ces vœux portaient sur des objets soumis par leur nature même au contrôle et à la sollicitude des Compagnies, comme les questions de réforme de procédure, ils ne saurait être annulés.

(1) Cass., 24 juillet 1832, S. 32. 1. 546.

CHAPITRE IV

DE LA CONCILIATION

(ENTRE AVOUÉS. — ENTRE AVOUÉS ET TIERS.)

Nous avons vu que les premières attributions données à la Chambre de discipline, par l'article 2 de l'arrêté consulaire du 13 frimaire an IX, étaient de maintenir la discipline intérieure entre les avoués en prévenant ou en conciliant tous différends entre eux ; et que le règlement intérieur de la Chambre élaboré par elle, avait pour but d'obtenir cette discipline en prévenant par une réglementation préalable les contestations qui pourraient s'élever dans la pratique professionnelle. Cependant des difficultés peuvent toujours s'élever, le règlement n'ayant pu prévoir et réglementer toutes les espèces, et des cas nouveaux pouvant se présenter par suite de l'application de lois nouvelles ; d'autre part, elles peuvent être soulevées à l'occasion de l'interprétation de ce règlement.

Dans ces cas il appartient à la Chambre de « *concilier les parties*, et en cas de non conciliation d'émettre son opinion

par forme de simple avis sur les dites questions ou différends. »

Personne mieux qu'elle en effet, composée ordinairement des avoués les plus expérimentés, les plus éclairés et les plus honorables, n'est plus apte à décider à qui doivent appartenir les poursuites d'une vente judiciaire d'immeubles, d'une distribution par contribution, d'un ordre, ou telles autres questions de pratique familières aux hommes habitués aux affaires. D'autre part serait-il bon de porter ces questions à la connaissance d'un juge ? Ne serait-ce pas, en encombrant les audiences, le détourner de l'attention que réclament les procès des particuliers ; nécessiter des frais plus élevés que l'importance du débat, et faire connaître au public des disputes qui ne peuvent servir qu'à la déconsidération de la corporation ?

Lorsque deux ou plusieurs avoués ne peuvent arriver à se mettre d'accord, sur des questions de préférence ou de concurrence dans les poursuites ou dans l'assistance aux levées de scellés et inventaires, et sur toutes autres questions de cette nature, ils en réfèrent à la Chambre. Ils peuvent se présenter d'eux-mêmes contradictoirement et sans citation préalable, aux séances de la Chambre. Ils peuvent également y être cités par simple lettre indicative des objets, signée des avoués provoquants, et renvoyée par le secrétaire auquel ils en laissent des doubles. Ce n'est qu'au cas très rare de refus de comparaître à l'amiable, que l'on emploie la citation ordinaire délivrée par huissier et dont l'original est déposé au secrétariat.

Les lettres ou la citation par huissier doivent être préalablement soumises au visa du président de la Chambre.

Le délai de comparution par lettre ou par citation d'huissier est au minimum de cinq jours.

Au jour fixé, les avoués font valoir et développent leurs prétentions respectives, et la Chambre est tenue d'émettre son opinion, sous forme de simple avis, en cas de non conciliation, et sans pouvoir prononcer une peine disciplinaire au cas où elle aurait trouvé, dans les questions débattues devant elle l'application de procédés répréhensibles (1).

Il appartient au syndic de poursuivre la répression des faits révélés et de faire délivrer une nouvelle citation aux inculpés.

L'opinion de la Chambre, n'étant qu'un avis, ne peut jamais être considérée comme une décision obligeant les avoués intéressés et ils conservent le droit de s'adresser au tribunal. Il en est même ainsi dans le cas où la question portée devant la Chambre aurait été tranchée à l'avance par le règlement de la Chambre (2). Cependant il faut dire

(1) Req. 24 juillet 1895, D. 96. 1. 148; Cass. civ., 12 décembre 1881, D. 82. 1. 422 : « Attendu que la Chambre des avoués n'a qu'une mission de conciliation quant aux différends soulevés entre avoués, sur des questions de préférence ou de concurrence dans les poursuites ou l'assistance aux levées de scelles et d'inventaires. Que c'est non par voie de décision mais par voie de simple avis qu'elle émet son opinion sur les dites questions aux différends quand les avoués n'ont pu être conciliés. »

(2) 12 décembre 1881, D. 82. 1. 422.

que les avoués sont dans l'usage de se soumettre à l'opinion de la Chambre.

Comment pourraient-ils en effet soutenir en justice des prétentions condamnées d'avance par leurs pairs? (1)

Le rôle conciliateur de la Chambre ne se borne pas aux différends que les avoués peuvent avoir entre eux, il s'étend aussi aux plaintes et aux réclamations de la part des tiers contre les avoués en raison de leurs fonctions. Dans ce cas la partie plaignante signale à la Chambre les agissements qu'elle estime repréhensibles et celle-ci, après avoir entendu les explications de l'inculpé, cherche un terrain de conciliation. Souvent ces difficultés portent sur des demandes de paiement de frais, ou à l'occasion de taxes. Il est d'usage que l'avoué s'incline devant l'avis de la Chambre quand il lui est défavorable, tout en n'y étant pas tenu. Il a droit en effet d'exiger la taxe du juge qui est seul investi par la loi du droit de taxer. La Chambre donne également son opinion sur les réparations civiles qui pourraient résulter des agissements incriminés.

Ce droit, pour une partie qui se prétend lésée par un avoué, de s'adresser à la Chambre de discipline, est facultatif et elle conserve toujours son recours aux tribunaux civils. Mais peut-elle porter directement devant le Tribunal son action en dommage-intérêt, ou doit-elle aupa-

(1) Sauf toutefois comme nous l'avons vu quand le règlement sur lequel se base l'avis de la Chambre où cet avis lui-même est contraire aux lois, et tend à donner à la Chambre des pouvoirs qui ne lui ont pas été reconnus.

ravant subir la tentative de conciliation devant la Chambre des avoués, et voir son action se transformer en une demande en homologation ou en contestation de l'avis de la Chambre sur le mérite de la plainte?

La jurisprudence sur ce point ne paraît pas encore s'être mise d'accord; de nombreux arrêts se sont prononcés pour la négative. Tout d'abord un arrêt de la Cour de Rennes du 7 février 1870 (1) : « Attendu que les Chambres des avoués investies du droit de surveillance et d'un pouvoir disciplinaire sur les membres de leur compagnie, n'ont reçu aucune attribution obligatoire pour toutes autres parties, qu'elles ne constituent pas rapport à celles-ci qu'un bureau consultatif et forcément facultatif. Que tels sont le sens et la portée de l'arrêté consulaire du 13 frimaire an IX organique des dites Chambres, lequel ne contient aucune disposition impérative et n'édicte aucune sanction à l'égard des personnes étrangères à leur corporation. » Dans le même sens on trouve un arrêt de la Cour de Bordeaux du 19 août 1884 (2), de Poitiers du 5 juin 1905, et un arrêt de la Chambre des requêtes de la Cour de cassation du 24 avril 1909 (3). Les partisans de

(1) D. 72. 2. 497.

(2) *Journal des avoués*, 1885, t. CXXX, p. 413.

(3) D. 4913. 4. 242. Attendu que si les chambres d'avoués dont la juridiction est purement disciplinaire peuvent être appelées en vertu de l'arrêté du 13 frimaire an IX à « prévenir toutes plaintes et réclamations de la part des tiers contre les avoués » et à donner leur avis sur les réparations civiles qui pourraient en résulter, « le rôle qui leur est attribué n'a rien d'obligatoire pour les plaideurs :

cette jurisprudence admettent en conséquence qu'à *fortiori* lorsqu'il s'agit de fautes commises par un avoué dans l'exécution d'un mandat en dehors de son ministère d'avoué, la conciliation devant la Chambre de discipline n'est pas nécessaire.

Elle n'est pas en effet réclamée pour la régularité de la procédure. Une décision inverse, disent-ils, serait contraire à l'article 48 Code de procédure civile, qui en règle générale soumet les demandes introductives d'instances au seul préliminaire de conciliation devant le juge de paix, et à l'article 103 Code de procédure civile, qui défend de déclarer nul, aucun exploit, ou acte de procédure si la nullité n'est pas formellement prononcée par la loi.

Pendant l'opinion contraire qui considère l'avis de la Chambre des avoués comme un préliminaire *imposé à la partie* qui poursuit son avoué, semble dominer. Elle résulte d'abord d'un jugement du Tribunal civil de la Seine du 22 mai 1867 (1) :

« Attendu que si cette attribution exceptionnelle de juridiction assure aux officiers ministériels une légitime protection contre les plaintes injustes, elle garantit aussi aux justiciables un examen plus éclairé du procès » ; et la Chambre civile de la Cour de cassation, par un arrêt du

que ceux-ci peuvent toujours demander directement aux tribunaux civils qui ont plénitude de juridiction, la réparation du préjudice qu'ils ont subi. »

(1) D. 67. 3. 62.

8 mars 1910 (1) postérieur à l'arrêt de la Chambre des requêtes du 24 avril 1909, semble avoir confirmé cette manière de voir. C'est en effet en rappelant expressément les articles 2 et 3 de l'arrêt des consuls du 13 frimaire an IX, qu'elle a décidé que les réclamations formées par des tiers contre un avocat à la Cour de cassation, à raison des faits et actes relatifs à ses fonctions, ne peuvent être compétemment et régulièrement portées que devant la Cour de cassation, statuant *après avis du Conseil de l'ordre faisant fonction de Chambre de discipline*. Or les dispositions de l'arrêt du 13 frimaire an IX sont communes aux avocats à la Cour de cassation et aux avoués près les Cours d'appel et des Tribunaux. L'interprétation qu'elles comportent ne saurait donc différer pour les uns et pour les autres.

Enfin la Chambre de discipline peut être prise pour « tiers » dans les difficultés qui peuvent s'élever lors de la taxe de tous frais et dépens et même sur tous les articles soumis à la taxe lorsqu'elle se poursuit contre partie ou que l'avoué fait défaut. Et en ces matières, une simplification fut apportée par le législateur qui supprima l'ancienne « Chambre des tiers », qui remplissait ce rôle dans les anciennes communautés judiciaires ; il a décidé que cet avis pourra être donné par un des membres de la Chambre commis à cet effet.

On peut se demander, en terminant ce chapitre, si ces

(1) D. 1910. 1. 197.

attributions de conciliation et d'avis, appartenant à la Chambre de discipline, seront aussi exercées par les tribunaux, près desquels les avoués en exercice ne sont pas en nombre suffisant pour constituer une Chambre. Dans ce cas, en effet, l'article 102 du décret du 30 mars 1808 a donné au Tribunal les pouvoirs de la Chambre. On peut dire que la raison qui a fait motiver cette disposition à savoir l'impossibilité de constituer une Chambre ou les fonctions de président, de syndic et de rapporteur doivent être exercées par trois personnes différentes, n'a pas ici la même importance, et que la conciliation, les avis, la délivrance des certificats de capacité, la défense des droits et intérêts communs de la corporation, peuvent bien être exercées par un ou deux avoués, et ne peuvent passer aux magistrats qui ne conserveront que le pouvoir disciplinaire.

CHAPITRE V

POUVOIR DISCIPLINAIRE DE LA CHAMBRE DE DISCIPLINE

Nous avons vu que le pouvoir disciplinaire avait été établi pour la répression des faits qui souvent ne donneraient lieu à aucune action contre un simple particulier ; il atteint en effet non seulement la violation des devoirs professionnels, mais encore il réprime la simple violation des convenances.

Dans l'ancien droit, certains manquements aux devoirs étaient prévus. Ainsi les procureurs ne devaient se charger que des causes qu'ils croyaient justes, et à cet effet, ils devaient se faire remettre au préalable un mémoire sur l'affaire (1), et avant de conclure, ils étaient tenus de soumettre le cas litigieux à un avocat, sans pouvoir retenir le salaire à eux envoyé dans ce but, si ce dernier trouvait le procès insoutenable (2). Pour éviter les remises ils devaient envoyer les dossiers au moins huit jours avant

(1) Ordonnance d'avril 1453, art. 43 ; ordonnance d'octobre 1535, chap. V, art. 4.

(2) Ordonnance d'octobre 1535, chap. V, art. 6.

l'audience, y paraître en costume, et n'en jamais sortir qu'autorisés par le juge ; être domiciliés dans la ville où siégeait le tribunal ou la Cour à laquelle ils étaient attachés. Ils devaient aussi porter respect, honneur et révérence aux officiers du siège en général, et en particulier selon que la dignité de la fonction de leur état les y obligeait (1).

L'arrêté du 13 frimaire an IX n'a reproduit dans son exposé aucune de ces prescriptions, il a laissé au contraire dans le vague le plus absolu l'inculpation disciplinaire, donnant sur ce point aux juges un pouvoir souverain. Il était en effet impossible au législateur de prévoir et de déterminer toutes les infractions, et il était préférable de laisser au juge la libre appréciation de tous les faits qui constituent une atteinte à la discipline, à la considération et à l'honneur de la Compagnie.

SECTION I

Personnes contre lesquelles s'exerce ce pouvoir.

a) *Personnes faisant encore partie de la chambre.*

b) *Membres sortis de charge.*

Avant d'aborder l'examen des faits qui peuvent donner lieu à des poursuites, et la procédure disciplinaire, il y a lieu de voir quelles sont les personnes contre lesquelles s'exerce le pouvoir disciplinaire.

(1) Jousse, *Administration de la justice*, t. II, p. 698, n° 45.

Tous les avoués en exercice, même les membres de la Chambre, sont justiciables de la Chambre de discipline, ainsi que les avoués honoraires qui sont, par le fait de l'obtention de la distinction de l'honorariat, toujours soumis à l'obligation de ne commettre dans leur vie privée, aucun acte pouvant entraîner la déconsidération de la corporation dont ils font encore un peu partie.

Mais le pouvoir disciplinaire de la Chambre s'exerce-t-il même contre ses propres membres à l'occasion des fautes professionnelles commises en raison des fonctions de membres de la Chambre? On a soutenu qu'un avoué, comme membre de la Chambre de discipline, devenait un véritable magistrat, et qu'il était de principe essentiel qu'un magistrat ne pouvait être jugé disciplinairement par les membres de la juridiction à laquelle il appartient, comme le prouve l'existence même du Conseil de la magistrature, organisé par la loi du 30 août 1883. Il est vrai, a-t-on dit, que cette loi ne donne pas compétence à la Cour de cassation sur les membres de la Chambre de discipline; mais tout ce qui résulte de là, c'est qu'en cas de faute professionnelle commise par un magistrat qui ne relève pas de la Cour de cassation, notamment pour un membre d'une Chambre de discipline, c'est le tribunal, ou la cour, auquel se rattache cette Chambre, ou le Garde des sceaux, qui devient compétent.

Mais la Cour de cassation, saisie de la question, a dans un arrêt du 16 février 1904 (1), repoussé ce moyen qui

(1) D. 1906. 1. 123.

paraît assez arbitraire, car aucun texte ne consacre ce pouvoir disciplinaire du Tribunal ou du Garde des sceaux ; et en outre, il n'est pas vrai de dire qu'un avoué devienne un magistrat en tant que membre de la Chambre de discipline, car c'est au contraire en qualité d'avoué qu'il appartient à cette Chambre (1). Il faut donc dire que l'article 2 de l'arrêté de frimaire an IX ne distingue pas entre les infractions aux devoirs professionnels commises par les avoués dans l'exercice de leur ministère, et celles qui peuvent leur être imputées à raison de leurs fonctions de membre de la Chambre de discipline. En conséquence, les fautes de cette seconde nature sont de même que celles de la première et suivant la gravité des cas de la compétence de la Chambre elle-même ou de celle du Tribunal.

Il peut arriver qu'un avoué se soit rendu coupable d'une infraction disciplinaire et que peu de temps après il ne fasse plus partie de la Compagnie par suite de sa démission. Le pouvoir disciplinaire aura-t-il encore le droit de le frapper ? Le membre qui démissionne n'étant plus sous la dépendance de son groupe, et ne conservant plus aucun avantage, échappe-t-il aux mesures disciplinaires ?

Il y a lieu de distinguer : la démission des fonctions, dûment acceptée par le pouvoir compétent, met obstacle à l'action du pouvoir disciplinaire même en raison de faits commis au moment où le démissionnaire était en

(1) Glasson, *Précis théorique et pratique de procédure civile*, p. 105.

plein exercice de ses fonctions. La démission rend en effet impossible l'application des peines et notamment la suspension et la destitution. Mais si elle n'est pas acceptée, on peut punir. Pourquoi ? Pour l'exemple ! Mais la peine disciplinaire n'a pas un but d'exemplarité. L'honneur du corps est sauf dès que celui qui y avait porté atteinte a disparu. Cependant il se peut très bien que l'officier ministériel qui a manqué gravement à ses devoirs, n'ait démissionné que pour échapper à la peine disciplinaire. Le gouvernement, en suspendant son remplacement, le laisse sous le coup de poursuites pouvant amener la destitution ; et cette peine ne pourrait plus être prononcée à raison de la démission toujours possible.

Le décès seul éteint l'action du pouvoir du pouvoir disciplinaire ; la peine doit être en effet personnelle, comme la faute.

SECTION II

Faits qui peuvent donner lieu à des poursuites.

Éléments de la faute disciplinaire.

a) De la faute professionnelle.

b) De la faute privée.

En matière disciplinaire, il n'est pas possible d'établir une théorie du délit (1), et la loi abandonne de plus en plus au juge, un pouvoir arbitraire et souverain. Ainsi les

(1) Cours de M. Larnaude.

textes les plus récents laissent dans le vague l'inculpation disciplinaire (1) et on n'en trouve aucun contenant une énumération limitative de fautes disciplinaires.

Il ne faut pas croire cependant qu'il n'est pas possible de faire pénétrer dans cette matière les principes généraux du droit et notamment du droit public, qui apportent une certaine limitation au pouvoir disciplinaire où l'arbitraire et la partialité sont d'autant plus dangereux que ce pouvoir est près des justiciables. Ce fut le rôle de la jurisprudence, et ses décisions ont toujours été basées sur l'observation de ces principes, tout en tenant compte du caractère particulier du droit disciplinaire.

L'analyse d'une infraction montre qu'elle comprend des éléments généraux ou constitutifs, et des éléments spéciaux ou accidentels. Les premiers sont nécessaires à l'existence de la faute, ils font qu'un fait devient susceptible d'une peine disciplinaire et l'infraction disparaîtrait si ces éléments n'existaient pas, ou si l'un d'eux venait à manquer. Les seconds ne font qu'augmenter ou diminuer la culpabilité, ils n'ont d'importance qu'au point de vue de la peine; ils caractérisent la faute, la spécialisent et la distinguent de telle autre qui a au moins un élément différent.

En droit pénal, la règle est qu'il n'y a pas de peine sans texte, et les conséquences qui découlent de cette règle sont les suivantes : le fait incriminé doit être prévu ainsi

(1) Décret de 1897 sur les mandataires aux Halles.

que la peine ; en cas de doute le texte doit être interprété restrictivement ; la loi pénale ne peut pas être rétroactive au détriment de l'inculpé, et la loi pénale est territoriale.

La faute disciplinaire contient-elle ces éléments ? A première vue il semble que non. D'abord elle existe sans qu'il soit besoin d'un texte spécial, elle comprend en effet la simple négligence, les faits qui compromettent la dignité du caractère, l'honneur, la délicatesse, les actes d'inconduite ou d'immoralité, le manque de désintéressement et de probité qui ne peuvent faire l'objet d'une précision.

En second lieu, elle reçoit une interprétation arbitraire et souveraine, le juge pouvant absoudre quand le fait est reconnu, et incriminer les faits les plus divers. Nous avons vu en effet que les faits postérieurs à la démission des fonctions peuvent être l'objet d'une incrimination quand elle n'est pas encore acceptée et nous verrons qu'il en est de même des faits antérieurs à l'entrée en fonction.

De plus la loi disciplinaire est doublement rétroactive. Elle peut frapper des faits antérieurs au moment où l'inculpé est entré en fonction (dissimulation de prix d'office) et s'appliquer à des faits accomplis antérieurement à sa promulgation. N'étant pas en effet prévus par une loi, de ce qu'une loi est intervenue après leur accomplissement, il ne peut en résulter aucun changement à leur caractère de faits punissables. D'autre part les peines disciplinaires ne sont pas des peines au sens du Code pénal, et par suite la règle de la non rétroactivité pénale ne saurait s'appliquer ; en outre les mesures disciplinaires s'attachent

beaucoup plus aux conséquences des faits qu'aux faits eux-mêmes, et cette conséquence, qui est ici presque toujours morale peut se produire après la promulgation de la loi nouvelle. Il est de l'esprit et de la nature des lois disciplinaires de saisir le fait au moment de leur émission (1).

La faute disciplinaire existe, ajoute-t-on, indépendamment du lieu où elle a été commise, et ceci est contraire aux dispositions de l'article 3 du Code civil. Elle est en effet essentiellement personnelle, et peut être une cause d'incrimination contre celui qui l'a commise à l'étranger. Il ne subsisterait plus ainsi aucun des éléments légaux de l'infraction et la conséquence en serait qu'il faudrait revenir au système des peines arbitraires, le juge demeurant souverain pour l'incrimination et l'application de la peine.

Il n'en est rien cependant et la règle de la légalité des peines reçoit son application même en cette matière.

S'il est impossible de déterminer d'une manière précise les faits punissables, il n'y a là qu'une impossibilité de fait et on ne saurait en conclure que l'incrimination est purement arbitraire.

L'autorité disciplinaire, d'autre part, ne crée pas de toute pièce la faute, elle n'a qu'un pouvoir de juridiction et de répression et non de législation; le principe de la réparation des pouvoirs reçoit ici son application.

(1) Morin, *op. cit.*, t. XI, p. 201.

Et si les fautes ne sont pas punies de peines spécialement édictées par la loi, c'est que les fautes n'étant pas spécialisées, les peines ne peuvent l'être davantage. Et si aucun texte de loi ne donne une énumération même énonciative des fautes de la vie privée, qui touchent à l'honneur, ne trouve-t-on pas semblable chose dans le Code pénal, en ce qui concerne la diffamation, l'injure, et la dénonciation calomnieuse? Ce ne sont pas là non plus des faits définis et la jurisprudence n'a jamais donné une définition générale de l'honneur. Il est en effet impossible d'en donner une définition juridique. Si le juge disciplinaire peut frapper en raison d'une faute accomplie postérieurement à la démission non acceptée, le juge pénal ne peut-il pas lui aussi frapper notamment pour concession un agent démissionnaire. Il n'y a donc là rien d'arbitraire d'un côté comme de l'autre.

Quant aux faits antérieurs à l'entrée en fonctions ils ne sont punissables qu'à cause de celle-ci et généralement s'y rapportent (fraudes dans cession d'offices).

En matière disciplinaire on ne peut en outre parler de territorialité de la loi : issue en effet d'un groupe social qui n'a pas de territoire déterminé, elle peut frapper les membres qui y sont soumis même à l'étranger, et elle peut frapper aussi bien les faits internes de la fonction que les faits externes, car les actes de la vie publique, quoique commis en dehors de la fonction peuvent cependant porter atteinte à la confiance du public et être à ce titre incriminés. Il en est de même pour les actes de la

vie privée qui compromettent la dignité du caractère. C'est là une règle générale à toutes les disciplines que de surveiller la vie publique et la vie privée des membres soumis à leurs règles.

On peut donc dire que la faute disciplinaire a sa base dans la loi positive qui punit et rétroagit.

De même les éléments généraux constitutifs de toute infraction se retrouvent dans l'infraction disciplinaire.

D'abord l'élément matériel, qui peut à lui seul constituer l'infraction, ou n'être que le commencement de son exécution. En matière disciplinaire, cet élément a un caractère préventif plus accentué, que corrige la liberté d'appréciation laissée à la juridiction disciplinaire. Pour qu'un fait soit punissable, il n'est nullement nécessaire qu'il ait porté préjudice, il suffit qu'il ait enfreint les règles professionnelles.

De plus, l'acte matériel constitutif de l'infraction, doit avoir eu lieu en violation d'un droit (1), et on trouve là l'élément injuste que doit renfermer toute infraction.

L'auteur du fait incriminé ne peut être tenu pour responsable que s'il a compris qu'il violait la loi et s'il l'a fait volontairement. La faculté de discerner l'illégalité de l'acte et la liberté d'action sont des éléments nécessaires à toute infraction pénale ou disciplinaire. Les circonstances qui influent sur l'intelligence peuvent avoir pour effet de

(1) Cass., 16 avril 1902, D. 1902. 1. 426.

modifier la culpabilité, de l'atténuer et même de la faire disparaître notamment en cas de démence.

Cependant en matière disciplinaire, l'intention délictueuse n'est pas nécessaire comme condition générale de culpabilité, il suffit que le fait soit contraire à la loi. L'ignorance de la faute ne peut être une excuse, mais elle est une circonstance aggravante. Ce sont en effet ceux qui sont chargés de faire appliquer la loi qui doivent les premiers en être instruits.

Et c'est en tenant compte de toutes ces considérations que M. le procureur général Dupin pouvait dire : « Si les faits disciplinaires n'ont pas reçu de la législation une définition précise, s'ils admettent par là même un peu de vague dans leur appréciation, ils reçoivent leur limitation de ce caractère général que leur ont assigné les lois, les mœurs, la jurisprudence : il faut que ce soit des faits de nature à porter atteinte à la considération de la personne ou du corps auquel elle appartient. C'est ainsi que pour les magistrats la loi se borne à parler de ceux qui compromettent la dignité de leur caractère, et personne ne s'est jamais mépris sur la signification de ces mots. Les actes législatifs qui ont constitué la Chambre de discipline ne leur ont pas délégué un pouvoir absolu et despotique sur la vie entière des membres de leur Compagnie..... Il résulte très expressément des textes, qu'il est établi une Chambre des avoués pour leur discipline intérieure..... Elle statue sur des faits relatifs à l'exercice de la profession, sur des procédés répréhensibles d'un avoué vis-à-vis de ses confrères

ou vis-à-vis de ses clients, ou d'une conduite immorale dans les actes de la vie privée. »

Les éléments spéciaux de la faute disciplinaire peuvent être divisés en deux catégories : la première concernant l'inobservation des devoirs purement professionnels, la deuxième les incriminations résultant des faits de conduite dans la vie privée.

Le but principal du pouvoir disciplinaire est d'assurer la stricte observation des règles de la profession à la fois dans l'intérêt du public et de la corporation. Aussi une simple négligence peut-elle constituer une faute, et à plus forte raison l'accomplissement d'un acte mensonger ou même un manque de loyauté. Un arrêt de la Cour de cassation a en effet décidé qu'un notaire encourait une punition disciplinaire, lorsque pour se soustraire à l'action en paiement d'un supplément de prix, il ne se bornait pas à opposer la nullité de la contre-lettre, mais en niait l'existence (1). Il en serait de même pour un avoué.

L'inobservation de l'obligation à la résidence peut également être punie disciplinairement. La faute professionnelle ne peut être définie d'une manière précise et juridique. En général constitue un manquement non seulement tout acte fait en contravention des lois et règlements, mais encore tout acte qui par sa nature peut porter atteinte à la dignité professionnelle de la Compagnie. Ainsi un avoué engage sa responsabilité disciplinaire par le fait d'avoir retenu dans

(1) Req., 19 août 1847, D. 48. 1. 5.

son étude le procès-verbal d'un ordre jusqu'à l'expiration du délai accordé pour former opposition au règlement définitif et à l'ordonnance de clôture de cet ordre, et d'y avoir mentionné en le rétablissant au greffe, l'absence d'opposition (1).

Le manque de respect à la Chambre est également une faute car les Chambres d'avoués exercent en matière de discipline une sorte de magistrature qui pour être efficace a besoin d'être respectée, lors même qu'elles mettraient de la passion dans la recherche de la conduite des membres de la Compagnie, ou qu'elles y apporteraient un esprit d'inquisition. Ceux qui pensent avoir à s'en plaindre doivent le faire dans des termes modérés. Et l'envoi d'une lettre injurieuse à la Chambre d'avoués suffit à motiver une peine disciplinaire (2). La Chambre est souveraine pour apprécier les circonstances d'où elle fait résulter le manque de respect à son égard.

Elle peut sans excéder les limites de son pouvoir souverain, déclarer que l'avoué a manqué de déférence envers elle, en éludant le débat et en se refusant à toutes explications, lorsque ce manque de déférence n'est pas retenu par elle comme un chef distinct, mais est relevé seulement parmi les éléments généraux d'appréciation permettant de déterminer la mesure exacte de la sanction à appliquer. Elle ne peut évidemment considérer comme

(1) Chambre des avoués de Périgueux, 27 mai 1870 et Cass., 13 novembre 1872, D. 72. 1. 444.

(2) Req., 3 novembre 1806, V^o Merlin, discipline.

une faute le fait par l'avoué inculpé de faire défaut ou de soulever une exception d'incompétence, mais elle est toujours libre d'apprécier l'attitude de l'inculpé. Serait aussi un manque d'égard le fait de ne pas répondre à la convocation envoyée par elle (1).

Parmi les règles professionnelles, rentrent les devoirs de confraternité qui doivent exister entre tous les membres de la Compagnie. Et un avoué peut être déféré à la Chambre de discipline pour avoir « par une participation morale sinon matérielle aux dénonciations dont un de ses confrères avait été l'objet, gravement manqué aux égards que se doivent entre eux les membres d'une même Compagnie » (2). Cependant le fait par un avoué de préposer au nom d'un client une plainte contre un de ses confrères ne constitue pas une faute professionnelle. Les parties plaignantes peuvent en effet se faire représenter ou assister par un avoué devant la Chambre de discipline aux termes de l'article 13 de l'arrêté du 13 frimaire an IX. Elles peuvent évidemment recourir au même ministère pour déposer leur plainte au parquet. Mais la rédaction de la plainte peut exceptionnellement s'accompagner de telles circonstances ou être faite de telle façon qu'elle doive être considérée comme entraînant une faute professionnelle susceptible d'une peine disciplinaire (3).

(1) Bordeaux, 14 août 1889, D. 90. 2. 197.

(2) Chambre de discipline de Périgueux (déjà cité).

(3) Req., 11 avril 1892; Cass. civ., 6 décembre 1909, D. 1910. 1. 167.

Violé les règles de la confraternité, l'avoué qui cherche à attirer à lui par des demanches ou sollicitations directes ou indirectes, la clientèle, ou à détourner la clientèle de ses confrères ; et ce faisant, il manque également à la dignité professionnelle (1). De même l'avoué qui se fait au préjudice d'un notaire, le courtier d'affaire d'un autre notaire, parce que celui-ci était son correspondant, commet un manquement à la délicatesse et à la dignité professionnelle, susceptible de lui faire encourir une peine disciplinaire (2). Mais il a été décidé que l'acceptation par un avoué de fonctions de syndic, d'arbitre, d'expert ou de liquidateur en matière commerciale ne constitue pas une violation de ses devoirs professionnels (3).

Et quelque étendu que soit le pouvoir disciplinaire, il ne peut retenir contre l'officier ministériel, que les actes qui constituent à la charge de celui-ci une faute personnelle et non ceux qui sont exclusivement imputables à l'un de ses clercs, alors d'ailleurs, qu'il n'est pas établi qu'il y ait eu communauté de torts entre le clerc et le patron (4).

Pourrait également constituer un manquement aux règles professionnelles toute faute concernant l'inobservation du règlement intérieur, de la probité, la violation

(1) Req., 12 février 1901, D. 1901. 4. 167.

(2) Cass., 16 avril 1902, D. 1902. 1. 223.

(3) Nancy, 29 janvier 1870, D. 70. 2. 180.

(4) Cass. civ., 16 avril 1902, D. 1902. 1. 216.

du décret professionnel (1), le manque de respect aux magistrats. Bien que dans ce dernier cas, le pouvoir disciplinaire appartiendrait également au Tribunal ou à la Cour, tout acte semblable peut être poursuivi de ce chef devant la Chambre s'il porte atteinte à la dignité professionnelle et à l'honneur de la Compagnie.

L'inobservation d'une clause convenue, entre avoués, est-elle une faute professionnelle, alors que cette clause est contraire à l'ordre public? La Chambre des avoués près le Tribunal civil de la Seine l'avait estimé. « Considérant, disait-elle, qu'un officier public doit toujours respecter sa parole et exécuter les conventions qu'il a formées, que cette obligation commune à tous les citoyens est encore plus rigoureusement imposée à l'officier ministériel, dont le caractère public repose sur des principes de loyauté et de bonne foi qu'il lui est absolument interdit de méconnaître dans les actes de sa vie publique et privée. Considérant que le pouvoir disciplinaire est intéressé au maintien de ces garanties : qu'il embrasse tout ce qui est susceptible d'une appréciation morale, s'exerce même sur tout ce qui échappe à la loi commune, et qu'il a pour mission de veiller à la conservation de l'honneur des Compagnies et de réprimer ce qui blesse la dignité et la délicatesse des membres qui les composent. »

Adoptant les conclusions du procureur général Dupin, la Cour de cassation dans un arrêt en date du 30 juillet

(1) 20 janvier 1826, D. 26. 2. 70.

1850 (1), a décidé que lorsqu'une clause compromissoire encourt la nullité prononcée par l'article 1006 du Code de procédure civile, son indue insertion dans un traité ne constitue pas plus un lien moral qu'une obligation légale, et qu'on n'enfreint aucun devoir lorsqu'on demande la nullité d'une telle clause. « Attendu qu'en prononçant une peine à raison de faits qui se sont réduits à l'exercice d'un droit (déférer le traité au Tribunal au lieu de la Chambre des avoués prise comme arbitre), dont il a pu sans mériter aucun reproche se prétendre investi et qui ne tombait pas sous la juridiction disciplinaire attribuée aux Chambres d'avoués par l'arrêt du 13 frimaire an IX; la Chambre des avoués près le Tribunal civil de la Seine a excédé ses pouvoirs. »

La jurisprudence de la Cour de cassation s'est depuis affirmée en ce sens et de nombreux arrêts ont décidé que la justice disciplinaire, quelle que soit l'étendue de son action, ne peut rechercher ni punir des faits qui n'ayant ni par eux-mêmes, ni par les circonstances qui les accompagnent rien de contraire à l'honneur ou à la délicatesse ont été accomplis par un officier ministériel dans l'exercice de sa profession (2).

Ainsi l'inobservation des prescriptions du règlement intérieur de la Chambre, alors que ces prescriptions sont

(1) D. 50. 1. 216.

(2) Civ., 26 janvier 1909, D. 1909. 1. 96; Civ., 15 novembre 1904, D. 1905. 1. 40; Civ., 4 novembre 1902, D. 1903. 1. 46; Civ., 21 décembre 1874, D. 75. 1. 80.

contraires aux dispositions de la loi, ne peut servir de base à l'application d'une peine disciplinaire (1), et le recours aux Tribunaux même exercé contrairement à l'avis de la Chambre de discipline ne peut être considéré comme un manquement aux devoirs de la profession, lorsqu'il n'est que l'exercice d'un droit. (Cass., 30 juillet 1850, D. 50. 1. 126). Ce recours ne pourrait donner lieu à une répression disciplinaire qu'autant qu'il constituerait un procédé offensant ou une surprise à la religion des juges. Et une délibération de la Chambre des avoués nulle en la forme est dépourvue de toute force obligatoire et dès lors le refus de s'y soumettre ne constitue pas un grief passible d'une sanction disciplinaire. (Civ., 1^{er} avril 1903, D. 1903. 1. 573). Et on ne peut faire grief à un avoué de s'être renfermé dans les limites du mandat que ses clients lui ont donné, et de n'en avoir pas sollicité d'eux un plus étendu.

Cependant un arrêt de la Chambre des requêtes du 13 janvier 1909 (2) a décidé que, si l'on ne peut considérer comme un manquement aux devoirs professionnels l'usage d'un droit concédé par la loi, il y a pour les officiers ministériels un ensemble de devoirs moraux et d'obligations générales ressortant des règles de leur profession, dont la violation constitue des fautes passibles de peines disciplinaires.

(1) 12 décembre 1884, D. 82. 4. 422; Civ., 15 novembre 1904, D. 1905. 1. 40.

(2) D. 1909. 4. 359.

L'institution du pouvoir disciplinaire a aussi pour objet de sauvegarder la dignité et la considération nécessaire à chaque corps, d'empêcher que l'honneur de tous puisse être compromis, par les écarts de quelques uns. Or la régularité des mœurs, l'honnêteté de la vie ne sont pas moins essentiels à la considération de l'officier ministériel que la rigoureuse observation des règles de la profession. Il est donc nécessaire pour que la surveillance du pouvoir disciplinaire atteigne son but, qu'au lieu d'être limitée aux fautes inhérentes à la profession, elle embrasse même les actions de la vie privée non seulement celles qui motivent des poursuites judiciaires, et à plus forte raison celles qui font encourir des condamnations pénales (1), mais encore celles qui, réprouvées par la morale, ne sont pas cependant punies par la loi.

L'homme public et l'homme privé, dit la Cour de cassation, sont indivisibles en matière disciplinaire, puisque les torts de l'un rejaillissent nécessairement sur l'autre. Il n'y a dès lors aucune distinction à faire à cet égard, tous les faits qui entachent gravement la considération, sont punissables (2). Des faits graves de la vie privée peuvent porter une telle atteinte à la dignité de l'homme que l'on ne peut plus avoir en lui une confiance entière.

Toutefois, il convient de dire que cette règle ne doit être appliquée qu'avec une certaine réserve, les secrets du

(1) Cass., 20 juillet 1869, D. 71. 1. 328.

(2) Cass., 17 avril 1851, D. 51. 1. 90.

foyer domestique devant continuer à être respectés. Il faut que les faits d'immoralité aient dégénéré en scandale public, ou qu'ils aient provoqué des plaintes.

L'intervention du pouvoir disciplinaire doit toujours être délicate et prudente, et quand les faits reprochés demeurent incertains, l'autorité disciplinaire serait mal venue à provoquer une enquête ? En pareille matière, il faut tenir compte de l'état des mœurs, du degré de réprobation que l'opinion publique attache au fait incriminé ; voir si la considération du corps peut en recevoir quelques atteintes. « La conduite du notaire D... », lit-on dans une lettre du procureur général à un de ses substituts, « est très répréhensible, mais je ne crois pas que la liberté de mœurs qu'on lui reproche soit assez saillante pour motiver le recours à la discipline soit de la Chambre des notaires, soit des tribunaux... ; au delà des faits de la profession il ne faut pas vouloir porter l'autorité trop loin (1). » Ceci est vrai aussi bien pour les notaires et les avoués, que pour les avocats (2).

Le pouvoir disciplinaire peut avoir même à envisager des faits qui se seraient passés antérieurement à l'entrée en fonction de l'officier ministériel. Cependant cette question est bien délicate, et il semble que pour que le fait soit répréhensible, il doit avoir été contraire aux lois et règlements que l'incriminé était tenu d'observer à ce

(1) Rolland de Villarque, *Répertoire du notariat*.

(2) Req., 8 mars 1847, D. 47. 1. 97.

moment ou que ce soit un acte illicite, immoral ou honteux ; une atteinte aux lois de la délicatesse et de l'honneur. Molloy rapporte deux arrêts du Conseil de l'Ordre des avocats à la Cour d'appel de Paris qui statuent en ce sens (1). Il faut nécessairement que ces faits anciens aient été ignorés au moment de l'admission des fonctions d'avoué.

SECTION III

Procédure. — Principes généraux. — Respect des droits de la défense.

Les textes les plus anciens se rapportant aux questions disciplinaires ne fixent aucune règle de procédure. Le législateur qui, dans les matières ordinaires, soit civiles, soit criminelles, a multiplié les formes et les garanties, s'est à peine occupé en matière disciplinaire du mode suivant lequel il serait procédé à l'instruction. Quelles règles va-t-on employer. Celles de la procédure civile ou de l'instruction criminelle ? L'application du Code de procédure civile entraîne des inconvénients et des difficultés, soumet le syndic à des formalités incompatibles avec la nature de ses fonctions ; au lieu de constituer avoué, il est préférable que l'inculpé comparaisse en personne. Aussi, malgré un arrêt qui a déclaré que « l'action disciplinaire est essentiellement distincte de l'action cor-

(1) *Règles de la profession d'avocat*, pp. 372 et 409.

rectionnelle, que celle-ci tient à l'exercice de la justice répressive, celle-là de l'exercice du pouvoir censorial », et que M. le conseiller rapporteur Mestadier ait déclaré que, « de sa nature l'action disciplinaire est une action purement civile, et que les formes du Code d'instruction criminelle ne doivent pas lui être appliquées », il est établi que ces formes du Code de procédure civile ne s'appliquent pas en cette matière et on ne soutient plus que l'action disciplinaire est arrêtée par une exception de litispendance, lorsqu'une action civile est déjà intentée sur les mêmes faits.

Une autre jurisprudence a incliné vers une assimilation de l'action disciplinaire à l'action publique (Montpellier, 27 décembre 1852) (1). Et la Cour de Dijon : « Considérant qu'il s'agit d'une action disciplinaire intéressant essentiellement l'ordre public pour laquelle les précautions du Code de procédure civile sont sans applications. Considérant qu'en matière d'ordre public il est procédé pour la plus grande constatation de la vérité conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle (2). »

En réalité, l'action disciplinaire est à la fois distincte de l'action civile et de l'action pénale dans son exercice, puisque vis-à-vis l'une de l'autre, elle ne donne pas lieu à l'exception de litispendance et que la sentence qui la

(1) S. 53. 2. 9; Besançon, 24 décembre 1854, D. 54. 2. 588.

(2) Dijon, 5 décembre 1844, D. 45. 1. 137.

termine n'a pas autorité de chose jugée au civil ou au pénal. Un arrêt de la Cour de cassation du 23 janvier 1855 (1) a consacré cette distinction et a déclaré que la procédure des actions disciplinaires est une procédure *sui generis*, que n'atteignent pas indistinctement les formes ou déchéances édictées en matière civile ou criminelle... Ce caractère particulier de l'action disciplinaire avait déjà été formulé par deux arrêts de la Chambre des requêtes du 30 décembre 1824 et 3 avril 1839 (2).

Il est dans le droit public un principe qui s'impose à toutes les branches du droit, à savoir que la procédure ne peut imposer à la défense des règles restrictives de sa liberté, quand ces règles ne résultent pas d'un texte de loi. D'autre part, le juge d'une infraction disciplinaire a une mission plus large et plus difficile que celle des autres juges. Il lui faut en effet rechercher si le fait incriminé ne rentre pas dans les larges définitions que la loi donne de l'inconduite notoire, de l'atteinte à la dignité de la profession, etc... Pour y parvenir il a besoin de droits plus étendus, d'une liberté d'action plus grande, en un mot d'un pouvoir disciplinaire.

Pouvoir discrétionnaire d'une part, respect absolu des droits de la défense, tels sont les deux termes auxquels doit répondre toute règle de procédure disciplinaire. Peu

(1) D. 55. 1. 344.

(2) D. 25. 1. 129, D. 1839. 1. 53.

importe de savoir si elle est autorisée par le Code de procédure civile ou par le Code d'instruction criminelle, il suffit pour qu'elle soit licite, qu'elle réponde à ces deux principes.

Il arrivera souvent que le juge disciplinaire s'inspirera de ces deux Codes, car ils s'inspirent eux aussi des mêmes principes, mais le juge n'est lié ni par l'un ni par l'autre ; il choisira parmi les dispositions civiles ou pénales celles qui répondent le mieux aux besoins de la défense et leur est le plus favorable. Ce principe général se dégage des arrêts multiples et opposés de la jurisprudence.

« Les questions de discipline, disait un rapporteur devant la Cour de cassation, admettent certaines dérogations aux formes suivies dans l'instruction des affaires ordinaires. La loi s'en remet à cet égard à la prudence et à la lumière des magistrats ; la seule condition qu'elle leur impose c'est de ne porter aucune atteinte aux droits sacrés de la défense », c'est-à-dire de se conformer à la stricte observation des formalités substantielles telles que la nécessité d'une citation indicative de l'objet, l'observation des délais, le rapport et la défense de l'inculpé, en présence d'un tribunal régulièrement constitué, la mention des motifs de la décision..., etc. Au contraire, les formalités qui ne touchent ni aux droits de la défense, ni au contrôle de la Cour de cassation ne sont pas prescrites à peine de nullité ; ainsi la mention des conclusions des parties et la rédaction des qualités qui ne lui sont pas nécessaires au contrôle de la Cour de cassation.

A) *Incrimination*. — Aux termes de l'article 2 de l'arrêté du 13 frimaire an IX, l'exercice de l'action disciplinaire appartient au syndic, qui défère à la Chambre tous les faits relatifs à la discipline et il ne peut être exercé que par lui ; le tiers lésé ne peut qu'adresser une plainte à la Chambre, il ne peut jamais citer directement devant la juridiction disciplinaire (1). Mais il n'est pas nécessaire que la Chambre soit saisie d'une plainte d'un tiers contre un avoué pour qu'elle puisse instruire contre ce dernier. Le syndic est en effet tenu de dénoncer à la Chambre tous les faits dont il a connaissance, soit d'office, soit sur la provocation des parties intéressées, soit sur celle d'un des membres de la Chambre. Le syndic est également tenu de poursuivre les faits qui lui sont révélés par les tribunaux ou les cours, même quand il s'agit de faits antérieurs à l'entrée en fonctions de l'inculpé (2). Le devoir du syndic est donc de poursuivre la répression de tous les faits de discipline qu'il découvre, ou qui lui sont révélés.

Nous avons vu que le désistement du tiers lésé ne met aucun obstacle à la continuation de la poursuite disciplinaire, le plaignant n'étant pas partie à l'action, et ne pouvant être entendu qu'à titre de témoin, et que d'autre part, l'action disciplinaire n'a pas pour but de satisfaire

(1) Cass., 14 janvier 1867, S. 67. 4. 160.

(2) Cass., 3 novembre 1806 ; Merlin, *Répertoire de jurisprudence et des avoués*, n° 11.

un intérêt privé, mais un intérêt social. Il en est de même pour la démission tant qu'elle n'est pas acceptée par le gouvernement. Seul le décès, par suite du caractère personnel de l'action disciplinaire, met fin à la poursuite. La présence du syndic et les requisitions prises par lui tiennent aux formalités substantielles nécessaires à la constitution de la Chambre, à la validité des délibérations. Il a été statué, en effet, qu'une décision rendue par une Chambre de discipline d'avoués, est nulle si elle l'a été sans qu'il soit constaté que l'un des membres présents à la délibération a rempli les fonctions de syndic et a pris à ce titre des requisitions contre l'avoué inculpé (1).

B) *Instruction*. — Le fait reprehensible une fois incriminée par le syndic, il appartient au rapporteur de poursuivre l'instruction de l'affaire. L'arrêté du 13 frimaire an IX, en donnant pour attribution au rapporteur de recueillir les renseignements sur les affaires contre les avoués inculpés, et d'en faire le rapport à la Chambre, ne contient pas d'autres dispositions sur le mode d'information en matière disciplinaire. Il a laissé au pouvoir discrétionnaire de la Chambre le choix des moyens pour arriver à la découverte de la vérité. La Chambre n'ayant pas le droit de forcer les témoins à comparaître devant elle, ni de les faire déposer sous la foi du serment, et sous les peines portées par la loi pour le faux témoignage,

(1) Cass. civ., 29 janvier 1906, D. 1906. 4. 135; Civ., 25 mai 1897, D. 97. 1. 578.

ne peut procéder par voie d'enquête contradictoire avec l'avoué inculpé (1).

D'ailleurs la plupart des faits de discipline n'ont de gravité qu'à cause de leur opposition avec les traditions de délicatesse, et d'honneur qui doivent être la règle des avoués; ils pourraient paraître peu importants aux yeux de personnes qui, étrangères aux usages de la profession, seraient plus aisément disposées à se laisser influencer pour atténuer les reproches que mérite l'inculpé, si on laissait à ce dernier le temps de les voir et de les circonvenir. La nature des choses oblige la Chambre à agir secrètement et avec rapidité.

Le plus ordinairement toute l'instruction consiste dans les renseignements recueillis par le rapporteur. En cas d'empêchement de ce dernier, ils sont pris par un autre membre de la Chambre délégué à cet effet (art. 6).

Le rapport par un membre de la Chambre des avoués, est une formalité qui tient aux droits de la défense et doit être observée à peine de nullité (2). A peine de nullité également, il doit être fait en présence de l'inculpé, et il importe peu que celui-ci ait été spécialement convoqué à la séance où a lieu le rapport, si la lettre de convocation

(1) Chambre de discipline de Limoges : « Qu'à la vérité la Chambre n'a pas pu faire d'enquête juridique et légale, mais que ne trouvant ni dans la loi ni dans les arrêts, le mode de cette vérification, son rapporteur n'a pu faire autre chose qu'écrire aux personnes intéressées. » Merlin, *op. cit.*, Chambre des avoués.

(2) Cass. civ., 25 mai 1897, D. 97. 1. 578.

n'indiquait pas qu'à cette séance le rapporteur serait entendu (1). Mais cette formalité du rapport en présence de l'avoué poursuivi devant la Chambre de discipline, n'est pas exigée, lorsque sans aborder l'examen du fond, la Chambre se borne à statuer sur une exception soulevée par l'inculpé, spécialement sur une exception d'incompétence (2).

L'article 5 de l'arrêté du 13 frimaire an IX, donne en effet pour mission au rapporteur de recueillir des renseignements et de faire son rapport « sur les affaires contre les inculpés. » Ces termes semblent bien viser le fond des affaires, et l'objet même de la poursuite disciplinaire, c'est-à-dire l'application d'une peine. Le texte doit être interprété restrictivement comme créant une formalité obligatoire à peine de nullité.

Le rapport ne doit pas seulement être fait en présence de l'inculpé, mais encore avant la clôture des débats, afin que l'inculpé ait la possibilité d'y répondre (3). Cette condition qui importe essentiellement à la sauvegarde des droits de la défense est requise, à peine de nullité.

En matière disciplinaire la preuve est morale, le juge se décide d'après son intime conviction, qui se forme par tous les moyens de nature à établir l'existence d'un fait. Ce principe général du respect des droits de la défense est la seule limite apportée à cette liberté absolue de la

(1) Civ., 24 juillet 1900, D. 1901. 1. 476.

(2) Ch. civ. Cass., 6 décembre 1909, D. 1910. 1. 167.

(3) Civ., 15 février 1904, D. 1906. 1. 123.

preuve (1). Toute preuve n'a de force probante que celle qu'il plaît au juge de lui donner. Il faut en effet lui laisser toute liberté dans le jugement d'infractions si variées, si multiples, relevées dans la vie professionnelle et dans la vie privée. Nous avons vu que tout en restant légale, l'incrimination n'est pas enserrée dans des termes précis, et que le juge disciplinaire conservait la plus grande latitude pour frapper ou absoudre l'inculpé. La liberté de l'incrimination postule celle de la preuve et du crédit qu'on doit lui donner.

Aussi la preuve testimoniale ou par présomption, est admise dans tous les cas, sans être soumise aux restrictions du droit civil et du droit pénal, et le juge n'est pas plus lié dans le choix de ses preuves, et l'attribution de force probante qu'il leur accorde, que dans la recherche et l'administration de ces preuves. Toutes les fois qu'il n'a pas été imposé par la loi de formes spéciales à la recherche des preuves, l'information est facultative (2), alors qu'en matière pénale une information est toujours nécessaire.

Le rapporteur est libre dans ses moyens d'information et conduit les affaires par tous moyens propres à l'éclairer ou à déterminer sa conviction. « La nature et la poursuite des éléments de conviction, dit la Cour de cassation, sont abandonnées à la conscience du juge, que l'action soit portée devant une Chambre de discipline, ou devant les

(1) Cass., 24 juillet 1900, S. 1901. 1. 261.

(2) Morin, t. XI, p. 344.

Cours et tribunaux (1). » Spécialement en cas d'enquête, le rapporteur n'est pas tenu de se conformer aux règles des articles 261, 413, du Code de procédure civile, ni aux articles 155, 189, 317, 351, du Code de l'Instruction criminelle, il suffit que l'officier ministériel poursuivi disciplinairement ait été mis en état de connaître les témoins, leurs dépositions, et de débattre la sincérité de leurs témoignages ; et il en est ainsi quand la citation délivrée désigne nommément avec précision les personnes dont les plaintes ont donné lieu à la poursuite (2). Les juridictions disciplinaires n'ont aucune autorité sur les personnes étrangères aux corps soumis à leur surveillance ; ainsi une Chambre de discipline ne pourrait obliger des tiers à venir déposer devant elle, soit sans serment, soit à plus forte raison sous la foi du serment sur les faits imputés à un membre de la corporation. Ceux qui peuvent fournir des renseignements sur ces faits peuvent seulement être invités à se présenter soit devant la Chambre, soit devant le rapporteur chargé de recueillir les éléments de l'information.

Le pouvoir absolu du juge disciplinaire dans l'instruction ne connaît qu'une limite dégagée par la jurisprudence, celle d'un principe général de droit public, à savoir que nul ne peut être condamné sans avoir pu se défendre. Et comme ce principe n'est pas ici réglementé et par suite

(1) Cass., 19 janvier 1898, D. 98. 1. 180.

(2) Req., 13 juillet 1909, D. 1910. 1. 246 ; Civ., 2 décembre 1913, D. 1913. Chronique, p. 117.

restreint, il faut dire que toutes les mesures qui tendent à assurer le respect de la défense sont de plein droit applicables en matière disciplinaire. Ainsi l'accusé doit être entendu, interrogé par le rapporteur avoir eu connaissance des témoins, de leurs dépositions, et avoir pu discuter leurs témoignages.

On devrait aller plus loin que la jurisprudence et emprunter au droit criminel quelques unes de ses dispositions destinées à sauvegarder la défense et donner à l'inculpé le droit d'appeler des témoins, de discuter avec ceux qui sont appelés par l'instruction. De même nous verrons que l'accusé peut être assisté d'un défenseur lors des débats, pourquoi ne pas étendre cette disposition à l'instruction qui deviendrait comme un droit pénal contradictoire ?

C) *De l'Instance. — Citation. — Composition régulière de la Chambre. — Récusation.* — La procédure de l'instance obéit aux règles déjà posées. En dehors des dispositions légales ou réglementaires, la liberté de la Chambre de discipline n'est restreinte que par le respect des droits de la défense.

Dès lors, une mesure non édictée par le législateur, ne peut être imposée par le juge, que si elle ne rend pas plus mauvaise la situation de l'accusé. C'est ce qui explique les décisions de jurisprudence en ce qui concerne les formes de la citation, de la formation de la Chambre en juridiction de jugement, de la conduite des débats, du vote, et de la

rédaction de la décision, formes que nous allons examiner successivement.

La citation en matière disciplinaire est une simple lettre signée du syndic, envoyée par le secrétaire, et qui convoque l'avoué inculqué devant la Chambre, avec un délai d'au moins cinq jours. Elle doit être indicative de l'objet de la poursuite. Nous avons vu que les avoués pouvaient, entre eux, employer, soit la lettre, soit la citation ordinaire délivrée par huissier dont ils déposent l'original à la Chambre.

Les formes édictées par l'article 2 sont substantielles parce qu'elles garantissent les droits de la défense et partant leur inobservation entraîne la nullité de la délibération disciplinaire (1). Elles sont exigées non seulement pour obtenir la comparution de l'inculpé, mais aussi et surtout pour le mettre à même de préparer sa défense.

La citation doit donc indiquer nettement l'objet de la poursuite, et il en est ainsi lorsqu'elle énonce le caractère général de l'inculpation, il n'est pas besoin qu'elle renferme un exposé complet et détaillé des faits relevés à l'appui de cette inculpation. Et l'inculpé n'a pas lieu de se plaindre de ce que quelques uns des faits qui ont servi de base à la condamnation disciplinaire prononcée contre lui, ne se trouvaient pas énumérés dans la citation, surtout quand celle-ci s'est référée, après l'exposé des faits qu'elle précisait à une délibération précédente lors de

(1) Cass. civ., 9 avril 1862, D. 62. 1. 283.

laquelle les faits non précisés avait été révélés à la Chambre en présence de l'inculpé a qui il avait été donné acte de ses réserves (1). Il a été jugé qu'une Chambre de discipline ne peut, sans méconnaître les droits de la défense, prononcer contre un avoué, sans distinction, ni division, une peine disciplinaire à raison de deux infractions distinctes, alors que l'une d'elle révélée seulement lors de la comparution de l'inculpé devant la Chambre, n'a pas été comprise dans la citation; que l'inculpé n'a point été averti qu'il serait l'objet d'une action disciplinaire et qu'il n'a pas à cet égard accepté la poursuite et n'y a pas volontairement défendu (2). A plus forte raison, le défaut de citation entraîne-t-il la nullité de la délibération, lorsque « sans avoir été cité par le syndic pour répondre à une action disciplinaire, et sans avoir été appelé à se défendre sur aucune poursuite de cette nature, un avoué a été frappé pour trois ans de l'interdiction de faire partie de la Chambre des avoués près la Cour. En quoi la dite Chambre a formellement violé les articles ci-dessus visés, a porté atteinte aux droits de la défense et ouvertement excédé ses pouvoirs (3). » La jurisprudence estime qu'une nouvelle citation deviendrait nécessaire au

(1) Req., 4 avril 1864, D. 65. 1. 86. « Qu'il résulte de ce texte que la citation ne doit point nécessairement contenir un exposé complet des faits reprochés à l'inculpé et qu'il suffit d'une simple indication de l'objet de la poursuite ». — Même sens, Cass., 11 janvier 1909, D. 1911. 1. 411.

(2) Cass. civ., 29 mai 1883, D. 84. 1. 79.

(3) 9 avril 1862, D. 62. 1. 223.

cas où l'affaire n'aurait pu être jugée dans la séance pour laquelle l'inculpé avait été convoqué (Cass. 3 juin 1863, S. 64. 1. 503) ou si la Chambre n'avait pas pu se réunir (Cass. 21 juin 1865, S. 65. 1. 161). Il en serait de même si le syndic venait à prendre de nouvelles réquisitions.

Les vices ou les omissions de la citation soit à raison de sa délivrance, de ses énonciations, de l'inobservation des délais ou de toutes autres causes, peuvent-ils être couverts par le consentement de l'inculpé ? Sur ce point M. Lefèbvre dans son *Traité sur la discipline notariale* estime que non. « L'irrégularité qui résulte du défaut de citation est-elle couverte lorsque l'inculpé, sans réclamer l'observation des prescriptions de l'article 17 de l'ordonnance du 4 janvier 1843 (dont les termes sont identiques à ceux de l'article 11 de l'arrêté de frimaire an IX) a présenté sa défense au fond ? Pourrait-il invoquer pour la première fois, devant la Cour de cassation, un moyen tiré de ce qu'il n'a pas été cité ? La question est délicate, mais on peut s'appuyer sur de sérieux arguments pour soutenir que l'irrégularité ne serait pas couverte et que le moyen de cassation pourrait être accueilli (1). »

Cependant, un arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation du 16 janvier 1884, a décidé que le notaire qui, cité irrégulièrement (en l'espèce la citation n'indiquait pas nettement les faits servant de base à l'inculpation) s'est volontairement expliqué sur ces faits, a fourni ses moyens

(1) Lefèbvre, *Traité de discipline notariale*, n° 860.

de justification et accepté le débat sans proposer aucune fin de non-recevoir ou exception, ne serait plus recevable à se prévaloir de cette nullité, pour la première fois, en Cour de cassation (1).

La question, quand l'inculpé ne s'est pas défendu au fond, cesse d'être délicate et doit être résolue dans le sens de la nullité de la condamnation, surtout quand il n'a même pas connu l'action disciplinaire exercée contre lui à raison de faits non compris dans la citation.

Les matières disciplinaires ne sont pas de droit strict et l'inculpé doit être libre de renoncer à des garanties d'ordre secondaires qu'il peut ne pas avoir intérêt à invoquer pour hâter la solution du procès, et qu'il peut juger ne pas être utile à sa défense. Les vices de la citation peuvent donc être couverts par une défense au fond (2).

Lors de la comparution de l'inculpé, la Chambre peut être modifiée par suite de divers incidents qui se produisent devant toutes les juridictions.

Les principes qui, dans le droit commun, écartent certains membres du Tribunal sont établis en faveur de l'accusé et ils doivent s'appliquer également à la juridiction disciplinaire si aucun texte ne s'oppose à leur admission. Ainsi les parents et les alliés de l'inculpé qui

(1) D. 84. 1. 79.

(2) Civ., 8 mai 1889, D. 90. 1. 302 ; 3 juillet 1895, D. 96. 1. 398 ; 7 juillet 1896, D. 97. 1. 581.

seraient membres de la Chambre et appelés à statuer doivent se retirer.

Le syndic, partie poursuivante, ne compte pas parmi les votants à moins que son opinion ne soit à décharge (1), et il ne peut prendre part à la délibération quand il est partie, même dans les demandes de récusations lesquelles ne sont que des incidents de l'action disciplinaire (7 juin 1905).

Une Chambre d'avoué ne peut statuer valablement sur une poursuite disciplinaire que si le nombre des votants est des deux tiers de ses membres (2) ; et elle n'est légalement constituée que si l'un de ses membres exerce les fonctions de syndic, partie poursuivante contre l'inculpé, ce syndic n'étant pas compris dans le calcul du nombre des membres, car il n'a pas voix délibérative. En conséquence, doit être annulé comme entachée d'une nullité substantielle, la délibération d'une Chambre qui a été prise par le nombre minimum des membres exigés y compris le syndic, sans qu'aucune mention indique que ce dernier ait émis un vote favorable à l'inculpé (3).

La constitution de la Chambre en tribunal disciplinaire peut-elle être modifiée par les récusations faites par l'avoué poursuivi ?

(1) Cass., 13 février 1893, D. 93. 1. 260 ; 28 janvier 1896, D. 96. 1. 72 ; Civ., 7 juin 1905, D. 1908 1. 454.

(2) Cass. civ. 21 février 1865, D. 65. 1. 135 ; 7 juillet 1874, D. 74. 1. 482.

(3) 7 juin 1905, D. 1908. 1. 454 et 19 décembre 1888, D. 89. 1. 164.

La récusation qui est l'acte par lequel une partie refuse d'accepter un juge pour des causes qui font suspecter son impartialité, a parfois été déclarée impossible en matière disciplinaire. Le fait d'être membre d'une corporation implique, dit-on, l'acceptation d'être jugé par sa Chambre de discipline telle qu'elle sera composée. De plus, ajoute-t-on, le juge disciplinaire n'est pas tenu de suivre les dispositions du Code civil, il est maître de sa procédure, tout en respectant la liberté de la défense autant que le Code d'instruction criminelle l'exige lui-même mais pas plus. Enfin, l'usage de ce droit serait immodéré en cette matière, car l'accusé aurait la faculté de récuser tous ses rivaux et, tous ses collègues avec lesquels il se trouve souvent en opposition d'intérêt et la discipline en souffrirait.

On doit repousser cette restriction aux droits de la défense et la généralité des auteurs admet que la récusation est possible en matière disciplinaire et spécialement que les causes de récusations énumérées par l'article 378 du Code de procédure civile sont applicables aux membres composant la Chambre de discipline (1).

Le silence gardé à ce sujet par le législateur dans la loi ne saurait être invoqué à l'encontre de cette solution. « Il n'est pas nécessaire qu'une disposition expresse autorise un justiciable à récuser les juges dont l'impartialité n'est pas assurée pour qu'il ait le droit de demander que cette garantie lui soit accordée. Le droit de récusation est un

(1) Lefèbvre, *op. cit.*, t. II, n° 827 ; Répertoire J. G. D., V° discipline.

droit essentiel, une condition indispensable de toute bonne justice ainsi qu'une défense vraiment complète (1). »

Aussi n'hésite-t-on pas à l'admettre en matière criminelle bien qu'aucune disposition n'autorise à récuser les magistrats composant les tribunaux de répression.

Cette solution s'impose à l'égard des juridictions disciplinaires, les membres de cette juridiction étant appelés à rendre de véritables jugements font office de juges et malgré le caractère exceptionnel de la compétence, ils ne doivent pas moins être soumis aux mêmes règles que les magistrats proprement dits. C'est même en ce qui les concerne que cette faculté de récusation se justifie le mieux et que la garantie qui en résulte offre le plus d'intérêt au point de vue de la bonne administration de la justice. Il est évident que les membres de la Chambre de discipline ne sont pas dans des conditions d'indépendance et d'impartialité comparable à celles que présentent les magistrats des cours et tribunaux. Leur situation vis-à-vis des justiciables dont ils sont les collègues, est de nature à faire craindre qu'ils se laissent parfois influencer, même à leur insu, par des sentiments peu compatibles avec les fonctions judiciaires dont ils sont investis. Les rivalités qui existent souvent entre les membres d'une même Compagnie surtout dans les petites localités, peuvent les empêcher d'apprécier exactement les faits, et les entraîner, dans certains cas, à de regrettables exagérations. La

(1) Lefèvre, *op. cit.*

faculté de récusation est propre à remédier, dans une certaine mesure, à cet inconvénient, et il serait contraire à l'esprit de la loi de la refuser aux justiciables précisément dans le cas où elle offre le plus d'utilité.

Elle doit être admise en matière disciplinaire qui est plus de bonne foi que de droit strict, comme étant un principe d'ordre public et de droit public, comme une condition de justice absolue et de libre défense dans une matière où ce ne sont pas des intérêts pécuniaires qui sont en jeu, mais l'honneur des membres de la corporation. C'est ainsi que l'a pensé la jurisprudence en général.

Tous les membres de la Chambre, même le président, peuvent être récusés ; le syndic seul ne peut jamais l'être en sa qualité de partie principale poursuivante (1). Cette solution qui a été admise à propos d'une Chambre de notaire doit également s'appliquer pour le syndic de la Chambre de discipline des avoués.

L'exercice du droit de récusation n'est assujetti à aucune forme particulière ; la récusation est proposée verbalement ou par écrit, avec l'indication des motifs sur lesquels elle est fondée, et la Chambre décide alors s'il y a lieu pour le membre recusé de s'abstenir. Le rejet de la récusation n'entraîne contre l'inculpé aucune condamnation à l'amende ; la décision quelle qu'elle soit n'est susceptible d'aucun recours sauf de recours en cassation, et cela même alors que la partie après le rejet de la

(1) 6 août 1906, D. 1907. 4. 505.

demande de récusation a conclu et plaidé au fond. La récusation ayant pour objet de modifier la composition d'une juridiction, touche en effet à l'ordre public (1).

Tant qu'elle n'a pas été régulièrement rejetée, et à raison de la suspicion qu'elle implique contre l'impartialité du juge qui en est l'objet, la récusation rend ce dernier incapable de participer, non seulement au jugement sur le fond du débat, mais encore à celui des incidents qui peuvent naître au cours de l'instance.

Le membre d'une Chambre de discipline qui est lui-même sous le coup d'une récusation non encore jugée, est donc dans l'impossibilité de prendre part au jugement d'une autre demande de même nature dirigée par le même inculpé contre un autre membre composant la même Chambre (2).

Le membre d'une juridiction disciplinaire qui est l'objet d'une récusation devient en quelque sorte l'adversaire de la partie qui le récuse, aussi est-il constant que dans la Chambre de discipline comme dans les tribunaux le juge dont la récusation est demandée doit s'abstenir à peine de nullité de statuer sur la récusation dont il est l'objet.

L'inculpé pourrait-il former une demande de renvoi d'une Chambre devant une autre, ce qui n'est qu'un cas

(1) Cass. civ., 21 février 1865, D. 65. 1. 435 ; 7 juillet 1874, D. 74. 1. 482.

(2) Cass. civ., 23 novembre 1910, D. 1912. 1. 356 ; 6 août 1986, D. 1907. 1. 505.

de récusation collective ? Endroit criminel, elle est formée pour cause de suspicion légitime ; pour parenté ou alliance avec plusieurs juges en droit civil. Admise par ces deux branches la demande de renvoi est donc un principe d'ordre public et semble applicable en matière disciplinaire. Nous estimons cependant qu'on doit repousser cette manière de voir en ce qui concerne la Chambre de discipline. Admettre qu'on peut se soustraire pour cause de suspicion légitime, à la juridiction de la Compagnie dont on est membre, ce serait aller contre l'institution de ce tribunal de famille qu'est la Chambre de discipline, ce serait appeler un corps judiciaire étranger à connaître des fautes commises dans le sein d'une autre Compagnie.

Dans le cas où le nombre des membres présents et votants d'une Chambre de discipline est inférieur, soit par suite de récusation ou d'impossibilité de siéger, au nombre minimum fixé par la loi pour la validité des délibérations, la jurisprudence admet, malgré les divergences de la doctrine que la Chambre doit se compléter par voie de tirage au sort (1).

D) *Des débats.* — *Comparution personnelle de l'inculpé.* — *Assistance d'un défenseur.* — *Ordre des débats.* — *Publicité.* — Les formalités substantielles de la citation ayant été observées, et la Chambre étant légalement constituée, le

(1) Delacourtie et Robert, *Traité pratique de la discipline des notaires*, n° 372 ; Lefebvre, *op. cit.*, 795 et 796 ; Cass. ch. civ., 3 juin 1913, *Gazette des tribunaux*, 8 octobre 1913.

débat peut alors s'engager sur le fond. L'article 13 de l'arrêté des consuls qui régit cette matière s'exprime ainsi. « La Chambre prend ses délibérations dans les affaires particulières après avoir entendu ou dûment appelé dans la forme ci-dessus prescrite, les avoués inculpés ou intéressés. » Ces termes semblent, poser la règle de la comparution personnelle des avoués poursuivis. Cette règle n'est pas de droit commun elle n'est absolue qu'en matière criminelle et ne s'applique pas en droit civil. L'inculpé pourrait-il alors se faire représenter par un fondé de pouvoirs ? Morin estime qu'un tiers, mandataire spécial ou mandataire *ad lites* ne peut certainement pas être admis à comparaître pour l'inculpé. « Ici, dit-il, point de débat entre les individus sur des intérêts privés, point d'acte de procédure à faire par un mandataire légal. c'est un corps dont les règles ont été méconnues qui vient demander compte à l'un de ses membres de l'infraction commise ; il a le droit d'exiger des explications personnelles si celui-ci ne veut pas s'exposer à être jugé d'après les présomptions qui existent contre lui (1). »

C'est le caractère corporatif et familial, qui exige que l'inculpé donne lui-même les explications qu'on lui demandera et vienne lui-même entendre la peine qui lui sera infligée. Et la jurisprudence paraît en ce sens. Elle a en effet déclaré nulle, la délibération d'une Chambre de discipline qui ne portait pas en elle-même

(1) Morin, *op. cit.*, t. XI, n° 764.

la preuve de sa régularité parce qu'elle ne mentionnait ni la présence de l'avoué inculpé aux réquisitions du syndic, ni son absence volontaire (1).

Il est incontestable que si l'inculpé refusait sans motifs légitimes de comparaître, la Chambre serait en droit de refuser d'entendre le mandataire, afin de vaincre la résistance de l'inculpé par la crainte d'être jugé sur des fausses apparences. Mais l'inculpé peut être retenu par de graves intérêts loin du lieu où siège la Chambre. Ne pourrait-il pas en ce cas charger un tiers de donner en son nom des explications sur les faits incriminés et serait-il sage de les repousser parce qu'elles ne seraient pas données par lui-même, alors que la règle de la comparution personnelle n'est pas de droit commun ? N'est-il pas au contraire d'une bonne justice d'accueillir la lumière de quelque part qu'elle vienne, par quelque voie qu'elle arrive. Au lieu de tracer d'avance aux juges une marche uniforme et de les enchaîner en quelque sorte par une règle inflexible, reconnaissons leur le droit, et laissons leur le soin d'apprécier dans chaque cas la conduite qui leur est dictée d'une part par le sentiment de leur dignité, et de l'autre par l'intérêt de la vérité (2).

La comparution personnelle de l'accusé implique pour lui le droit d'assister aux enquêtes, à la lecture des rapports et des conclusions du syndic et d'être entendu

(1) Civ., 24 juillet 1906, D. 1907. 4. 93.

(2) Dalloz, R. J. G. V^o discipline.

dans ses explications. L'accusé ne doit pas nécessairement assister aux enquêtes, et le caractère secret de la procédure disciplinaire, a fait considérer en général qu'il suffit, pour que les droits de la défense soient sauvegardés de donner communication à l'accusé des témoignages fournis (1). Le rapport de l'instruction et les conclusions du syndic sont portées à sa connaissance à l'audience à peine de nullité de la décision. Aucune accusation ne peut être portée contre lui, sans qu'il en ait connaissance, il peut répondre soit par un mémoire écrit, soit par une défense orale.

Il peut répondre par l'organe d'un défenseur sans violer la règle de la comparution personnelle. Un conseil assiste et ne représente pas l'inculpé qui doit toujours être présent.

On a contesté ce droit et l'on a prétendu que les termes mêmes de l'article 13 de l'arrêté consulaire ainsi conçu : « La Chambre prend ses délibérations dans les affaires particulières après avoir entendu ou dûment appelé les avoués, inculpés ou intéressés, ensemble les tierces parties qui voudront être entendues et qui dans tous les cas pourront se faire représenter ou assister d'un avoué », paraissaient se rapporter seulement aux tierces parties. La Cour de cassation saisie de la question par une Chambre des notaires qui estimait que la loi voulait des

(1) Cass., 24 juillet 1900, S. 1901. 4 261 ; Civ., 2 décembre 1913, D. 1913, chronique, p. 117.

explications personnelles de l'inculpé, a reconnu qu'une faute disciplinaire n'est pas plus une faute personnelle qu'un délit pour lequel un défenseur est obligatoire. Un officier ministériel peut d'ailleurs faire un avocat médiocre, d'autant plus mauvais que la situation d'inculpé lui enlève une partie de ses moyens d'action.

Morin est également d'avis que les termes de l'article 13 doivent être interprétés d'une manière plus large, et que le droit reconnu aux tierces parties doit être appliqué aux avoués eux-mêmes. Aussi les Chambres de discipline ont-elles admis que l'intérêt de l'inculpé était plus en jeu que celui du plaignant et que par suite on ne pouvait donner un défenseur au second et en priver le premier. Si le législateur n'a pas parlé de la faculté pour l'avoué inculqué d'avoir un défenseur, c'est que le droit de défense emporte celui d'avoir un conseil. Seulement le caractère domestique de la juridiction impose à l'inculpé comme conseil un membre de la Compagnie, afin que le débat ne sorte pas de la corporation. Le principe que la liberté des droits de la défense doit être au moins aussi libre qu'en matière veut, à l'audience d'une part l'exposition de l'affaire par le syndic, d'autre part la réponse de l'inculpé et cela dans l'ordre indiqué. Le rapport est prescrit à peine de nullité, sauf sur les incidents (1). Il doit être lu à l'audience en présence de l'inculpé s'il n'en a pas eu connaissance par une communication antérieure. Il doit être

(1) Cass., 28 avril 1885, D. 85. 1. 466.

sérieux et ne pas se réduire à une simple lecture des pièces de l'instruction. Le syndic donne ensuite ses conclusions et l'inculpé répond, et si le syndic parle à nouveau le défendeur a droit de répliquer. C'est en effet aux principes de la liberté de la défense que se rattache cette règle, suivant laquelle, devant les tribunaux de répression, le prévenu doit avoir la parole le dernier, et cette règle s'applique sans difficulté aux juridictions disciplinaires (Civ. 7 décembre 1900).

Si la publicité des débats est la règle des juridictions pénales, devant la Chambre de discipline, les débats ont lieu à huis clos. C'est que la juridiction disciplinaire ne réprime pas au nom du peuple comme la juridiction pénale pour laquelle le public par la publicité des débats exerce un contrôle; elle agit au contraire au nom de la corporation dont les règles ont été violées et elle cherche aucunement un but d'exemplarité. La publicité n'aurait pour effet que de diminuer la confiance du public et de donner aux faits une importance plus considérable que celle qu'ils doivent avoir. On hésiterait peut-être à provoquer une poursuite qui causerait un scandale public donc le mal serait supérieur au bien résultant d'une juste punition.

La Chambre ne peut pas non plus, comme les cours et tribunaux ordonner l'impression des décisions de discipline intérieure (1). La publicité pourrait en effet dégénérer en

(1) Arrêté du 2 thermidor an X.

vexation. Un arrêt de la Cour de cassation du 4 décembre 1833 (1) est conforme à cette idée que les décisions disciplinaires sont des mesures de police intérieure et non susceptibles de publicité. Il est fait exception à cette règle que dans le cas où un tiers, a été partie intéressée à la délibération, dont il peut réclamer une expédition et encore faut-il qu'il ait un intérêt pécuniaire enfin pour l'obtenir. Cela résulte d'un jugement du Tribunal civil de Lille du 8 juin 1867 : « Attendu de ce que L... a déposé une plainte..... et que de ce que sur cette plainte le dit L... a été entendu, il ne s'ensuit nullement qu'il soit recevable à exiger la délivrance d'une expédition de la délibération qui est intervenue à l'occasion de la plainte dont il s'agit. Attendu que cette plainte ne se référait qu'à un intérêt disciplinaire et n'a été accompagnée de la part du plaignant d'aucune demande tendant à faire donner satisfaction à ses intérêts privés et de nature à le faire considérer comme partie dans la dite instance disciplinaire. Attendu qu'en principe les délibérations des Chambres de discipline sont des mesures de police intérieure, dès lors exclusives de publicité » (2).

Cependant sans enfreindre la règle de l'exclusion de la publicité, une Chambre de discipline d'avoués peut donner communication de sa délibération frappant de la peine de la censure simple, un de ses membres, au président et

(1) D. 4833. 4. 358.

(2) D. 67. 3. 62.

vice-présidents du Tribunal ainsi qu'au procureur de la République, pourvu que cette communication soit faite dans des conditions exclusives de toute publicité (1).

On a prétendu qu'en accordant le huis clos, il n'est pas certain que le défaut de publicité soit un avantage, et pour la corporation et pour l'inculpé. Le contrôle du public pourrait n'être pas inutile pour assurer l'impartialité d'une juridiction composée de collègues de l'accusé et suspecte de partialité, soit pour ou contre le prévenu. Acquitté, ce dernier serait plus complètement absout par l'opinion ; condamné, il serait flétri davantage par elle. Ces arguments ne nous semblent pas de nature à faire écarter ceux que nous venons d'exposer en faveur du huis clos, et à faire admettre la règle de la publicité des débats devant la Chambre de discipline.

E) *Du vote.* — *Présence des membres à l'audience.* — Tous les membres de la Chambre qui concourent à la décision

(1) Req., 23 novembre 1898, D. 99. 1. 20. « Attendu que... si elle a décidé que, communication de sa délibération serait donnée à MM. le Président et Vice-Président du tribunal ainsi qu'à M. le Procureur de la République, cette communication, pour une affaire dont la connaissance appartenait au tribunal, et que le Ministère public chargé par l'article 45 de la loi du 20 avril 1810, de surveiller les officiers ministériels, avait d'ailleurs le droit d'exiger, n'a rien d'illécite dans les conditions exclusives de toute publicité où elle a été ordonnée, et qu'elle se trouve même justifiée par les rapports que les chambres d'avoués doivent avoir avec le Tribunal et le Parquet qui en cette matière ont également droit de juridiction et de poursuite. »

doivent assister à toutes les séances consacrées à l'examen de la cause (1); et les décisions doivent être déclarées nulles lorsqu'elles ont été rendues par des membres qui n'ont pas assisté à toutes les audiences, ou au moins à celles dans lesquelles l'inculpé a été mis à même de présenter tous ses moyens de défense. Cette règle découle du droit de défense. En effet celui qui n'a pas entendu la défense ne doit pas prendre part au jugement. L'application de cette règle aux Chambres de discipline n'est que l'application d'un principe de justice naturelle. — Et il a été jugé que le fait, par une Chambre, d'avoir rendu une décision à laquelle avait concouru un membre qui n'avait pas entendu la défense de l'inculpé constituait un excès de pouvoir suffisant pour autoriser le recours en cassation (2).

Et nous avons vu que la délibération est nulle lorsqu'elle est prise par un nombre de membres inférieur au nombre légal. Le vote sur la peine à appliquer a lieu au scrutin secret, et à la majorité des voix.

Le syndic, partie poursuivante, ne peut prendre part aux délibérations et au vote de la Chambre sur la poursuite, ni par conséquent signer le procès verbal de cette délibération (3). On ne peut en effet se constituer juge et partie. La jurisprudence a souvent appliqué cette règle en matière disciplinaire, notamment à l'égard des syndics

(1) Cass. civ., 27 juin 1910, D. 1912. 1. 453; Orléans, 19 avril 1845, D. 47. 2. 9.

(2) Req., 16 novembre 1846, D. 46. 1. 346.

(3) Cass. civ., 7 juin 1882, D. 83. 5. 159.

de notaires (1) et d'avoués (2). En cas de partage de voix l'avis le plus favorable à l'inculpé doit prévaloir.

F) *Rédaction de la délibération. — Mention des formalités substantielles.* — La jurisprudence de la Cour de cassation tient essentiellement à ce que la liberté de la défense soit observée par la Chambre de discipline ; aussi pour que son contrôle puisse s'exercer, il faut qu'elle ait le moyen de contrôler l'observation des formalités essentielles prescrites à peine de nullité.

Ce moyen est fourni par la règle qui impose aux Chambres de discipline de viser dans leurs décisions les formalités substantielles remplies. L'examen de la décision suffit alors pour s'assurer que la défense a été libre, il y a une présomption légale que les formalités énumérées dans le libellé ont été remplies. Les formes requises à peine de nullité doivent donc être mentionnées au procès verbal pour faire preuve de la régularité de la décision (3). Seront en conséquence déclarées nulles les délibérations où ne seront pas mentionnées notamment, la citation, l'énonciation des faits incriminés, la mention du rapport (4), la présence du syndic et la prise des réquisitions (5), en présence de l'avoué inculqué (6), la faculté pour ce dernier

(1) Cass. civ., 29 avril 1879, D. 79. 1. 224.

(2) Cass. civ., 2 mars 1881, D. 81. 1. 301.

(3) Civ., 19 octobre 1908, D. 1909. 1. 49.

(4) Cass. civ., 15 février 1904, *Pandectes*, 1905. 1. 7.

(5) Civ., 29 janvier 1906, D. 1906. 1. 135.

(6) Civ. 24 juillet 1906, D. 1907. 1. 93.

d'avoir pu se défendre et d'avoir pu prendre connaissance de toutes les charges (1), les noms des juges présents, toutes les autres mentions dont l'accomplissement importe essentiellement à la sauvegarde de la défense.

Le législateur a formellement exigé qu'en ce qui concerne les avoués les décisions disciplinaires soient motivées (art. 13). (Il en est de même pour les notaires. Ordonnance de 4 et 12 janvier 1843, art. 20). En effet, en matière disciplinaire, les motifs sont d'autant plus nécessaires que les faits qui donnent lieu à la poursuite ne sont pas définis et qu'il importe alors de montrer pourquoi la condamnation est prononcée contre l'officier inculpé. Les motifs seuls permettent à la Cour de cassation d'apprécier la qualification légale qui leur est attribuée (2), de vérifier si la condamnation est bien prononcée pour des faits visés dans la citation et en général de vérifier la compétence de la Chambre qui a statué. Doit être annulée pour défaut de motifs une décision qui inflige une peine disciplinaire à un avoué, en se bornant à dire que cet avoué : « a commis un manquement à ses devoirs en acceptant un mandat dans des conditions qu'il s'était interdites. » Ces motifs ne permettent pas à la Cour de cassation d'exercer son contrôle, et cette décision ne fait connaître ni la nature, ni le caractère du mandat qu'aurait accepté l'avoué, ni les conditions dans lesquelles il se serait interdit de l'accepter (3).

(1) Civ., 16 février 1904, D. 1906. 1. 423.

(2) Cass., 13 avril 1892, D. 92. 1. 296.

(3) Cass. civ., 19 novembre 1890, D. 91. 1. 62.

Les faits doivent donc être indiqués d'une façon précise. La délibération doit également contenir les noms des juges, pour permettre d'en vérifier le nombre, et l'énonciation de la majorité, elle doit viser toutes les pièces qui constatent l'accomplissement de formalités légales.

Bien que le législateur n'ait pas exigé que le texte de la loi soit inséré dans la décision, cependant, il nous semble convenable d'admettre en matière disciplinaire la nécessité sinon de l'insertion textuelle, du moins de la citation de la loi; mais cette omission ne pourrait pas entraîner la nullité de la décision (1). Si les mentions constatant des formalités qui touchent aux droits de la défense sont une cause de nullité, l'omission des autres n'a pas le même inconvénient. Ainsi les mentions relatives aux qualités des parties, aux conclusions, aux point de fait et de droit; car elles sont suppléées par la constatation dans le libellé de la décision que l'inculpé a répondu et a été entendu dans ses moyens de défense (2).

Les décisions doivent être signées par la majorité des membres présents sur la minute, les expéditions ne le sont que par le président et le secrétaire (art. 13).

G) *Notification.* — Elles sont notifiées aux parties. Les raisons qui, dans les matières ordinaires, rendent cette notification nécessaire, existent avec la même force en matière de discipline. En effet, il est nécessaire que l'inculpé connaisse la condamnation qui le frappe, afin de

(1) En ce sens Morin, *op. cit.*, t. II, n° 827.

(2) Cass., 7 juin 1847, D. 47. 1. 235 ; 23 mai 1892, L. 92. 1. 399.

l'exécuter si la peine n'est pas purement morale, si notamment elle consiste de sa part dans l'abstention d'un fait. Cela est nécessaire encore pour que la condamnation produise sur l'esprit de celui qu'elle atteint l'effet moral qu'il a été dans l'intention du législateur de lui donner. Or, si la partie n'était pas présente au moment où la sentence a été prononcée, c'est seulement par la notification qu'elle peut la connaître.

La notification fixe le point de départ des voies de recours et de l'exécution de la peine ; on doit en décider ainsi malgré le silence de la loi par analogie avec les dispositions régissant les notaires (art. 52, loi du 25 ventôse an XI).

La notification fait également courir les délais du pourvoi en cassation, mais à la condition qu'elle soit accompagnée de la copie intégrale de la décision intervenue, et que s'il est justifié d'autre part de sa date et de sa réception (1). Une lettre du syndic de la Chambre de discipline n'ayant pas ce caractère authentique et ne contenant pas d'ailleurs le texte de la décision disciplinaire ne saurait donc suffire à faire courir le délai du pourvoi.

La notification doit être faite dans la même forme que la citation, et il en est fait mention, par le secrétaire, en marge des délibérations. Celles-ci n'étant que de simples actes d'administration d'ordre et de discipline intérieure, où de simples avis ne sont dans aucun cas sujettes aux droits d'enregistrement, non plus que les pièces y relatives.

(1) Cass. civ., 16 avril 1902, D. 1902. 4. 216 ; 2 mars 1885, D. 85. 4. 464.

CHAPITRE VI

CARACTÈRES GÉNÉRAUX DE LA PEINE DISCIPLINAIRE LES PEINES. — LEURS APPLICATIONS

Dans le Code pénal le législateur a établi le principe de la fixité de la peine. Dire qu'une peine est fixe, c'est affirmer que, d'une part, la faute ne peut être punie que de la peine déterminée, et que d'autre part cette peine a une quotité et une durée qui ne peuvent varier que dans la mesure légale. Il en est ainsi, non seulement pour les contraventions, les délits ou les crimes prévus par le Code pénal, mais aussi pour certaines peines disciplinaires, notamment en ce qui concerne les juges. Mais en matière disciplinaire il ne semble pas qu'il en soit de même ; le législateur paraît s'être borné à énoncer les diverses peines qui pourraient être appliquées, en laissant au juge la faculté de prononcer l'une ou l'autre, comme aussi d'en graduer la durée, s'il y a lieu, suivant la gravité du fait. La seule règle à laquelle le juge serait tenu, serait de mettre, autant que possible, entre la faute et la peine, une juste proportion.

Cependant, bien que les règles de la fixité de la peine

ne s'appliquent pas, en cette matière, d'une façon absolue, on peut dire que les peines disciplinaires ont reçu une certaine détermination. Elles ne sont pas pécuniaires ni privatives de la liberté, et la conséquence de cette détermination est la possibilité de faire annuler pour excès de pouvoir toute décision disciplinaire qui aggrave une peine légale ou crée une peine nouvelle, même équivalente.

Ainsi une juridiction disciplinaire ne peut appliquer à un membre d'un corps une peine que la loi a établie pour les membres d'un autre corps (1). Elle ne peut pas davantage créer des peines nouvelles ; défendre, par exemple, à un avoué d'occuper pour une personne déterminée sous prétexte que cette clientèle était déjà acquise à l'un de ses confrères (2), ni adresser à un avoué l'injonction d'avoir à congédier son clerc dans un délai déterminé (3). Il lui est seulement loisible, en vertu des attributions de conciliation qui lui sont conférées par l'article 2, § 2 de l'arrêté du 13 frimaire an IX d'inviter l'avoué, par voie de simple avis, à renvoyer son clerc. La Chambre ne peut pas, non plus, cumuler les peines, c'est-à-dire en prononcer deux pour un même fait. Le principe du non cumul des peines, édicté par l'article 365 du Code d'Instruction criminelle s'applique, en effet, en matière disciplinaire, et il s'en suit que si la poursuite comprend deux infractions, la Chambre doit

(1) Paris, 5 février 1883, D. 83. 2. 119.

(2) Cass. Req., 24 juillet 1895. *Pandectes*, 1896. 1. 19, D. 96. 1. 148.

(3) Cass. civ., 18 février 1907, D. 1907. 1. 133.

infliger pour les deux la peine la plus forte (1). Mais lorsqu'une décision disciplinaire dans son dispositif « blâme la conduite tenue par un avoué, et lui faisant application de l'article 8 du décret de frimaire an IX leur inflige la censure avec réprimande », on doit considérer le blâme ainsi adressé à l'avoué non pas comme une pénalité distincte et supplémentaire, mais comme le résumé des motifs précédemment donnés pour justifier l'application de la censure avec réprimande, et cela ne saurait constituer une violation de la règle prohibitive du cumul des peines (2).

On peut donc dire que le principe de la fixité des peines s'applique dans une certaine mesure, et que sa violation constitue l'excès de pouvoir qui donne lieu au recours en cassation.

On peut se demander si des mesures gracieuses comme l'amnistie et la grâce peuvent s'appliquer à la peine disciplinaire.

L'amnistie est une mesure générale par laquelle le législateur efface juridiquement les infractions commises, sans abroger la loi qui frappe ces actes de peines, et la rend rétroactivement inapplicable à ces actes, en faisant tomber les condamnations prononcées et en rendant impossible les poursuites postérieures pour les mêmes faits. On doit dire qu'une telle mesure n'a pas d'effet sur les peines disciplinaires, elle serait contraire au but de la

(1) Morin, *op. cit.*, t. II, p. 422.

(2) Cass., 4 avril 1864, S. 65. 4. 230, P. 65. 547, D. 65. 1. 86.

discipline qui est de protéger l'honneur professionnel. Or le déshonneur ne s'amnistie pas plus qu'il ne se prescrit.

La grâce est une mesure exécutive individuelle qui fait remise de tout ou partie de la peine mais ne statue que pour l'avenir, laissant subsister l'infraction et la condamnation. Remarquons tout d'abord qu'elle n'est pas possible pour les peines qui sont accomplies par le fait même de leur prononciation, comme le rappel à l'ordre, la censure simple. La question ne se pose que pour les peines dont l'exécution n'est pas contemporaine à la décision qui les ordonne.

On soutient que les peines disciplinaires ne sont pas susceptibles de la grâce, car elles ne sont pas des peines au sens du Code pénal, et la grâce n'a été prévue que pour celles-là, et une décision ministérielle du 12 avril 1839 en a formellement décidé ainsi. Pourtant l'article 2, § 2 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875 dispose : « Le Président de la République a le droit de grâce. » Ce texte paraît général, absolu et illimité.

Les peines disciplinaires que la loi attribue à la Chambre de discipline des avoués, sont, d'abord le rappel à l'ordre qui est une injonction plus catégorique que le simple avertissement. La censure simple, par la décision même, qui est un blâme adressé par l'autorité disciplinaire à l'auteur de l'infraction. Ces deux peines restent secrètes, tandis que la censure avec réprimande est adressée par

le président à l'avoué condamné en personne dans la Chambre assemblée.

Vient ensuite l'interdiction de l'entrée de la Chambre. Le procureur général Dupin en donnait la définition suivante : « Cette peine ne signifie pas seulement comme on pourrait le croire, l'interdiction d'y entrer pour conférer avec ses confrères sur les affaires de son étude, mais l'interdiction d'élire, d'être élu membre de cette Chambre, avec affiche de son nom à chaque élection pour rappeler aux autres avoués l'indignité de leur confrère, sorte de peine infamante sans terme fixe et qui affecte toute la vie de celui qui en est frappé (1). »

Cette peine emportant privation de l'éligibilité ne peut être appliquée qu'aux avoués éligibles à la Chambre. Dès lors si le nombre des avoués d'une Cour ou d'un Tribunal est de vingt et au-dessus, la peine de l'inéligibilité ne peut être appliquée à ceux qui ne figurent pas parmi les plus anciens avoués en exercice, formant la moitié du nombre total (2).

En ce qui concerne la durée de cette peine, l'arrêté du 13 frimaire an IX ne fixe rien, tandis que le décret du 14 juin 1813 relatif aux huissiers en limite la durée à six mois (art. 71) et le règlement des notaires à trois ans. La Chambre des avoués possède un pouvoir discrétionnaire, mais on admet généralement qu'elle ne pourrait pro-

(1) Cass. 30 juillet 1850, D. 50. 4. 216.

(2) Cass., 11 janvier 1909, D. 1911. 4. 411.

noncer une interdiction indéfinie, sinon cette mesure de la compétence d'une juridiction interne pourrait par son indétermination équivaloir à une destitution que la loi réserve à la juridiction supérieure (1). Cet auteur soutient même que la Chambre de discipline ne pourrait pas dépasser six mois (2). La Cour de cassation n'a pas été appelée jusqu'ici à se prononcer sur ce point.

Enfin l'article 9 prévoit pour des faits plus graves la peine de la suspension et établit pour l'application de cette pénalité des règles que nous examinerons dans un chapitre suivant.

Si les pénalités disciplinaires des avoués possèdent un certain caractère de fixité en ce qui concerne leur nombre, il n'en est pas de même quant à leur application, et la Chambre des avoués peut prononcer celle de ces peines qu'elle croit devoir appliquer. Son pouvoir est discrétionnaire dans l'appréciation des faits qui lui sont soumis et des moyens de répression qui lui sont donnés dans la mesure où ils sont fixés par la loi. C'est cette particularité qui fait obstacle à l'application absolue du principe de la fixité des peines. La Chambre n'a d'autres règles à suivre sur ce point que celle qui prescrit de proportionner la punition à la faute. Ainsi un acte de légèreté, de négligence ou d'inconséquence ne doit pas être puni pour la première fois de la censure avec réprimande dans la

(1) Morin, *op. cit.*, t. II, p. 240.

(2) Morin, *op. cit.*, t. I, n° 245 bis.

Chambre assemblée, ni surtout de l'interdiction de l'entrée de la Chambre. Cette dernière peine doit être réservée pour des faits graves qui portent atteinte à la probité, à la délicatesse et même à l'honneur de celui qui s'en est rendu coupable.

La Chambre doit aussi évidemment tenir compte des circonstances atténuantes, mais une atténuation n'étant pas une justification, le juge peut appliquer une peine plus douce que celle que le fait eût mérité en l'absence de ces circonstances atténuantes, mais il ne peut aller jusqu'à absoudre l'accusé.

Et réciproquement il doit être tenu compte des circonstances qui donnent à la faute un caractère plus grave. Notamment la récidive. Mais pour qu'il y ait récidive est-il nécessaire que l'inculpé ait subi déjà une première condamnation ?

Il n'y a pas lieu d'appliquer ici les règles rigoureuses du droit criminel, puisque le juge n'est assujéti à aucune règle dans le choix de la peine à appliquer ; il s'agit seulement d'examiner aux yeux de la raison et de la justice quelles sont les circonstances qui par elles-mêmes doivent être considérées comme aggravant la faute de l'inculpé. Or ceci admis, nous n'hésitons point à décider avec Morin (1) qu'il suffirait qu'avant la deuxième faute l'inculpé eût déjà reçu un avertissement disciplinaire pour une première faute, pour qu'il dût être considéré comme

(1) *Op. cit.*, t. II, n° 821.

en état de récidive et pour que dès lors une peine plus forte dû lui être appliquée.

En matière disciplinaire comme en toute autre matière, le doute sur la culpabilité doit entraîner son acquittement. Mais Morin (1) estime que le doute sur la culpabilité intentionnelle ne saurait faire acquitter celui qui est reconnu l'auteur volontaire de l'infraction disciplinaire constatée, parce que nul membre de l'ordre judiciaire ne peut ou ne doit ignorer ses devoirs professionnels. Il est évident qu'en matière disciplinaire on ne peut invoquer comme justification, ou comme excuse l'ignorance où l'on était de ses devoirs étant donné que cette ignorance si elle existait serait elle-même un fait coupable.

Cependant il ne nous semble pas que l'on doive admettre la conséquence que tire de là cet auteur. La connaissance de ses devoirs et la culpabilité intentionnelle ne sont point une seule et même chose. La dernière peut dépendre souvent d'appréciation de faits sur lesquels le dissentiment est possible, et on peut tout en connaissant fort bien ses devoirs commettre innocemment un fait répréhensible en lui-même, parce qu'on s'était mépris sur son véritable caractère.

Il faut donc en matière disciplinaire comme en toute autre tenir compte de l'intention qu'avait l'inculpé lorsqu'il a accompli l'acte qui lui est reproché.

En cas de partage d'opinion, c'est un principe générale-

(1) *Op. cit.*, t. II, n° 834.

ment admis dans notre droit que l'avis le plus favorable à l'accusé doit prévaloir. Ce principe admis pour le jury, pour les cours spéciales et pour le Tribunal correctionnel doit l'être également par identité des motifs pour les matières disciplinaires.

Si la culpabilité étant admise par la majorité, les juges étaient partagés en nombre de voix égales sur le choix de la peine qu'il convient d'appliquer, ce serait la peine la plus douce qui devrait être prononcée.

CHAPITRE VII

DES VOIES DE RECOURS DE L'OPPOSITION DE L'APPEL DU RECOURS EN CASSATION

On peut poser en principe que les décisions judiciaires et administratives ne sont pas définitives à compter de leur prononciation et qu'elles sont en général susceptibles de recours. Les décisions disciplinaires obéissent aux mêmes principes. On a cependant invoqué le caractère domestique de la discipline corporative pour leur refuser les voies de recours. Mais le respect des formes légales, la protection des droits des individus exige un contrôle des décisions disciplinaires, qui, comme en matière judiciaire est l'œuvre de la Cour de cassation. Seulement il est de principe que le recours en cassation n'est ouvert, en quelque domaine que l'on se trouve, que quand l'intéressé a épuisé les voies ordinaires, l'opposition et l'appel.

Nous avons vu que c'est un droit absolu pour l'inculpé d'être entendu. La décision rendue par défaut sera donc rétractée par la voie de l'opposition.

Le droit de former opposition constitue un principe fondamental applicable à toutes les juridictions, à moins que le législateur en ait interdit l'exercice, on en conclut que les décisions disciplinaires sont susceptibles d'opposition alors même qu'elles émanent d'une chambre de discipline d'officiers ministériels (1). L'opposition, dit la Cour de cassation, « est de droit commun, elle est la suite et le complément nécessaire du droit de défense ; il n'est pas besoin qu'elle soit autorisée par une loi formelle, il suffit qu'elle ne soit pas interdite par une loi spéciale (2). »

Il se peut que l'avoué inculpé n'ait pas été touché par la citation, ou qu'il n'ait pas eu le temps de préparer une défense difficile et délicate, puisqu'elle porte sur des faits peu précis ; et s'il a cependant par déférence pour la chambre répondu par un mémoire, il faut pour que la décision soit contradictoire que l'inculpé se soit nettement expliqué sur les faits incriminés et ait fait valoir ses moyens de défense. Il a été en effet jugé qu'une condamnation disciplinaire n'est pas contradictoire par cela seul, que l'inculpé a produit un mémoire en réponse à la citation par lui reçue et qu'elle n'en a pas moins les caractères d'une décision par défaut, si ce mémoire ne contenait aucune explication sur les faits incriminés, non plus que sur les moyens par lesquels l'inculpé se proposait de com-

(1) Carnot, *Discipline judiciaire*, p. 86 ; Clère, A. Dalloz et Vergé, *Manuel théorique et pratique du notariat*, 8^e éd., t. II, p. 431, n° 379 ; Delacourtie et Robert, *op. cit.*, n° 423 ; Morin, *op. cit.*, 3^e éd., n° 774.

(2) Cass., 23 février 1823, S. 23. 1. 179.

battre la poursuite (1). C'est donc un droit, de faire défaut, à la condition toutefois que le refus de comparaître et de donner des explications ne revête pas un caractère irrévérentieux ou injurieux à l'égard de la Chambre, auquel cas celle-ci conservant toujours le droit d'apprécier l'attitude de l'inculpé pourrait prononcer une peine disciplinaire en raison de ce dernier chef.

On ne peut faire opposition qu'à une décision et non aux avis qui sont donnés sur la possibilité de la suspension.

En droit commun il y a deux manières de faire défaut : d'abord faute de comparaître. Il est hors de doute que cette première manière s'applique en matière disciplinaire, il est en effet illégal de considérer ce défaut comme un acte d'insubordination envers la Chambre et susceptible par lui-même d'une peine disciplinaire (2) ; il faudrait, comme nous venons de le dire, qu'il soit accompagné d'une attitude irrévérentieuse ou injurieuse.

Quant au défaut faute de conclure son application a été contestée, on a prétendu que la comparution à l'audience et le silence de l'inculpé sur ses moyens de défense était un aveu de culpabilité (3). Il faut repousser cette limitation du droit de la défense. Si l'inculpé ne se défend pas, la décision ne peut pas être contradictoire, il peut avoir intérêt à retarder sa défense, pour la mieux préparer et ne pas compromettre sa cause par une justification hâtive et

(1) Cass. civ., 24 avril 1883, D. 83. 1. 417.

(2) Bordeaux, 14 août 1889, S. 90. 2. 197.

(3) Morin, *op. cit.*, t. II, n° 780.

incomplète. Ce défaut est admis pas le Code de procédure civile, la jurisprudence l'autorise en matière pénale ; en l'absence de textes, tout ce qui peut être favorable à l'inculpé doit être admis.

Dans quel délai l'opposition doit-elle être formée ? A cet égard la doctrine est unanime pour chercher la solution de la question parmi les règles du Code de procédure civile dans la mesure compatible avec les modes de procéder devant la Chambre.

Mais la difficulté se complique du fait que l'article 157 du Code de procédure civile prévoit la présence d'un avoué constitué pour le défendeur et que en matière disciplinaire les avoués n'ont à exercer aucun ministère. Il semble donc tout d'abord qu'on ne saurait appliquer cet article aux termes duquel « si le jugement est rendu contre une partie ayant un avoué l'opposition ne sera recevable que pendant huitaine à compter du jour de la signification à avoué », et qu'il conviendrait mieux de recourir à l'article 158 du même Code, d'après lequel « si le jugement est rendu contre une partie qui n'a pas d'avoué, l'opposition sera recevable jusqu'à l'exécution de jugement ». Pour soutenir cette solution, on se fondait sur ce que l'exécution de la décision disciplinaire, qui prononce, le rappel à l'ordre, la censure simple ne peut résulter que de la notification de la décision à l'avoué condamné. Et on ajoutait cet autre argument, que dans le cas où un plaideur défaillant n'a pas constitué avoué, le législateur présume qu'il n'a pas été touché par l'assignation et

qu'il est vraisemblable qu'il ne le serait pas davantage par la signification du jugement, c'est pour ce motif que l'article 158 lui permet de faire opposition lors de l'exécution du jugement. Or ces considérations paraissent applicables aux inculpés non comparant devant la Chambre de discipline.

Cependant la solution contraire a prévalu dans la doctrine (1). Et la Cour de cassation, appelée pour la première fois en 1906 à statuer sur la question, a consacré cette solution. L'arrêt a été rendu à l'égard d'un notaire, mais ses dispositions sont également applicables aux décisions rendues par la Chambre de discipline des avoués. Il décide que « la délibération de la Chambre de discipline des notaires qui prononce par défaut la censure simple, ne pouvant faire l'objet d'aucune exécution directe, contre le notaire poursuivi, n'est susceptible d'opposition que pendant huitaine à compter du jour de la signification au dit notaire (2). »

Il faut remarquer toutefois que la Cour de cassation ne s'est prononcée qu'à l'égard de la censure simple, et qu'elle s'est abstenue de généraliser sa décision, en l'étendant à toutes les peines disciplinaires. On peut donc se demander si l'on devrait également appliquer l'article 157 du Code de procédure civile pour une peine plus rigoureuse, telle que la censure avec réprimande et

(1) Delacourtie et Robert, *op. cit.*, n° 424 ; Lefèbvre, *op. cit.*, n° 1027 ; Morin, *op. cit.*, n° 782 ; Rolland de Villargues, *op. cit.*, n° 128.

(2) Cass. civ., 6 août 1906, D. 1907. 1. 505.

l'interdiction de l'entrée de la Chambre, peines qui sont susceptibles d'une exécution. Les auteurs que nous venons de citer admettent l'affirmative, mais sans faire aucune distinction entre les diverses sortes de peines. Il semble cependant qu'il en est autrement pour les autres peines autres que le rappel à l'ordre et la censure simple, et par suite il semblerait que l'avoué condamné se trouve alors exactement dans l'hypothèse prévue par l'article 158 du Code de procédure civile, lequel devrait recevoir son application, c'est-à-dire que l'opposition serait recevable jusqu'à l'exécution.

Les effets de l'opposition semblent devoir au contraire être réglés plus par le droit criminel que par le droit civil. En effet l'opposition remet tout en état et la décision nouvelle peut aggraver celle qui avait été prononcée antérieurement ; de nouvelles investigations, l'interrogatoire, la tenue de l'inculpé à l'audience peuvent rendre la faute plus lourde et faire prononcer une peine plus rigoureuse. Tandis qu'en droit civil la décision prononcée sur opposition ne peut au plus que confirmer la première, quand la demande n'est pas modifiée par les conclusions nouvelles sur débouté d'opposition.

Les décisions disciplinaires prononcées par la Chambre de discipline en vertu de l'article 8 de l'arrêté du 13 frimaire an IX ne sont pas susceptibles d'appel.

Cela résulte des termes de l'arrêté du 2 thermidor an X interprétatif du décret de frimaire an IX, qui n'avait pas

statué sur ce point (1) et la jurisprudence en a toujours fait l'application. « Attendu, dit la Cour de cassation, que la décision rendue le 10 mai 1860 par la Chambre de discipline des avoués, près la Cour de Bordeaux, a été prise par application de l'article 8 de l'arrêté du 13 frimaire an IX et que la peine prononcée contre cet avoué est une de celles établies par cet article. Qu'en déclarant non recevable l'appel interjeté contre cette décision, l'arrêt attaqué n'a contrevenu à aucune loi, et s'est au contraire conformé à l'arrêté du 2 thermidor an X, interprétatif de celui du 13 frimaire an IX (2). »

Quand une décision est définitive et en dernier ressort, on ne peut plus l'attaquer que par la voie extraordinaire du recours ou pourvoi en cassation.

Bien que l'arrêté du 2 thermidor an X déclare, ainsi que nous venons de le voir, que les décisions disciplinaires des Chambres d'avoués rendues par application de l'article 8 de l'arrêté de frimaire an IX seront exécutées sans appel ou recours aux tribunaux, il n'a pas pour cela interdit le recours en cassation contre ces décisions quand elles sont viciées d'incompétence ou d'excès de pouvoir.

« Pour être des châtimens domestiques, dit la Cour de cassation, ces décisions n'en sont pas moins des actes

(1) Art. 1^{er} : « Dans les cas prévus par l'article 8, où la Chambre a le droit de prononcer le rappel à l'ordre, la censure simple, la censure avec réprimande, l'interdiction de l'entrée de la chambre, ces décisions seront exécutées sans appel ou recours aux tribunaux. »

(2) D. 62. 1. 223, 9 avril 1862.

émanés d'une juridiction légalement constituée qui ne doit pas plus que toute autre sortir du cercle de ses attributions et que, si elle s'en écarte, il appartient à la Cour de cassation de l'y ramener. »

L'ouverture du recours est limitée à l'incompétence et à l'excès de pouvoir. En conséquence, la Cour de cassation fait tomber toutes les décisions des Chambres de discipline entachées d'irrégularités dans la formation de la juridiction, dans le respect des droits de la défense, dans l'application de la peine (1), etc.

Mais l'excès de pouvoir peut-il se rencontrer dans une décision régulière en la forme, émanée du juge compétent quant à la personne, prononçant une peine du ressort de ce juge, et qui serait critiquée pour l'unique motif que le fait puni disciplinairement n'est pas en lui-même susceptible d'aucun blâme.

Faut-il au contraire limiter l'excès de pouvoir aux seuls cas où il serait établi que la sentence renferme des irrégularités de forme qui la vicient essentiellement (2) ou qu'elle a été rendue par un juge sans juridiction sur celui à qui la peine disciplinaire a été infligée (3) ou que le juge a prononcé une peine sortant de ses attributions, etc., situations qui sont toutes étrangères à l'appréciation du caractère répréhensible du fait réprimé ? La Cour de cassa-

(1) Cass., 22 mai 1855, D. 55. 1. 214 ; 18 avril 1866, D. 66. 1. 744. Voir ci-dessus, chap. V, sect. 3. Procédure.

(2) Req., 16 novembre 1846, D. 46. 1. 346.

(3) Cass. civ., 29 décembre 1845, D. 46. 1. 56.

tion ne peut-elle pas examiner si les faits incriminés justifient l'application d'une peine ?

On a soutenu que les Chambres de discipline sont souveraines lorsqu'elles appliquent aux faits par elles appréciés et que la loi n'a nulle part définis ni caractérisés, les quatre peines de l'article 8 de l'arrêté du 13 frimaire an IX. Que dans l'exercice de ce droit d'appréciation, elles ne sauraient commettre d'excès de pouvoir, celui-ci ne se rencontrant que là où les Chambres s'écarteraient du cercle dans lequel doit se développer leur action, c'est-à-dire infligeraient des peines autres que celles prévues par l'article 8 ou statueraient par voie réglementaire, ou adjudgeraient des réparations civiles. « En matière disciplinaire, répondait M. le Procureur général Dupin, le pourvoi n'est pas recevable quand il s'agit seulement du lieu ou mal jugé, c'est-à-dire uniquement de l'appréciation plus ou moins exacte, plus ou moins judicieuse, des faits soumis à l'action disciplinaire. Il est recevable au contraire si la Chambre de discipline viole les formes et surtout si elle était incompétente à raison de la matière ; peu importe le motif sur lequel est basée l'exception d'incompétence ou l'excès de pouvoir, que ce soit à raison de la personne, de la matière ou de la juridiction, la voie est ouverte (1). » Et la Cour, aux termes d'une jurisprudence constante, a affirmé son droit de maintenir les Chambres de discipline, comme toutes les juridictions,

(1) Cass., 5 avril 1841.

dans les limites de leur compétence, et de rechercher si les faits qu'elles constatent n'échappent point par leurs caractères à l'application d'une peine disciplinaire (1). Et il y a une incompétence à raison de la matière quand une décision punit un fait qui n'a pas un caractère répréhensible.

Le recours en cassation appartient évidemment au condamné. Appartient-il au plaignant? L'intérêt moindre qui l'inspire, l'absence de risques dans le procès suscité, le défaut d'action civile le lui font refuser. Il ne saurait, n'ayant pas été partie au jugement, faire modifier la chose jugée entre le syndic et le condamné. Mais on a prétendu que l'on devrait lui reconnaître le droit de former le pourvoi en cassation pour incompétence quand la Chambre refuse de statuer sur sa plainte prétendant que la connaissance du litige ne rentre pas dans ses attributions.

Le plaignant a droit, dit-on, de saisir la juridiction disciplinaire et d'obtenir une décision qui prononce sur sa plainte. Dès lors ce droit doit être sanctionné par le recours en cassation.

Mais on peut objecter que si le plaignant avait le droit d'imposer à la juridiction de statuer sur sa plainte il devrait également pouvoir exiger qu'elle le fasse dans les formes régulières, et il faudrait alors lui reconnaître le droit de déférer à la Cour de cassation toutes les décisions dans tous

(1) Cass., 30 juillet 1850, D. 50. 1. 126 ; 24 décembre 1874, D. 75. 1. 80, D. 82. 1. 422. Voir ci-dessus, chap. V, sect. 2.

les cas où l'inculpé a lui-même ce pouvoir. Or cela ne saurait être admis car il a des intérêts moindres dans le litige et il ne saurait faire modifier la chose jugée sur des intérêts plus considérables entre l'inculpé et le syndic (1). Et nous avons vu d'autre part que le syndic est juge souverain de l'incrimination. Il est donc libre d'estimer que le fait signalé par le plaignant n'est pas de nature à être poursuivi.

Bien que les poursuites disciplinaires aient à certains égards le caractère pénal, le pourvoi contre une décision rendue en cette matière doit être fait dans les formes et avec le délai édicté pour les affaires civiles. C'est ainsi qu'il a été décidé que le pourvoi n'était recevable qu'autant que l'amende avait été consignée (2). S'il est admis par la Chambre des requêtes, le syndic, et non le président, est admis devant la Chambre civile de la Cour de cassation (3). C'est également au syndic que doit être notifié l'arrêt par lequel la Chambre des requêtes a admis le pouvoir de l'office ministériel condamné (4). La jurisprudence a considéré les formes civiles comme plus avantageuses à raison du délai plus long, et elle les a admis en principe (5).

Le point de départ du pourvoi est la signification de la

(1) Cass. 4 février 1873, D. 73. 1. 11.

(2) Cass., 11 juillet 1883, D. 85. 1. 121.

(3) 24 janvier 1881, D. 81. 1. 218.

(4) Cass., 19 novembre 1890, D. 91. 1. 64.

(5) Cass., 23 juillet 1888, S. 88. 1. 423, D. 88. 1. 473; 21 février 1888, D. 88. 1. 475, S. 88. 1. 356.

décision attaquée, à personne ou à domicile, et il faut que cette signification ait été faite dans les formes légales (1), c'est-à-dire qu'il faut que la lettre signée du syndic et envoyée par le secrétaire soit accompagnée de la copie intégrale de la décision, et qu'il soit justifié de la date et de la réception de la signification.

Le pourvoi demeure suspensif à raison du caractère répressif de la peine disciplinaire.

(1) Cass. civ., 16 avril 1902, D. 1902. 4. 216.

CHAPITRE VIII

DE L'AUTORITÉ ET DE L'EXÉCUTION DES DÉCISIONS

Nous avons vu que l'action disciplinaire, distincte à la fois de l'action civile et de l'action publique, ne paralyse ni l'une ni l'autre dans leur exercice et qu'en conséquence, le jugement qui intervient sur l'une ne peut avoir d'effet sur les autres.

Il n'y a pas lieu en cette matière à l'application du principe de l'autorité de la chose jugée ; il n'y a pas en effet identité de cause, d'objet et de parties.

Mais y a-t-il autorité de la chose jugée contre une action disciplinaire ultérieure concernant des mêmes faits et contre le même inculpé ? On doit répondre non (1). Le droit disciplinaire, par le but qu'il se propose, se sépare du droit civil et du droit pénal en ce qu'il n'admet pas l'exception de chose jugée. Un officier ministériel peut

(1) Mais seulement quand il s'agit d'une poursuite engagée par un tribunal autre que celui qui a statué en premier. La chose jugée existe vis-à-vis d'une chambre qui a statué contre un inculpé pour certains faits. Elle ne pourrait pas en effet elle-même statuer à nouveau contre le même inculpé, pour les mêmes faits.

être poursuivi disciplinairement pour un même fait, à la fois par sa propre Chambre et par le parquet qui possède un pouvoir disciplinaire général sur toutes les personnes faisant partie des professions auxiliaires de la justice. Une Chambre d'avoués ne pourrait pas, en effet, soustraire un des membres de la Compagnie, du pouvoir disciplinaire des tribunaux, organes de l'autorité publique, et paralyser l'action du ministère public, en s'empressant de se saisir de la poursuite des faits repréhensibles dont l'avoué se serait rendu coupable.

D'ailleurs, la Chambre de discipline ne prononce que des peines légères, et il est parfois nécessaire, à raison de la gravité exceptionnelle des faits, de poursuivre l'avoué même déjà condamné à une de ces peines, devant la juridiction supérieure, qui prononcera, s'il y a lieu, une peine plus sévère comme la suspension et même la destitution.

On a prétendu que, dans ce cas, il n'y avait pas, à proprement parler, d'application du principe de l'exception de la chose jugée. S'il y a identité de cause, il n'y aurait pas, dit-on, identité de parties, la Chambre étant, dans ce cas, remplacée par le Tribunal, ni identité d'objet, la peine prononcée ne pouvant plus être la même.

Mais il n'y a pas lieu de s'arrêter à cette objection, l'identité d'objet n'exige pas que la même peine soit demandée (1) et c'est bien la même poursuite déjà jugée devant la Chambre qui revient devant le Tribunal, sans

(1) C. Inst. crim., art. 2.

que l'exception de chose jugée puisse l'arrêter. On peut donc affirmer qu'il y a deux procès distincts sur les mêmes faits.

Cette inobservation du principe de l'autorité de la chose jugée, en cette matière, s'explique aisément. C'est que ce principe n'est pas en harmonie avec le droit disciplinaire. La discipline a pour mission, avons-nous vu, de réprimer les fautes qui sont de nature à porter atteinte à l'honorabilité professionnelle, à la considération de la Compagnie, et le but de la répression est de rendre au public la confiance que les faits incriminés auraient pu lui faire perdre. Si la faute est connue de tous, et si le scandale qu'elle a déchainé est devenu public, il est nécessaire qu'une forte condamnation soit prononcée, même après la première sanction légère et à huis clos, pour empêcher que la Compagnie puisse être accusée de complaisance, et que la nouvelle peine infligée ait la même publicité que la faute pour en effacer le souvenir et faire renaitre la confiance du public. Et il ne doit pas être possible d'écarter cette nouvelle poursuite en opposant l'exception de chose jugée.

Il en est de même, à plus forte raison, quand la première décision a été un acquittement faute de preuves. Rien ne s'oppose à l'exercice de nouvelles poursuites de la part du juge qui a statué, que ce soit la Chambre ou le Tribunal, quand de nouvelles preuves viennent à se manifester, et les juridictions disciplinaires ont toujours le droit de punir et rejeter du sein de la Compagnie un

individu qui ne remplit plus les conditions d'honorabilité nécessaires.

La négation de la chose jugée est donc la conséquence du but et de l'essence du droit disciplinaire.

L'exécution des décisions disciplinaires de la Chambre est différente selon les peines prononcées.

Tout d'abord l'acquiescement entraîne nécessairement le renvoi de l'inculpé des fins de la poursuite. Quant aux condamnations comportant une peine morale comme le rappel à l'ordre, la censure simple, elles sont exécutées par la prononciation même de la sentence. La censure avec réprimande reçoit son exécution par la comparution de l'avoué condamné dans la Chambre assemblée où le président lui donne lecture de la décision, et la peine de l'interdiction de l'entrée de la Chambre commence le jour où la notification en a été faite au condamné. L'exécution de ces peines est, avons-nous vu, suspendue par le pourvoi en cassation (1).

Mais leur exécution peut-elle être suspendue par l'application de la loi du 26 mars 1891 concernant le sursis? On a prétendu que les termes de cette loi étaient généraux et posaient une règle générale pour l'application des peines, une règle de fond qui ne dépend ni de la nature de la faute, ni de la juridiction qui statue. On doit répondre qu'il n'y a pas lieu d'étendre cette loi exceptionnelle aux peines disciplinaires. Elle n'a, en effet, été

(1) V^o chapitre précédent, du recours en cassation.

instituée que pour s'appliquer aux crimes et délits de droit pénal. Or, il est impossible d'assimiler aux crimes et aux délits les infractions du droit disciplinaire qui, en raison du principe dont elles sont issues, et du but où elles visent, obéissent à des règles qui leur sont propres. D'autre part, la loi de 1891 n'autorise le sursis que pour les condamnations à l'emprisonnement ou à l'amende, peines qui ne peuvent pas être prononcées par la Chambre de discipline.

CHAPITRE IX

RAPPORT DE LA CHAMBRE DES AVOUÉS AVEC LES COURS ET TRIBUNAUX EN CE QUI CONCERNE LA RÉPRESSION DES FAUTES DISCIPLINAIRES.

(DE LA SUSPENSION. — DU POUVOIR DES TRIBUNAUX SUR LES CHAMBRES)

Nous avons vu, au chapitre des pénalités, l'énumération des peines que peut prononcer la Chambre de discipline, en vertu du pouvoir disciplinaire propre que lui a confié l'arrêté consulaire du 13 frimaire an IX. La peine la plus grave est l'interdiction de l'entrée de la Chambre. Cependant l'infraction commise par un avoué peut être d'une gravité telle que cette pénalité devient insuffisante.

Aussi l'article 9 a-t-il prévu ce cas, et il a mis à la disposition de la Chambre une peine plus importante, la suspension. Mais en raison même de la gravité de cette peine, qui touche à l'état de l'avoué et qui n'est plus par conséquent une peine disciplinaire intérieure, il n'en a pas laissé l'application à la Chambre seule. Pour éviter des abus qui auraient pu se commettre et avoir les plus graves inconvénients, il a fait intervenir, avec des formes spé-

ciales, le contrôle des cours et tribunaux. La Chambre de discipline ne possède pas sur ce point un pouvoir disciplinaire propre, elle n'émet qu'un simple avis, et la décision n'appartient qu'au Tribunal. C'est pourquoi nous avons estimé qu'il y avait lieu de ranger l'examen de la procédure de cette peine dans le chapitre traitant des rapports des Chambres d'avoués avec les tribunaux, en ce qui concerne la répression des fautes disciplinaires.

Dans les sièges où il y a au moins douze avoués, c'est-à-dire le triple des membres de la Chambre, celle-ci a un devoir à remplir lorsque l'inculpation portée devant elle contre un avoué lui paraît assez grave pour mériter la suspension, c'est de s'adjoindre par voie de tirage au sort d'autres avoués en nombre égal plus un, à celui des membres dont elle est composée, et ainsi formée, d'émettre son opinion sur la suspension et sa durée par forme de simple avis.

Les voix sont recueillies en ce cas au scrutin secret, par oui ou par non, et l'avis ne peut être formé que si les $\frac{2}{3}$ au moins des membres appelés à l'assemblée y sont présents (art. 9).

Si l'avis est pour la suspension, il est déposé au greffe du Tribunal, et une expédition en est remise au ministère public qui doit en faire l'usage voulu par la loi (art. 10). Il est évident que lorsqu'il s'agit des avoués près la Cour, l'avis doit être déposé au greffe de la Cour, bien que l'article 10 ne le spécifie pas.

Quand le nombre total des avoués n'est pas au moins

triple de celui des membres de la Chambre, celle-ci ne peut pas d'office provoquer la suspension, mais si le Tribunal ou la Cour lui demandait son avis, elle serait compétente pour le donner. L'arrêté du 13 frimaire ne le défend pas, et en ne le défendant pas il le permet. Il est naturel en effet de laisser à un tribunal qui peut, de lui-même, suspendre un avoué, la faculté de s'éclairer préalablement des lumières de la Chambre, à laquelle cet officier est immédiatement subordonné. En consultant la Chambre on lui ménage un moyen de plus de se justifier (1).

Lorsque le nombre des avoués n'est pas suffisant pour que la Chambre puisse d'office émettre son avis sur la suspension, et qu'elle n'a point reçu de réquisitions du ministère public, est-elle désarmée, si l'avoué objet des plaintes a déjà été frappé par elle de l'interdiction de l'entrée de la Chambre? Sera-t-elle obligée de prononcer une peine inférieure à la faute, alors que l'inculpé lui paraît devoir mériter une répression plus sévère? Dans ce cas la Chambre devrait, si elle en est requise par le syndic, prendre une décision par laquelle elle se déclarerait incompétente en ce fondant sur ce que les faits reprochés échappent par leur gravité à sa juridiction. et elle ordonnerait qu'expédition de sa délibération soit remise au ministère public.

Cette déclaration d'incompétence, qui paraît conforme

(1) Merlin, *op. cit.* V^o Ch. des avoués, n^o 11, Cass., 3 novembre 1806.

aux règles du droit commun en matière pénale différerait de l'avis autorisé par l'article 9 de l'arrêté du 13 frimaire, en ce qu'elle n'aurait pas la même autorité auprès des magistrats et en ce que la Chambre ne demanderait pas l'application de la peine de la suspension, ni n'en fixerait la durée (1).

Il peut arriver qu'après les débats, les faits reprochés à l'avoué ne paraissent plus assez graves pour mériter la suspension. En ce cas, la Chambre devra-t-elle rester composée telle quelle, avec les adjonctions, ou bien les adjoints devront-ils se retirer ?

Nous estimons que les adjoints n'ayant reçu attribution que pour un simple avis doivent se retirer et la Chambre composée comme en matière ordinaire pourra valablement appliquer une peine ressortant de son pouvoir propre. La procédure préliminaire en matière de suspension étant en effet la même qu'en matière disciplinaire ordinaire, il n'y aura pas besoin de donner une nouvelle citation et de recommencer les débats.

Si la Chambre, composée conformément à l'article 9 émet un avis de suspension, cette peine à raison de sa gravité devra nécessairement être limitée, car une suspension indéfinie équivaldrait à une destitution.

La loi a pris soin de le dire en ce qui concerne le pouvoir disciplinaire des tribunaux sur les officiers ministériels (art. 102, décret du 30 mars 1808, modifiée par la

(1) Dalloz, R. J. G., V^o Discipline.

loi du 10 mars 1898) à plus forte raison doit-il en être de même pour les avis donnés par les Chambres de discipline. La peine n'étant prononcée que pour un temps déterminé l'avoué conserve ses fonctions mais ne les exerce pas durant le temps où il est suspendu.

L'avis donné par la Chambre n'a d'effet qu'après avoir été homologué par les magistrats du siège sur les conclusions du ministère public (2 thermidor an X, art. 2) le tribunal siégeant toutes Chambres réunies. Cette obligation entraînait de graves inconvénients dans les tribunaux ayant plusieurs Chambres, et arrêtait notamment le cours des affaires. Aussi un décret du 30 juillet 1870 a apporté une modification en ce qui concerne le Tribunal civil de la Seine, et a donné compétence pour les avis d'homologation à la première et à la deuxième Chambre de ce tribunal. Pour les avoués à la Cour, les avis sont portés devant les Cours entières. On s'est demandé si le décret du 11 août 1904 qui confie aux trois premières Chambres de la Cour d'appel de Paris, l'appel des décisions des conseils de discipline des avocats leur confie-t-il aussi les homologations d'avis de la Chambre de discipline des avoués à la Cour? En l'absence d'une modification formelle, il nous semble que l'on doit continuer à appliquer le décret du 30 mars 1808. Cette disposition qui tient aux droits de la défense doit être interprétée restrictivement, et ne peut pas être étendue par voie d'analogie.

L'homologation n'est nécessaire que pour l'avis lui-même, car les actes d'instruction qui le précèdent, les

délibérations par lesquelles la Chambre rejette, soit un déclinatoire, soit des récusations proposées par l'avoué inculpé sont exécutoires par elles-mêmes, et sans qu'il soit nécessaire de les faire confirmer par aucune autorité puisque ce ne sont pas de simples avis, mais des décisions par lesquelles elle reconnaît sa compétence et se constitue.

Les formalités édictées pour la procédure disciplinaire en général et pour la procédure de la suspension en particulier, peuvent avoir été inobservées, et étant donné qu'elles sont substantielles, comme tenant aux droits de la défense, les avis de suspension ainsi viciés peuvent-ils être l'objet des voies de recours ordinaires que la loi met à la disposition du défendeur ?

Tout d'abord, il est à remarquer que ces délibérations, en elles-mêmes ne sont que de simples avis et non des décisions, qu'elles n'appliquent pas une peine, mais ne font que préparer la décision définitive. Dans ces conditions, l'opposition ne peut être admise (1). Il en est de même de l'appel. Et un arrêt de la Cour de cassation, Chambre des requêtes, du 29 juillet 1902 (2) a déclaré que la délibération de la Chambre de discipline des avoués, tendant à la suspension d'un membre de la Compagnie ne constitue pas un acte de juridiction contentieuse ou répressive, mais un simple avis qui ne lie ni le Ministère public

(1) Morin, *op. cit.*, t. II, n° 781.

(2) D. 1904. 1. 56.

ni le Tribunal qui peut être saisi. Par suite une telle délibération n'est pas susceptible d'être déférée à la Cour de cassation. Il est dès lors sans intérêt de rechercher en pareil cas si la Chambre de discipline a été régulièrement constituée, ou si elle a excédé ses pouvoirs. — En l'espèce la Cour de cassation n'avait été saisie que de la nullité de la délibération de suspension. — Il résulte donc que ces délibérations ne sont susceptibles d'aucune voie de recours.

Mais il n'en est pas de même des jugements qui prononcent la suspension. L'article 1^{er} de la loi du 10 mars 1898 a, en effet, abrogé l'ancien article 103 du décret du 30 mars 1808 qui déclarait que « ces mesures ne seront point sujettes à l'appel, et au recours en cassation. Sauf le cas où la suspension serait l'effet d'une condamnation prononcée en jugement. » Il en résultait que dans ce cas les formes prescrites par l'arrêté du 13 frimaire an IX pour les délibérations des Chambres de discipline relatives à la suspension d'un membre pouvaient être impunément violées. L'avoué suspendu n'avait de recours contre la décision qui le frappait qu'auprès du ministre de la Justice. C'était là un fait anormal.

La loi du 10 mars 1898 a changé ce régime et a déclaré dans les termes les plus généraux que toutes les suspensions seront prononcées par le Tribunal civil, et que les jugements seront sujets à appel. Et ce texte doit s'appliquer aussi bien aux jugements de suspension prononcés sur les poursuites intentées directement par le ministère

public que sur les suspensions prononcées par homologation d'avis des Chambres de discipline.

Puisque ces jugements sont susceptibles d'appel, *à fortiori* sont-ils susceptibles d'opposition. L'opposition est en effet de droit commun, elle est la suite et le complément nécessaire du droit de défense; et il n'est pas besoin qu'elle soit autorisée par une loi, il suffit qu'elle ne soit pas interdite par une loi spéciale. L'officier ministériel condamné à la suspension par défaut, pourra donc en formant opposition faire valoir ses moyens de défense, et faire refuser l'homologation d'une délibération entachée de nullités de formes. Et s'il n'obtient pas satisfaction la voie de l'appel et du recours en cassation lui restent. La loi du 10 mars 1898 en ouvrant la voie de l'appel a nécessairement ouvert aussi celle du pourvoi en cassation. Et l'avoué condamné en appel pourra faire valoir dans son pourvoi non seulement, les moyens de cassation qui se trouvent dans l'arrêt attaqué, mais aussi ceux qui peuvent se trouver dans la délibération de la Chambre de discipline sur laquelle l'arrêt s'est basé pour le condamner et dont il a déjà invoqué la nullité devant la Cour. L'homologation de l'avis de suspension est une faculté pour les tribunaux et leur contrôle ne doit pas seulement s'exercer sur la bonne ou mauvaise appréciation de la peine mais aussi sur l'observation des formes substantielles nécessaires à la validité de la délibération. Et la sanction de cette obligation doit être la possibilité du recours en cassation.

Les règles de procédure que nous avons examinées au sujet du pourvoi en matière de discipline (1) s'appliquent également ici, il est donc inutile d'y revenir.

En l'absence de textes on doit donner à la suspension comme point de départ, la signification du jugement faite à l'avoué suspendu et cela par analogie avec les dispositions régissant les notaires. La loi du 10 mars 1898 a eu pour but d'appliquer aux avoués en matière de suspension la procédure employée pour les notaires, et l'article 1^{er}, comme l'article 53 de la loi de ventôse an XI, a déclaré la suspension exécutoire par provision. Il n'est donc pas arbitraire d'emprunter aux règlements des notaires, en l'absence de textes, le point de départ de la suspension.

L'arrêté du 13 frimaire an IX en donnant aux Chambres de discipline l'exercice d'un pouvoir disciplinaire propre sur les membres de la Compagnie, n'a pas pour cela entendu distraire ces officiers ministériels de l'action du pouvoir disciplinaire général que possèdent les Cours et les Tribunaux sur les auxillaires de la justice. Ce pouvoir se superpose au contraire du pouvoir spécial et particulier donné à la Chambre.

La jurisprudence a en effet décidé que la compétence de la juridiction disciplinaire d'un tribunal, sur l'un de ses officiers ministériels s'étend à tous les faits qui peuvent affecter la moralité de cet officier dans ses rapports avec ses clients, pour la direction de leurs affaires, et que le

(1) V^o Chap. VII, Voies de recours.

tribunal a pour l'appréciation de ces faits un pouvoir souverain.

Il est donc naturel que des rapports s'établissent entre ces deux pouvoirs, et que le pouvoir spécial de la Chambre soit subordonné au pouvoir général appartenant aux tribunaux.

Et d'abord le ministère public peut suppléer le syndic. Nous avons vu (1) que celui-ci a seul pour mission de poursuivre les infractions, et qu'il possède les pouvoirs les plus larges dans l'appréciation de l'incrimination disciplinaire. Cependant, il peut arriver, pour une cause ou pour une autre, qu'une infraction ne soit pas poursuivie. Dans le cas où le syndic reste inactif, le procureur de la République, en vertu de son droit de surveillance sur les officiers ministériels du ressort de son tribunal, peut alors déférer lui-même à la Chambre de discipline l'avoué coupable. Mais si le fait incriminé comporte une certaine gravité le ministère public, saisi soit par la plainte d'un particulier, soit d'office peut citer l'inculpé devant le tribunal et renvoyer préalablement l'affaire à l'examen de la Chambre pour avoir son avis.

La question s'est posée à ce sujet de savoir si les tribunaux possèdent la plénitude de juridiction, Peuvent-ils non seulement appliquer les peines qui dépassent la compétence de la Chambre des avoués, mais encore celles que prononcent ces Chambres ?

(1) Chap. VI, sect. 3.

En principe, il faut reconnaître la séparation des deux juridictions. Il semble résulter de l'économie des dispositions qui régissent la matière que chacun des deux pouvoirs doit se mouvoir dans la sphère qui lui est assignée et qu'ainsi lorsqu'un fait ne semble passible que des peines intérieures il ne doit point être déferé aux tribunaux, mais que la connaissance en doit être laissée à la Chambre de discipline. Un arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation du 21 juillet 1913 (1) décide en ce sens que le ministère public ne peut citer un avoué devant le tribunal civil lorsque le fait imputé lui semble seulement passible d'une peine de discipline intérieure rentrant dans les attributions exclusives de la Chambre des avoués. Il n'en serait autrement que si la Chambre de discipline, régulièrement saisie de la poursuite, n'avait pas statué soit par refus ou par négligence soit par impossibilité de se constituer. Dans ce cas le Tribunal devient compétent pour appliquer aux lieu et place de la Chambre les peines plus légères qui ressortissent de celles-ci. Et la même Chambre confirmait ainsi un autre arrêt (2) où elle avait jugé que les Chambres de discipline d'avoués étaient compétentes pour prononcer l'application des peines énumérées à l'article 8 de l'arrêté de frimaire an IX et que la poursuite disciplinaire ne devait être renvoyée à l'examen du tribunal dans les conditions spécifiées

(1) *Gazette des tribunaux*, 18 novembre 1913.

(2) 3 juin 1913, *Gazette des tribunaux*, 8 octobre 1913.

dans l'article 9 qu'au cas où l'inculpation paraissait assez grave pour mériter la suspension ou la destitution de l'avoué inculpé.

S'il arrivait qu'un tribunal, saisi de la connaissance d'un fait que le ministère public aurait jugé assez grave pour le déférer à la juridiction supérieure, ait apprécié ce fait avec moins de sévérité et ait été d'avis qu'il ne méritait qu'une peine de discipline intérieure, il semble résulter de ces deux arrêts que ce tribunal devrait se déclarer incompetent et renvoyer l'officier ministériel inculpé devant la Chambre de discipline, celle-ci ayant une attribution exclusive pour prononcer les pénalités édictées par l'article 8 de l'arrêté de frimaire an IX.

Enfin la Chambre de discipline, comme les avoués qu'elle représente est placée sous la dépendance du Tribunal et elle doit exécuter avec zèle et respect les commissions qui lui sont données par les magistrats. Et à défaut de ce faire, les membres de la Chambre peuvent être punis disciplinairement (1).

On a douté de la possibilité de l'application d'une peine disciplinaire à la Chambre elle-même, en arguant de la difficulté d'appliquer des peines individuelles.

Cependant la Chambre de discipline des avoués a une certaine personnalité et les peines morales peuvent être appliquées aux collectivités. Il n'y a donc pas d'obstacles

(1) Arrêt de la Cour de Paris du 1^{er} juin 1811 réformant un jugement du Tribunal de Dreux, du 29 avril 1811. Dalloz, J. G. V^o avoué.

juridiques à l'établissement d'une responsabilité disciplinaire collective. Un décret du 30 janvier 1890, article 12, a créé une faute collective pour la Chambre des notaires. La jurisprudence a admis pour le Conseil de l'Ordre des avocats l'avertissement aggravé par la transcription de l'arrêt de la Cour d'appel qui le prononce sur les registres du Conseil.

Ne pourrait-il pas en être de même pour la Chambre des avoués, et les Cours et tribunaux ne pourraient-ils pas prononcer contre elle des peines analogues ? Puisque les membres du bureau de la Chambre peuvent être punis individuellement à raison d'une faute de la collectivité qu'ils représentent, pourquoi la Chambre entière, en tant que constituant cette collectivité, ne pourrait-elle pas l'être ? La jurisprudence n'a pas encore été appelée à trancher cette question.

CONCLUSION

Maintenant que nous avons examiné la constitution, le fonctionnement et les diverses attributions de la Chambre de discipline, il reste à nous demander quel est son caractère.

Peut-on la considérer comme un corps constitué dépositaire d'une partie de l'autorité publique ? La question a été résolue négativement (1), et il a été également décidé que la Chambre des avoués ne constitue pas une administration publique.

Elle n'est pas non plus un tribunal, et nous avons vu que ses membres ne peuvent pas être assimilés à des magistrats.

Il n'est pas possible de donner à cette assemblée un caractère unique, et cela tient à ce qu'elle est la survivance d'un ancien groupement professionnel que le législateur a laissé subsister en raison de son utilité en lui conservant ses multiples attributions survenues les unes après les autres au cours de son développe-

(1) Douai, 1^{er} mai 1834, D. 34. 2. 73; Cass., 14 avril 1834, S. 34. 4. 150, 9 septembre 1836, S. 36. 1. 868.

ment historique, et en lui en ajoutant de nouvelles. Nous avons vu au cours de cet exposé que la Chambre de discipline des avoués jouit d'une certaine personnalité civile, puisqu'elle a une bourse commune et elle peut acquérir, être instituée légataire, recevoir des dons et ester en justice (1).

Ainsi établies, les Chambres d'avoués ont toujours rempli le rôle qu'elles avaient pour mission d'atteindre et leur influence a été des plus salutaires.

C'est une justice à leur rendre, surtout dans les grandes villes, qu'elles savent user tout à la fois avec fermeté et dans une juste mesure du pouvoir disciplinaire qui leur est attribué. Quand elles s'aperçoivent qu'un membre de leur Compagnie s'écarte des principes conservateurs de la dignité de la profession, elles l'avertissent confraternellement de s'y conformer. La persistance dans l'oubli de ses devoirs de la part d'un avoué amène la Chambre à prendre des mesures qui l'obligent toujours à se démettre de ses fonctions, s'il ne veut pas s'exposer à être destitué. Aussi la profession d'avoué n'offre-t-elle pas d'exemples de ces scandaleuses malversations qui portent la perturbation dans les fortunes des familles.

(1) Chap. III. Bourse commune.

Vu :
Le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu :
Le Président de la thèse,
ALBERT TISSIER.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

- BATAILLARD. — *Les origines de l'histoire des procureurs et avoués*.
Paris, 1868.
- BATAILLARD et NUSSE. — *Histoire des procureurs et avoués*, 2 vol.
1882.
- BERNARD. — *Manuel des pourvois en matière civile*.
- BILLEQUIN. — *Journal des avoués*.
- BIOCHE. — *Dictionnaire de la procédure civile et commerciale*, 1884,
v^o discipline.
- CARNOT. — *De la discipline judiciaire*, 1825.
- DALLOZ. — *Répertoire et supplément de répertoire* : avoué, discipline,
huissier, notaire.
- DALLOZ et VERGÉ. — *Traité de la discipline et des Chambres de
notaires*.
- DEFFAUX HAREL et DUTRUC. — *Encyclopédie de huissiers*. 4^e éd.,
12^e vol., v^o discipline.
- DELACOURTIE et ROBERT. — *Traité pratique de la discipline des
notaires*.
- DENISART. — 6^e éd., 1768, v^o procureurs.
- DUTRUC. — *Mémorial du ministère public*, 1871, 2 vol., v^o disci-
pline.
- DETROC. — *Manuel de la responsabilité et de la discipline des offi-
ciers ministériels auxiliaires de la justice*, 3^e éd., 1895.

- GLASSON. — *Précis théorique et pratique de procédure civile*, 1902, 2 vol.
- HENRY. — *De l'action disciplinaire et de l'action pénale comparée*. Caen, 1900, thèse.
- JOUSSE. — *Administration de la justice*.
- LEFÈVRE. — *Traité de la discipline notariale*.
- MALAPEYRE. — « Étude sur le pouvoir disciplinaire des tribunaux », *Lois nouvelles*, 1898, 1^{re} partie.
- MAXWELL. — « Des conditions exigées par la loi pour la validité des délibérations des chambres de discipline », *Journal des Parquets*, 1888. 1. 135.
- MERLIN. — (*Chambre des avoués*) *Répertoire de jurisprudence*. V^o discipline avoués.
- MOLLAT. — *Règles de la profession d'avocat*.
- MORIN. — *De la discipline des Cours et Tribunaux du barreau et des corporations d'officiers publics*.
- NÉZARD. — *Les principes généraux du droit disciplinaire*. Thèse, 1903.
- ROLLAND DE VILLARGUES. — *Répertoire du notariat*.
- ROUSSEAU et LAISNEY. — *Dictionnaire de procédure*, v^o avoué, n^o 36.
- SIREY. — *Tables générales*, v^o discipline avoué.
-

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION. — PRINCIPES GÉNÉRAUX DU DROIT DISCIPLINAIRE.	
— NATURE ET CARACTÈRE DE L'ACTION DISCIPLINAIRE.....	1
CHAPITRE I. — HISTORIQUE DE LA DISCIPLINE DANS LES ANCIENNES CORPORATIONS JUDICIAIRES DU PALAIS ET DU CHATELET. — SA SURVIVANCE DANS L'ARRÊTÉ DU 13 FRIMAIRE AN IX.....	45
CHAPITRE II. — ORGANISATION DE LA CHAMBRE DES AVOUÉS. — ELECTION DES MEMBRES. — LEUR ROLE. — LEUR RENOUVELLEMENT.	34
CHAPITRE III. — ATTRIBUTIONS ADMINISTRATIVES DE LA CHAMBRE. — DU RÉGLEMENT INTÉRIEUR. — CONSULTATIONS GRATUITES. — CERTIFICATS. — REPRÉSENTATION COLLECTIVE. — HONORARIAT. — BOURSE COMMUNE.....	49
CHAPITRE IV. — DE LA CONCILIATION. — ENTRE AVOUÉS. — ENTRE AVOUÉ ET PARTIE	71
CHAPITRE V. — POUVOIR DISCIPLINAIRE DE LA CHAMBRE.....	79
SECTION I. — <i>Personnes contre lesquelles s'exerce ce pou-</i> <i>voir</i>	80
a) Personnes faisant encore partie de la Chambre...	80
b) Membres sortis de charge.....	80
SECTION II. — <i>Faits qui peuvent donner lieu à des pour-</i> <i>suites. — Éléments de la faute disciplinaire, de la faute</i> <i>professionnelle, de la faute privée</i>	83

SECTION III. — <i>Procédure. — Principes généraux. — Respect des droits de la défense.</i>	99
a) Incrimination.....	103
b) Instruction. — De la preuve. — Des témoins.....	104
c) De l'instance. — Citation. — Composition régulière de la Chambre. — Récusation.....	109
d) Des débats. — Comparution personnelle de l'inculpé. — Assistance d'un défenseur. — Ordre des débats. — Publicité.....	119
e) Du vote. — Présence des membres à l'audience...	126
f) Rédaction de la délibération. — Mention des formalités substantielles.....	128
g) Notification.....	130
CHAPITRE VI. — DES PÉNALITÉS. — CARACTÈRES GÉNÉRAUX DE LA PEINE DISCIPLINAIRE. — LES PEINES. — LEUR APPLICATION.....	132
CHAPITRE VII. — LES VOIES DE RECOURS. — DE L'OPPOSITION. — DE L'APPEL. — DU POURVOI EN CASSATION.....	141
CHAPITRE VIII. — DE L'AUTORITÉ ET DE L'EXÉCUTION DES DÉCISIONS.....	153
CHAPITRE IX. — RAPPORT DE LA CHAMBRE AVEC LES COURS ET LES TRIBUNAUX EN CE QUI CONCERNE LA RÉPRESSION DES FAUTES DISCIPLINAIRES. — DE LA SUSPENSION. — DU POUVOIR DES TRIBUNAUX SUR LES CHAMBRES.....	158
CONCLUSION.....	171

